

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 07/03/2019

N° : 2019/118

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/290

 **Décisions**

Page 291/407

ARRÊTÉS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/018/CM

Arrêté de composition des commissions administratives paritaires des catégories A,B ET C

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- L'article 4 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant titulaire d'un mandat électif ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Le Procès-verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 6 décembre 2018 des représentants aux Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les listes présentées par les syndicats lors des élections professionnelles du 6 décembre 2018 :

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFTD

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Février 2019

- SNUTER 13 – La FSU Territoriale

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale

ARRETE

Article 1 :

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition des Commissions Administratives Paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

Commission Administrative Paritaire de la catégorie A

Représentants de l'autorité territoriale :

Titulaires :

- M. Pascal MONTECOT
- M. Gérard CHENOZ
- M. Eric CASADO
- M. Jean-Jacques POLITANO
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Alain ROUSSET
- Mme Solange BIAGGI

Suppléants :

- M. Bernard DESTROST
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Gilbert FERRARI
- M. Régis MARTIN
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Auguste COLOMB

Représentants du personnel :

Groupe hiérarchique de base V

Titulaires :

- Mme Fleur SKRIVAN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Patrice AYACHE (FO)
- Mme Frédérique ONZIA (UNSA)
- M. Arnaud DE BRUXELLES (UNSA)

Suppléants :

- Mme Fabienne MAESTRAGGI (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Sophie ROCHAT (FO)
- Mme Danielle REBOUL (UNSA)
- M. Christophe BOCCIA (UNSA)

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Février 2019

Mme Isabelle LOUIS (SNT CFE-CGC, CFTC FAFPT, CFDT)

M. Alain BROSSEAU SNT CFE-CGC, CFTC FAFPT, CFDT)

Groupe hiérarchique supérieur VI

Titulaires :

M. Philippe CHALLANDE (SNUTER 13 – FSU)
M. Luc ASIA (FO)

Suppléants :

M. Marc DEL CORSO(SNUTER 13 – FSU)
Mme Corinne MICHEL (FO)

Commission Administrative Paritaire de la catégorie B

Représentants de l'autorité territoriale :

Titulaires :

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Gilbert FERRARI
- M. Jean-Jacques POLITANO
- M. Henri CAMBESSEDES

Suppléants :

- M. Auguste COLOMB
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- Martial ALVAREZ
- M. Régis MARTIN
- Mme Béatrice ALIPHAT

Représentants du Personnel :

Groupe hiérarchique de base III

Titulaires :

Mme Aïcha N'GAR (SNUTER 13 – FSU)

Mme Carine RIQUIER-PINET (FO)

Suppléants :

Mme Dalila EL JAOUADI (SNUTER 13 – FSU)

M. Kamel SAIDI (FO)

Groupe hiérarchique supérieur IV

Titulaires :

Mme Anne-Laure RIOU (SNUTER 13 – FSU)

M. Cyril RESTOUIN (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants :

Mme Odette LAMARCHE (SNUTER 13 – FSU)

M. Jean-Louis GARIDOU (SNUTER 13 –

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Février 2019

M. Roger MARTINEZ (FO)
M. Jean-Michel MOLNAR (UNSA)

FSU)
Mme Martine MORNAND (FO)
Mme Sabine MARQUET (UNSA)

Commission Administrative Paritaire de la catégorie C

Représentants de l'autorité territoriale :

Titulaires :

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Jean MONTAGNAC
- Mme Maryse RODDE
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Alain ROUSSET
- M. Jean-Jacques POLITANO

Suppléants :

- M. Auguste COLOMB
- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Gilbert FERRARI
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Bernard DESTROST
- M. Régis MARTIN

Représentants du Personnel :

Groupe hiérarchique de base I

Titulaires :

M. Salah BENHEMANI (FO)
Mme Marie-Julie MICHAUX (SNUTER 13 – FSU)
M. Joseph LACROIX (UNSA)

Suppléants :

Mme Stéphanie DEVEY (FO)
Mme Lucia LESPINASSE (SNUTER 13 – FSU)
Mme Odile DEWINTRE (UNSA)

Groupe hiérarchique supérieur II

Titulaires :

M. Christophe SPANO (FO)
Mme Elisabeth MAUSSI (FO)
M. Fabrice GRASSESCHI (FO)
M. Mokhtar BEN SAID (SNUTER 13 – FSU)
Mme Solange GATEL (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants :

Mme Magali TROSSEVIN (FO)
M. Joseph COVELLO (FO)
M. Yves VASSALLUCCI (FO)
M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)
Mme Lugdivine CLEMENTI (SNUTER 13 – FSU)

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Février 2019

Article 2 :

Madame la Présidente, en sa qualité de membre de droit, préside les Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, Monsieur Pascal Montecot assurera cette même présidence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal Montecot, Madame Monique Cordier assurera la suppléance de la présidence.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/019/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rousset relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-437 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Rousset ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local Urbanisme de la commune de Rousset et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rousset.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-437 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Rousset , il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local Urbanisme de la commune de Rousset est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-437 SUP en date du 13 décembre 2018. Les annexes dudit Plan Local Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local Urbanisme , sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service de l'Urbanisme, avenue des Bannettes, à Rousset (13790).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-437 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Rousset pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/020/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-438 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local Urbanisme de la commune de Saint-Cannat en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-438 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Saint-Cannat, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local Urbanisme de la commune de Saint-Cannat est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-438 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, Hôtel de Ville, 14 place de la République, à Saint-Cannat (13760).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-438 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille et en Mairie de la commune de Saint-Cannat pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

Arrêté n° 19/021/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-443 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-443 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Saint-Paul-Lez-Durance, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-443 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public en Mairie, Hôtel de Ville, place du Commandant Jean Santini, à Saint-Paul-lèz-Durance (13115).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-443 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/022/CM

Arrêté portant mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-449 SUP en date du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Simiane-Collongue ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Simiane-Collongue.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-449 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Simiane-Collongue, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-449 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, place du Sévigné, à Simiane-Collongue (13109).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-449 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Simiane-Collongue pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/023/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Trets relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-451 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Trets ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Trets et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Trets.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-451 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Trets, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Trets est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-451 SUP en date du 13 décembre 2018. Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, Hôtel de Ville, Place du 14 juillet Trets (13520).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-451 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Trets pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/024/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produit chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-453 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Venelles ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local Urbanisme de la commune de Venelles et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local Urbanisme de la commune de Venelles.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-453 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Venelles, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-453 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, Place Marius Trucy, à Venelles (13770).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-453 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Venelles pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/028/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Procédure de modification numéro 2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Le courrier du Maire de la commune de Cabriès du 20 avril 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°2018_CT2_229 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 demandant au Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°URB 012-4171/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès ;
- Le Plan Local d'Urbanisme et ses évolutions successives approuvées de la commune de Cabriès en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que Les objectifs de la procédure de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès envisagée sont notamment :
 - Une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1p du lieu-dit « Lagremeuse » ;
 - Une ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AUzs du lieu-dit « Colle d'Argème » ;
 Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence ;
- Qu'il s'avère utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Cabriès du 20 avril 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'il sollicite de son Président l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès ;
- Que par délibération n°URB 012-4171/18/CM du 28 juin 2018 le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès.

Article 2 :

La modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès a notamment pour objet :

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

-Une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1p du lieu-dit « Lagremeuse » ;
-Une ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AUzs du lieu-dit « Colle d'Argème » ;
Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la commune de Cabriès pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/029/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Procédure de modification numéro 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Le courrier du Maire de la commune de Ventabren du 07 mars 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren ;
- La délibération n°2018_CT2_126 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 demandant au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 PLU de la Commune de Ventabren ;
- La délibération n°URB 005-3844/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Ventabren ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren envisagée sont notamment de :
 - Modifier le périmètre de la zone Nh du Hameau Château Blanc suite à une erreur matérielle ;
 - Modifier le zonage d'un secteur sur la ZAC de l'Héritière (modification d'une zone AU2Hd1 en zone AU1H) ;
 - Mettre en place une orientation d'Aménagement et de programmation (OAP) sur le secteur du Puits des Méjeans ;

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence ;
- Qu'il s'avère utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Ventabren du 7 mars 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'il sollicite de son Président l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren ;
- Que par délibération n° URB 005-3844/18/CM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;

Article 2 :

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren a notamment pour objet de :

- Modifier le périmètre de la zone Nh du Hameau Château Blanc suite à une erreur matérielle ;
- Modifier le zonage d'un secteur sur la ZAC de l'Héritière (modification d'une zone AU2Hd1 en zone AU1H) ;
- Mettre en place une orientation d'Aménagement et de programmation (OAP) sur le secteur du Puits des Méjeans ;

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Ventabren, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la Commune de Ventabren pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/037/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-421 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Meyrargues ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Meyrargues.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-421 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Meyrargues, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-421 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service de l'Urbanisme de la Mairie, sis avenue d'Albertas, à Meyrargues (13650).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-421 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Meyrargues pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/038/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-422 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Meyreuil ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Meyreuil.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-422 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Meyreuil, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-422 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service de l'Urbanisme de la Mairie, Allée des Platanes, à Meyreuil (13590).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-422 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Meyreuil pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/039/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-428 SUP en date du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Peyrolles-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-428 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Peyrolles-en-Provence, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-428 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, Hôtel de Ville, rue Mairie, à Peyrolles-en-Provence (13860).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-428 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Peyrolles-en-Provence pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/040/CM

Arrêté portant mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Puyloubier relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-432 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Puyloubier ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Puyloubier en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Puyloubier.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-432 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Puyloubier, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Puyloubier est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-432 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au service Urbanisme de la Mairie, square Casanova, à Puyloubier (13114).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-432 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Puyloubier pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/041/CM

Arrêté portant mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 13 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-1 et suivants, et, R 153-18 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n°2018-434 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Rognes ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le courrier du Préfet du 17 décembre 2018 rappelant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que conformément aux dispositions des articles L.153-60 du Code de l'Urbanisme, il lui appartient d'annexer sans délais les servitudes d'utilité publique susmentionnées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Rognes.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;
- Que suite à l'arrêté préfectoral n°2018-434 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Rognes, il convient de mettre à jour les annexes de son Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de l'institution de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral n°2018-434 SUP du 13 décembre 2018.

Les annexes dudit Plan Local d'Urbanisme sont complétées par l'arrêté susmentionné et ses annexes (cartes des servitudes).

Article 2 :

La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie, 1 avenue d'Aix, à Rognes (13840).

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°2018-434 SUP du 13 décembre 2018 ainsi que ses annexes sont jointes au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Rognes pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/042/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Procédure de modification n°10

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Le courrier du Maire de la commune de Meyreuil du 23 octobre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Meyreuil ;
- La délibération n°2018_CT2_535 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter, du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la procédure de modification n°10 du PLU de Meyreuil ;
- La délibération n°URB 011-5142/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil ;

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil envisagée sont notamment :
 - d'ouvrir à l'urbanisation les zones 7 AU et 8 AU ;
 - d'apporter des modifications réglementaires.
- Qu'il apparait en conséquence utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Que la modification n°10 envisagée aura dès lors pour effet de modifier notamment :
 - Les Orientations d'Aménagement et de programmation ;
 - Le règlement.
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Meyreuil du 23 octobre 2018, le Conseil de territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°10 de la commune de Meyreuil ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil.

Article 2 :

La modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil a notamment pour objet :

- d'ouvrir à l'urbanisation les zones 7 AU et 8 AU ;
- d'apporter des modifications réglementaires .

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Meyreuil, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la commune de Meyreuil pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/043/CM

Arrêté portant mise à jour N°6 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau pour l'institution d'une servitude de passage de conduites d'irrigation au bénéfice de la société du Canal de Provence dans le cadre de la rénovation des conduites des Puits de l'Arc

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43, L153-60 et R 151-51 et suivants relatifs au contenu des annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 153-18 relatif à la procédure de mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 2 mai 2018 instituant une servitude pour le passage de conduites d'irrigation sur le territoire de la commune de Fuveau au bénéfice de la société du Canal de Provence dans le cadre de la rénovation des conduites des Puits de l'Arc ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fuveau et ses évolutions successives approuvées ;
- Le courrier du Préfet du 3 mai 2018 demandant la mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau en y intégrant l'arrêté préfectoral du 2 mai 2018 et ses annexes.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout aux annexes de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2018 et de ses annexes.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie de Fuveau Hôtel de ville 26 boulevard Emile Loubet ;

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 8 février 2018 ainsi que ses trois annexes (plans cadastraux et deux états parcellaires) sont joints au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et, en Mairie de la commune de Fuveau pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/044/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 6 place des Etats-Unis 13014 Marseille à la SARL Gourmandise et Friandise, représentée par Cyril Merlin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par la SARL Gourmandise et Friandise, représentée par Monsieur Cyril Merlin, domiciliée 6 place des Etats-Unis 13014 à Marseille, enregistrée au SIRET sous le n°844 891 911 00019, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SARL Gourmandise et Friandise, représentée par Monsieur Cyril Merlin, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 8 m² sur le domaine public, sis 6 place des Etats-Unis 13014 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de glacier.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Mars 2019

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Mars 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/045/CM

Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation pour la réalisation de la voirie de contournement ouest du village des Milles à Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 103-2, L. 103-3 et L. 103-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2014_A045 déclarant l'intérêt communautaire de la voirie de contournement du secteur des Milles à Aix-en-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que le village des Milles à Aix-en-Provence est fortement impacté par le trafic de transit engendré par les déplacements pendulaires d'accès au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence et à la RD9 depuis la RD18 ;
- Qu'il y a nécessité de réduire le trafic de transit dans le village des Milles et qu'il y a lieu d'améliorer la desserte d'équipements publics structurants tels que le pôle d'échanges de Plan d'Aillane ou le CFA du Pays d'Aix, ainsi que la desserte du secteur en transports collectifs ;
- Que dans ce cadre, la collectivité a décidé d'engager la réalisation d'une voirie de contournement ouest du village des Milles à Aix-en-Provence, inscrite de longue date au document d'urbanisme ;

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Février 2019

- Qu'en application des articles L. 103-2, L. 103-3 et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, il est obligatoire de mener une procédure de concertation publique dont les objectifs poursuivis et les modalités peuvent être précisés par le Président de l'établissement public, permettant au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ;

ARRETE

Article 1 :

Les objectifs poursuivis par le projet de réalisation de la voirie de contournement ouest du village des Milles à Aix-en-Provence et proposés à la concertation consistent en :

- la réalisation d'une liaison routière reliant la route départementale n°9 et la route départementale n°18, dite voirie de contournement ouest des Milles ;
- la diminution du trafic de transit dans le village des Milles à Aix-en-Provence ;
- l'amélioration de l'accès au pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en permettant notamment de disposer d'un accès en transports en commun depuis le nord du secteur ;
- le maintien de la desserte du quartier de la Badesse après suppression du passage à niveau n°9, suppression nécessaire à la réouverture de la ligne ferrée Aix-Etang de Berre au trafic voyageur ;

Sur la base de ces enjeux, il s'agira d'ouvrir la concertation préalable afin de présenter aux habitants ainsi qu'à toutes les personnes concernées les enjeux et les objectifs du projet et de recueillir les avis et les propositions du public.

Article 2 :

Le projet de réalisation de cette voirie de contournement se situe dans la partie sud-ouest de la commune d'Aix-en-Provence, dans le secteur des Milles. Le projet est bordé par la route départementale n°9 au sud et la route départementale n°18 au nord.

Article 3 :

Les modalités de la concertation publique sont les suivantes :

- Mise en place d'une exposition permanente à la mairie annexe des Milles à Aix-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnées d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation, ainsi que d'un dossier comprenant les informations relatives au projet et les avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables ;
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors d'une réunion publique organisée le 19 mars 2019 ;
- Information de la population par voie de presse ;
- Information de la population sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix : www.paysdaix.fr.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Février 2019

Article 4 :

La concertation sera ouverte à partir du lundi 4 mars 2019 pour une période minimale de 7 mois.

La fin de la concertation sera annoncée par voie de presse et sur le site internet au moins 15 jours avant la clôture.

Article 5 :

Le présent arrêté, précisant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation publique du projet de contournement ouest des Milles, sera affiché pendant deux mois dans les lieux suivants :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence au « Pharo » - 58 Boulevard Charles Livon (13007),

- au siège du Conseil de Territoire « Hôtel Boades » - 8 Place Jeanne d'Arc – Aix-en-Provence (13626)

- en Mairie annexe des Milles - 75 route des Milles, Place Sextius Conca – Aix-en-Provence (13090)

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/049/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 109 situé dans la ZAC du Tubé Retortier, sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 4 mars 1974 portant création de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 14 juin 1977 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone et le Programme des Equipements Publics de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 22 août 1997 modifiant le dossier de réalisation ;
- L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2001 modifiant l'arrêté de création pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National ;
- La délibération n° 270/02 du 26 juin 2002 prise par le SAN approuvant la Convention Publique d'Aménagement conclue entre le SAN et l'Epad, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 963/03 du 19 décembre 2003 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la modification du PAZ ;
- La délibération n° 222/07 du Comité du SAN Ouest Provence du 11 mai 2007 approuvant la modification du dossier de création de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 159/08 du Comité du SAN Ouest Provence du 22 février 2008 approuvant la modification du dossier de réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 315/09 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 26 juin 2009 approuvant la révision simplifiée du POS d'Istres, afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- Les délibérations n° 231/13 du Conseil Municipal du 26 juin 2013 et n° 377/13 du 13 novembre 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Tubé Retortier a pour vocation essentielle d'accueillir des activités, commerces et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur le terrain cédé un bâtiment destiné à l'extension de l'entrepôt existant « E.Leclerc Drive » implanté sur la parcelle mitoyenne cadastrée K 1468.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 109, situé dans la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU TUBE

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 109

SANS LOGEMENT DE FONCTION

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES ET PAYSAGERES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - CONE DE VISIBILITE

VI - ANNEXES

PREAMBULE

L'épad Ouest Provence est propriétaire du terrain concerné sis à Istres dans les Bouches-du-Rhône, à l'intérieur du périmètre de la ZAC du Tubé Retortier.

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé en date du 04 mars 1974 par arrêté ministériel.

Le dossier de réalisation a été approuvé en date du 14 juin 1977 par arrêté préfectoral, modifié en avant-dernier lieu le 22 août 1997.

Par arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2001, l'arrêté de création a été modifié pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National.

Par délibération en date du 26 juin 2002, ledit SAN a décidé de confier la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier à l'épad Ouest Provence dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement.

Le dossier de création modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 11 mai 2007.

Le dossier de réalisation modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé par délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 22 février 2008.

Par délibération en date du 26 juin 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé la révision simplifiée du POS d'Istres afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la Commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub).

Par délibération en date du 26 juin 2013, la ville d'ISTRES a approuvé la révision générale du POS d'Istres valant élaboration du PLU.

Par délibération n°36/15 du 20 février 2015 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU.

Par délibération n°877/15 du 15 juillet 2015 du Conseil Municipal, la ville a la mise à jour n°1 du PLU.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°39/16 du 02 mars 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification n°1 du PLU.

Par délibération n°189/16 du 16 juin 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°2 du PLU.

Par délibération n°1610/16 du 09 novembre 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la mise à jour n°2 du PLU.

Par arrêté n°5/18 du 15 octobre 2018, le Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence a approuvé la mise à jour n°3 du PLU.

La ZAC du Tubé Retortier est une zone à vocation économique, destinée à accueillir des activités commerciales, artisanales, industrielles, et de services.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC du Tubé Retortier, à savoir :

ENTRE

L'épad ouest provence en qualité d'aménageur de la ZAC du Tubé Retortier,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, tout nouvel acquéreur qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de ce nouvel acquéreur, d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad ouest provence, à la SAS SODISTRES, représentée par Monsieur Jean-Michel BOCQUET, Président, dont le siège social est à ISTRES 13800, Quartier des Craux, identifiée au SIREN sous le numéro 385235239 et immatriculée au Registre du Commerce des Sociétés de Salon-de-Provence, ci-après désignée "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de l'épad ouest provence.

2) Désignation des terrains

Sur la commune d'Istres.

Une parcelle de terrain à bâtir qui formera le lot n°109, d'une surface de 30ca 00a, à prendre et à détacher d'une parcelle de plus grande importance figurant au cadastre sous la section K n°1467 d'une contenance totale de 02ha 00ca 41a.

La parcelle K n°1467p fait l'objet d'un document d'arpentage en cours.
La division s'effectuera conformément au plan ci-joint, établi par Monsieur Jean-Charles MICHELETTI, Géomètre-Expert.

Elle est située en secteur UE, et plus particulièrement en secteur UEtub au PLU de la commune d'Istres.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU d'Istres et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la Zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'extension de l'entrepôt existant « E.Leclerc Drive » implanté sur la parcelle mitoyenne, cadastrée K n°1468.

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

La surface de plancher maximale autorisée est de 1 500 m².

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad ouest provence, s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

2.1. Présenter son projet finalisé à l'épad ouest provence **au plus tard le 15 février 2019,**

2.2. Déposer l'autorisation d'urbanisme **au plus tard le 30 avril 2019** à compter de la signature du compromis de vente.

2.3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de **6 mois** à compter de la signature de l'acte authentique.

2.4. Transmettre à l'épad Ouest Provence, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 3 semaines après le début effectif des travaux.

2.5. Avoir terminé les travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum de **16 mois** à compter de la date de début des travaux. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad, dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur avant la fin du délai indiqué au 2.2 et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire. Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) **Sanctions à l'égard de l'acquéreur**

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1., 2.2 et 2.3., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence peut demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) Mise à disposition du terrain

La mise à disposition des terrains qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad, concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Division des terrains cédés ou loués

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'épad ouest provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord exprès de l'épad Ouest Provence

En cas de non respect des obligations relatives à la vente, la location ou la division, l'épad ouest provence peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui .

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls

et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 411-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU d'Istres ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrain.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné, à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

2.1. Unité architecturale et urbanistique

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,
- la création de co-visibilités qualitatives faisant l'objet d'une véritable vitrine pour l'entreprise et la commune depuis les axes viaires et voies douces alentours.

Sont interdits :

- Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :

- Les revêtements de façades à caissons.
- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres précultivés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- La plantation sur bâche avec y compris paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Par ailleurs, seront indiquées dans la demande de Permis de Construire les différentes natures de revêtement de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Le projet doit être conforme aux règles du PLU d'Istres.

3) **Clôtures**

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au PLU d'Istres, quant à leur aspect.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire.

4) **Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire. Si ce n'est le cas, tout nouveau projet nécessitera l'aval de l'aménageur et une nouvelle demande d'autorisation d'urbanisme.

De manière générale, les enseignes devront être intégrées dans la façade du bâti

Afin de satisfaire les demandes des enseignes commerciales de voir apparaître leurs sigles depuis la RN 1569, tout en limitant leur impact visuel, sont autorisées au maximum deux enseignes par local commercial (ex : une enseigne sur la façade d'entrée et une enseigne sur la façade arrière). Le sigle des enseignes devra être totalement intégré au bâti.

Ces enseignes feront l'objet d'une proposition d'ensemble (ex : alignement des supports, bande horizontale de teinte différente sur l'ensemble de la façade...) et seront de dimension inférieure ou égale à 1m de haut.

Sur les façades autres que la façade principale, les enseignes seront apposées sur des supports plans (ex : tôle DIBON).

L'affichage de type : rétro-luminescent, lumineux, hologramme... seront inférieurs à 1/5^{ème} de la longueur de la seule façade concernée, du bâtiment. Et feront l'objet de demande préalable auprès des services compétents (service urbanisme, service de l'ETAT, exploitant de la route...).

5) **Desserte**

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. L'épad ouest provence va réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder ses installations au droit de la propriété (eaux usées, eaux pluviales, eau potable, génie civil du réseau télécom et raccordement électrique inférieur à un « Tarif Vert »). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec l'épad Ouest Provence et aux frais de l'acquéreur.

Le raccordement au réseau électrique, jusqu'à un coffret à installer en limite du lot cédé, sera pris en charge par l'épad Ouest Provence si les besoins de l'acquéreur sont compatibles avec un raccordement en basse tension (Tarifs bleu ou jaune). Le délai de raccordement sera précisé après que l'acquéreur aura informé l'épad Ouest Provence de ses besoins précis.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ERDF, à la charge de l'acquéreur.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux d'assainissement (E.U. et E.P.) avant tout rejet dans les réseaux publics.

Les eaux de pluie devront être traitées en application de l'article UE4 – Desserte par les réseaux et plus particulièrement l'article 4.3 – Assainissement.

6) **Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité**

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

Cette disposition s'applique à tous les acquéreurs.

7) **Espaces libres - Plantations**

Les surfaces du lot non affectées au bâti, aux aires de stationnement et de circulation doivent être aménagées en espaces verts paysagers et convenablement entretenues.

Les plantations des arbres de haute tige devront être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1, 5m x 1, 5m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

La mise en place d'un arrosage goutte à goutte doit être prévu afin de gérer de façon raisonnée l'apport en eau.

Les plans des plantations et type de végétation devront figurer dans la demande de permis de construire et seront soumis à l'approbation de l'aménageur.

Des conseils et préconisations pour la palette végétale sont précisés en annexe.

8) Stationnement des véhicules

Les surfaces de stationnement dédiées aux engins, camions et, poids lourds, devront dans la mesure du possible ne pas être visibles depuis la voie publique.

Cette dispositions sera soumise à l'approbation de l'aménageur et devra figurer à la demande de permis de construire.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public, des ouvrages, réseaux et équipements connexes publics sera assurée par la collectivité compétente.

2) Déchets ménagers

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

3) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

4) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad ouest provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'épad ouest provence et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'épad ouest provence subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V - CONE DE VISIBILITE

Le lot 109 est impacté par le cône de visibilité de l'enseigne Décathlon.

Par conséquent, il est interdit de réaliser dans cette zone, toutes constructions, aménagements (hors parking et petit locaux techniques de 2 mètres de hauteur et de 15 m² de surface maximum), plantations denses, apposition de panneaux et panonceaux publicitaires susceptibles de masquer la visibilité du magasin Décathlon depuis les voies publiques.

Sur demandes exprès des constructeurs concernés par le cône de visibilité formulées auprès de l'aménageur, Décathlon aura la faculté d'autoriser de manière exprès l'aménageur à déroger à cet engagement.

VI - ANNEXES

- Plan de division.
- Cahier des préconisations paysagères (palettes végétales et recommandations)

commune d'Istres

ZI du Tubé NORD

PLAN DE DIVISION

NUMERO DU LOT : 108
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1467p
SURFACE DU LOT : 11.000 m2

NUMERO DU LOT : 109
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1467p
SURFACE DU LOT : 3.000 m2

NUMERO DU LOT : 110
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1467p
SURFACE DU LOT : 6.041 m2



Dessiné par S.M. Cabaret MICHELETTI
Généralistes-organisés D.P.L.O.
12, Bd Jean Marie L'Huillier - 15000 ISTRES
TELEPHONE : 04 43 65 00 83
TELECOPIER : 04 43 66 93 37

REFERENCE DOSSIER
REFERENCE FICHIER

8488

8455

dessiné le : 03 SEPTEMBRE 2016
par : C. B.

PLAN DE SITUATION ECHELLE : 1/25000e

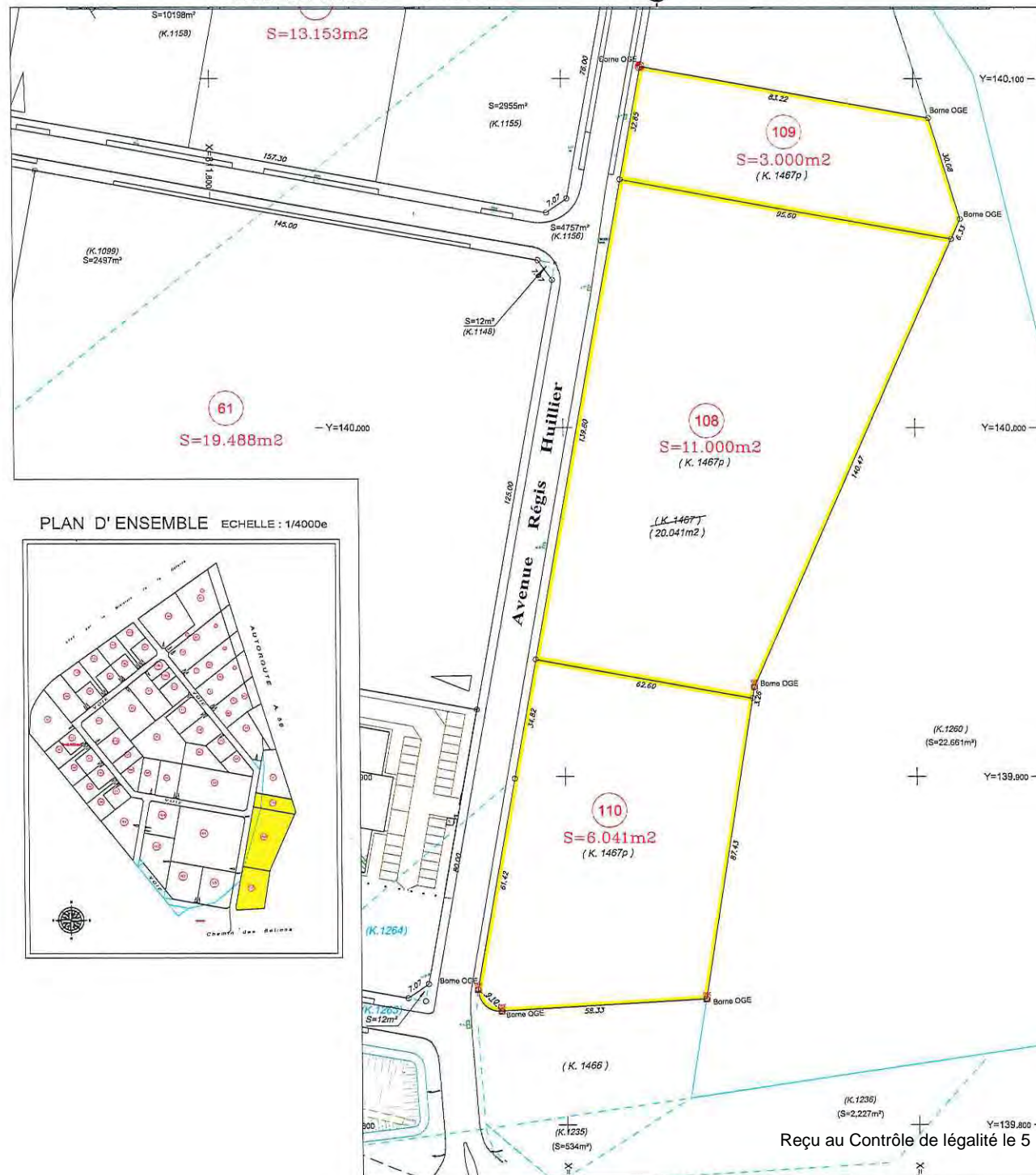


PLAN D'ENSEMBLE ECHELLE : 1/4000e



PLAN DE MASSE ECHELLE : 1/500e

ECHELLE : 1/500e



Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019



ZAC DU TUBE Commune d'Istres

(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN DU LOT 109)

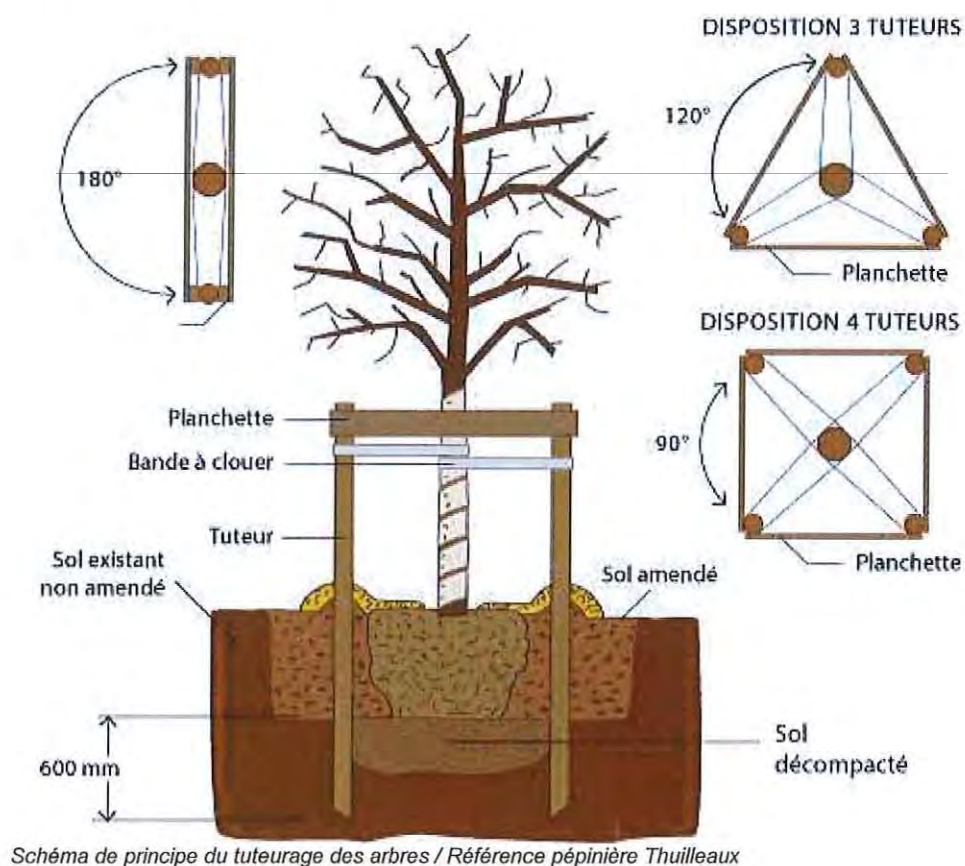
CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.



Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois (non issus de résineux) d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale (de type toile de paillage biodégradable de fibre de coco ou chanvre) sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photos de références (photo gauche biogreen toile de paillage et photo de droite branchage broyé de type BRF) :



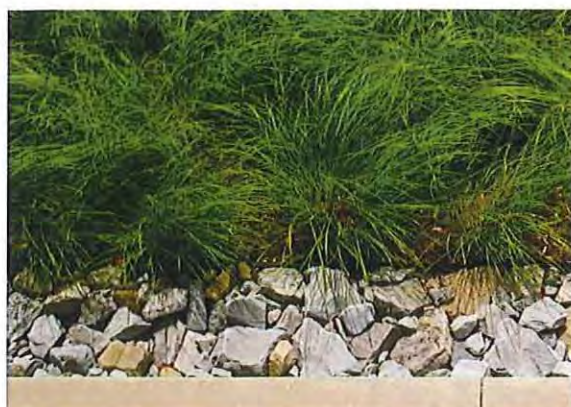
Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:



Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPETRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...

- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (Amelanchier ovalis)
- Aubépine blanche (Crataegus laevigata)
- Charme commun (Carpinus betulus)
- Chêne pédonculé (Quercus robur)
- Eglantier (Rosa canina)
- Epine noire (Prunus spinosa)
- Erable champêtre (Acer campestre)
- Frêne commun (Fraxinus excelsior)
- Sureau noir (Sambucus nigra)
- Troëne (Ligustrum)
- Viorne cotonneuse (Viburnum lantana)

Alternative possible:

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- Nerium oleander
- Punica granatum
- Abelia grandiflora
- Laurus Nobilis
- Acca sellowiana
- Pistacia lentiscus
- Phillyrea angustifolia
- Viburnum tinus
- Phlomis (taille moyenne)
- Perovskia atriplicifolia (taille moyenne)

COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- Stipa tenuissima
- Stipa calamagrostis
- Stipa tenacissima
- Miscanthus sinensis 'Gracillimus'
- Carex halleriana
- Pennisetum orientale
- Festuca valesiaca 'Glaucantha'
- Chionochloa rubra



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- *Romasrinus officinalis*
- *Rosmarinus officinalis* 'Boule'
- *Rosmarinus officinalis* 'Miss Jessop's Upright'
- *Salvia officinalis* 'Berggarten'
- *Salvia* 'Montagne de l'Hortus'
- *Lavandula angustifolia*
- *Salvia officinalis* 'Nazareth'
- *Cistus monspeliensis*
- *Cistus x argenteus* 'Blushing Peggy Sammons'
- *Cistus x florentinus*
- *Cistus x pulverulentus*

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DE PLANTES TAPISSANTES POUR GAZON RUSTIQUE

- *Zoysia japonica*
- *Thymus serpyllum*
- *Thymus hirsutus*
- *Trifolium fragiferum*
- *armeria maritime*
- *Hieracium pilosella*

COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé pour l'ensemble des sujets, qu'ils soient sélectionnés pour leurs caractères rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles et d'entretien.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum* (arbre de Judée)
- *Mespilus germanica* (néflier)
- *Celtis australis* (Micocoulier ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2) érable champêtre
- *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' Savonnier (3)
- *Quercus robur* 'Fastigiata' Chêne pédonculé (4)
- *Acer monspessulanum* érable de Montpellier
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- *Acer campestre* en cepée relevée (6) érable champêtre
- *Populus pyramidalis* Peuplier blanc pyramidal,
- *Pyrus calleryana* Poirier à fleurs blanches

- *Prunus amygdalus* amandier
- *Gleditsia triacanthos* 'Sunburst' févier d'Amérique sans épines (7)
- *Prunus lusitanica* en cépée relevé (8)
- Sorbier hybride pyramidal sorbier
- *Sorbus hybrida pyramidalis* sorbier
- *Crataegus monogyna* 'Stricta', aubéprine
- *Quercus* 'Columna' chêne colonaire
- *Ostrya carpinifolia*, charme houblon
- *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem', cyprès de provence.



DELIMITATIONS DES ESPACES PLANTES :

Afin d'assurer l'installation des essences mises en place au sein de chaque massif.

Il est préconisé d'installer un système de délimitation physique qui limitera l'intrusion au sein même des espaces plantés. Plusieurs solutions sont possible /

- Ganivelles
- Piquets bois perforés et câble métallique en acier
- garde-corps de mis hauteur
- Voliges

Voir photos de références ci-dessous :



TRAITEMENT DES ESPACES PLANTES EN NOUES PAYSAGERES :

Les espaces plantés que ce soit le long des parkings ou sur des surfaces plus importantes de type plates-bandes ou espaces verts peuvent être nivelés pour accueillir des eaux de pluies et de ruissellement. Attention à prévoir dans l'aménagement les règles précisées dans le PLU concernant la gestion des eaux sur le lot concerné.

Ces aménagements peuvent devenir de vrais espaces paysagers associant intérêts techniques, esthétique et de biodiversité.

Quelques photos ci-dessous pour illustrer les propositions mentionnées:

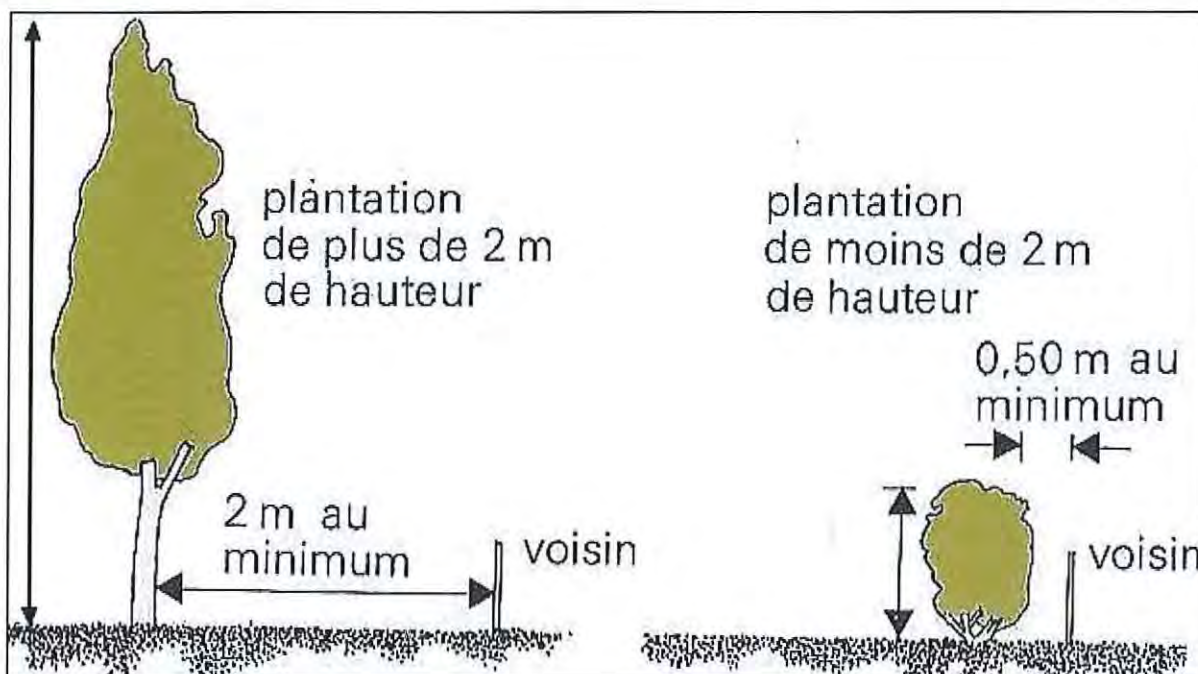


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/050/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 108 situé dans la ZAC du Tubé Retortier, sur la commune d'Istres.
Abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé le 24 février 2014 par arrêté n° 29/14.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 4 mars 1974 portant création de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 14 juin 1977 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone et le Programme des Equipements Publics de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 22 août 1997 modifiant le dossier de réalisation ;
- L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2001 modifiant l'arrêté de création pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National ;
- La délibération n° 270/02 du 26 juin 2002 prise par le SAN approuvant la Convention Publique d'Aménagement conclue entre le SAN et l'Epad, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 963/03 du 19 décembre 2003 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la modification du PAZ ;
- La délibération n° 222/07 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 11 mai 2007 approuvant la modification du dossier de création de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 159/08 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 22 février 2008 approuvant la modification du dossier de réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- La délibération n° 315/09 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 26 juin 2009 approuvant la révision simplifiée du POS d'Istres, afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub) ;
- Les délibérations n° 231/13 du Conseil Municipal du 26 juin 2013 et n° 377/13 du 13 novembre 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- L'arrêté n° 153/12 de Monsieur le Président de Ouest Provence du 4 décembre 2012 portant approbation du CCCT du lot 108 de la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté n° 5/14 de Monsieur le Président de Ouest Provence du 15 janvier 2014 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 153/12 du 4 décembre 2012 et portant approbation du CCCT du lot 108 de la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté n° 29/14 de Monsieur le Président de Ouest Provence du 24 février 2014 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 5/14 du 15 janvier 2014 et portant approbation du CCCT du lot 108 de la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Tubé Retortier a pour vocation essentielle d'accueillir des activités, commerces et services ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 29/14 du 24 février 2014 établi au regard d'un projet de réalisation de bâtiments à vocations industrielle, artisanale, tertiaire et commerciale qui n'a pas été réalisé et qui ne correspond pas au projet d'aménagement actuel doit être en conséquence abrogé ;
- Que le lot 108 anciennement cadastré sous la section K n° 1467 faisant l'objet d'une division parcellaire, un nouveau Cahier des Charges de Cession de Terrain doit être attribué au lot ainsi remanié ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur le terrain cédé un bâtiment destiné à une activité de commerce et artisanat, prévoyant le transfert et l'agrandissement du siège de la société « SAM VERANDA », implanté dans la zone du Tubé secteur centre.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 108, situé dans la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 24 février 2014 par arrêté n° 29/14.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DU TUBE
COMMUNE D'ISTRES**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 108

SANS LOGEMENT DE FONCTION

**ABROGE ET REMPLACE LE CCCT APPROUVE PAR
ARRETE N° 29/14 DU 24/02/2014**

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES ET PAYSAGERES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - CONE DE VISIBILITE

VI - DOCUMENTS GRAPHIQUES

PREAMBULE

L'épad Ouest Provence est propriétaire du terrain concerné sis à Istres dans les Bouches-du-Rhône, à l'intérieur du périmètre de la ZAC du Tubé Retortier.

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé en date du 04 mars 1974 par arrêté ministériel.

Le dossier de réalisation a été approuvé en date du 14 juin 1977 par arrêté préfectoral, modifié en avant-dernier lieu le 22 août 1997.

Par arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2001, l'arrêté de création a été modifié pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National.

Par délibération en date du 26 juin 2002, ledit SAN a décidé de confier la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier à l'épad Ouest Provence dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement.

Le dossier de création modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 11 mai 2007.

Le dossier de réalisation modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé par délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 22 février 2008.

Par délibération en date du 26 juin 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé la révision simplifiée du POS d'Istres afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la Commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub).

Par délibération en date du 26 juin 2013, la ville d'ISTRES a approuvé la révision générale du POS d'Istres valant élaboration du PLU.

Par délibération n°36/15 du 20 février 2015 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU.

Par délibération n°877/15 du 15 juillet 2015 du Conseil Municipal, la ville a la mise à jour n°1 du PLU.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°39/16 du 02 mars 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification n°1 du PLU.

Par délibération n°189/16 du 16 juin 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°2 du PLU.

Par délibération n°1610/16 du 09 novembre 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la mise à jour n°2 du PLU.

Par arrêté n°5/18 du 15 octobre 2018, le Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence a approuvé la mise à jour n°3 du PLU.

La ZAC du Tubé Retortier est une zone à vocation économique, destinée à accueillir des activités commerciales, artisanales, industrielles, et de services.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté n° 29/14 du 24 février 2014. Il détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC DU TUBE, à savoir :

ENTRE

L'épad ouest provence en qualité d'aménageur de la ZAC du Tubé Retortier,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, tout nouvel acquéreur qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de ce nouvel acquéreur, d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad ouest provence, à la Société Civile Immobilière HIFFY, représentée par Monsieur Philippe CAMBON, Gérant, dont le siège social est à ISTRES 13800, 83A Quartier Vigne Vieille Tour de l'Etang de l'Olivier, immatriculée au Registre du Commerce de Salon-de-Provence sous le numéro 800 022 154, ci-après désignée "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de l'épad ouest provence.

2) Désignation des terrains

Sur la commune d'ISTRES.

Une parcelle de terrain à bâtir qui formera le lot n°108, d'une surface de 01ha 10a 00ca, à prendre et à détacher d'une parcelle de plus grande importance figurant au cadastre sous la section K n°1467 d'une contenance totale de 02ha 00a 41ca.

La parcelle K n°1467p fait l'objet d'un document d'arpentage à établir.
La division s'effectuera conformément au plan ci-joint, établi par Monsieur Jean-Charles MICHELETTI, géomètre expert.

Elle est située en secteur UE, et plus particulièrement en secteur UEtub au PLU de la commune d'Istres.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU d'Istres et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la Zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment destiné à une activité de commerce et artisanat. Le projet prévoit le transfert et l'agrandissement du siège social de SAM VERANDA, implanté dans la zone du Tubé secteur centre.

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

La surface de plancher maximale autorisée est de 5 500 m².

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad ouest provence, s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

2.1. Présenter son projet finalisé à l'épad ouest provence **au plus tard le 15 février 2019**,

2.2. Déposer l'autorisation d'urbanisme **au plus tard le 1^{er} mars 2019**.

2.3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de **6** mois à compter de la signature de l'acte authentique.

2.4. Transmettre à l'épad Ouest Provence, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 3 semaines après le début effectif des travaux.

2.5. Avoir terminé les travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum de **16** mois à compter de la date de début des travaux. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad, dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur avant la fin du délai indiqué au 2.2 et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire. Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) **Sanctions à l'égard de l'acquéreur**

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1., 2.2 et 2.3., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence peut demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) *Mise à disposition du terrain*

La mise à disposition des terrains qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad, concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) *Vente - Location - Division des terrains cédés ou loués*

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'épad Ouest Provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord exprès de l'épad Ouest Provence

En cas de non respect des obligations relatives à la vente, la location ou la division, l'épad ouest provence peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) *Nullité*

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 411-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU d'Istres ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrain.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné, à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

2.1. Unité architecturale et urbanistique

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,
- la création de co-visibilités qualitatives faisant l'objet d'une véritable vitrine pour l'entreprise et la commune depuis les axes viaires et voies douces alentours.

Sont interdits :

- Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :

- Les revêtements de façades à caissons.
- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres précultivés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- La plantation sur bâche avec y compris paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Par ailleurs, seront indiquées dans la demande de Permis de Construire les différentes natures de revêtement de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Le projet doit être conforme aux règles du PLU d'Istres.

3) **Clôtures**

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au PLU d'Istres, quant à leur aspect.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire.

4) **Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire. Si ce n'est le cas, tout nouveau projet nécessitera l'aval de l'aménageur et une nouvelle demande d'autorisation d'urbanisme.

De manière générale, les enseignes devront être intégrées dans la façade du bâti.

Afin de satisfaire les demandes des enseignes commerciales de voir apparaître leurs sigles depuis la RN 1569, tout en limitant leur impact visuel, sont autorisées au maximum deux enseignes par local commercial (ex : une enseigne sur la façade d'entrée et une enseigne sur la façade arrière). Le sigle des enseignes devra être totalement intégré au bâti.

Ces enseignes feront l'objet d'une proposition d'ensemble (ex : alignement des supports, bande horizontale de teinte différente sur l'ensemble de la façade...) et seront de dimension inférieure ou égale à 1m de haut.

Sur les façades autres que la façade principale, les enseignes seront apposées sur des supports plans (ex : tôle DIBON).

L'affichage de type : rétro-luminescent, lumineux, hologramme... seront inférieurs à 1/5^{ème} de la longueur de la seule façade concernée, du bâtiment. Et feront l'objet de demande préalable auprès des services compétents (service urbanisme, service de l'ETAT, exploitant de la route...).

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. L'épad Ouest Provence va réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder ses installations au droit de la propriété (eaux usées, eaux pluviales, eau potable, génie civil du réseau télécom et raccordement électrique inférieur à un « Tarif Vert »). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec l'épad Ouest Provence et aux frais de l'acquéreur.

Le raccordement au réseau électrique, jusqu'à un coffret à installer en limite du lot cédé, sera pris en charge par l'épad Ouest Provence si les besoins de l'acquéreur sont compatibles avec un raccordement en basse tension (Tarifs bleu ou jaune). Le délai de raccordement sera précisé après que l'acquéreur aura informé l'épad Ouest Provence de ses besoins précis.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ENEDIS, à la charge de l'acquéreur.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux d'assainissement (E.U. et E.P.) avant tout rejet dans les réseaux publics.

Les eaux de pluie devront être traitées en application de l'article UE4 – Desserte par les réseaux et plus particulièrement l'article 4.3 – Assainissement.

6) Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

Cette disposition s'applique à tous les acquéreurs.

7) Espaces libres - Plantations

Les surfaces du lot non affectées au bâti, aux aires de stationnement et de circulation doivent être aménagées en espaces verts paysagers et convenablement entretenues.

Les plantations des arbres de haute tige devront être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1, 5m x 1, 5m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

La mise en place d'un arrosage goutte à goutte doit être prévu afin de gérer de façon raisonnée l'apport en eau.

Les plans des plantations et type de végétation devront figurer dans la demande de permis de construire et seront soumis à l'approbation de l'aménageur.

Des conseils et préconisations pour la palette végétale sont précisés en annexe.

8) Stationnement des véhicules

Les surfaces de stationnement dédiées aux engins, camions et, poids lourds, devront dans la mesure du possible ne pas être visibles depuis la voie publique.

Cette disposition sera soumise à l'approbation de l'aménageur et devra figurer à la demande de permis de construire.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public, des ouvrages, réseaux et équipements connexes publics sera assurée par la collectivité compétente.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Déchets ménagers

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

4) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad ouest provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'épad ouest provence et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'épad ouest provence subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V - CONE DE VISIBILITE

Le lot 108 est impacté par le cône de visibilité de l'enseigne Décathlon (cf plan joint).

Par conséquent, il est interdit de réaliser dans cette zone, toutes constructions, aménagements (hors parking et petit locaux techniques de 2 mètres de hauteur et de 15 m² de surface maximum), plantations denses, apposition de panneaux et panonceaux publicitaires susceptibles de masquer la visibilité du magasin Décathlon depuis les voies publiques.

Sur demandes exprès des constructeurs concernés par le cône de visibilité formulées auprès de l'aménageur, Décathlon aura la faculté d'autoriser de manière exprès l'aménageur à déroger à cet engagement.

VI - ANNEXES

- Plan de division.
- Cahier des préconisations paysagères (palettes végétales et recommandations)

commune d' Istres

ZI du Tubé NORD

PLAN DE DIVISION

NUMERO DU LOT : 108
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1467p
SURFACE DU LOT : 11.000 m²

NUMERO DU LOT : 109
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1467p
SURFACE DU LOT : 3.000 m²

NUMERO DU LOT : 110
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1467p
SURFACE DU LOT : 6.041 m²

Dressé par SAPH, Cabinet MEULETT
Géomètres S.P.A. 15, rue des frères Chabrier - 13088 ISTRES
TELEPHONE : 04 42 15 09 82
TELECOPIE : 04 42 15 30 57

REFERENCE DOSSIER : 8488
REFERENCE FICHE : 8488

document de 15 SEPTEMBRE 2012
par C. B.

PLAN DE MASSE

ECHELLE : 1/500e



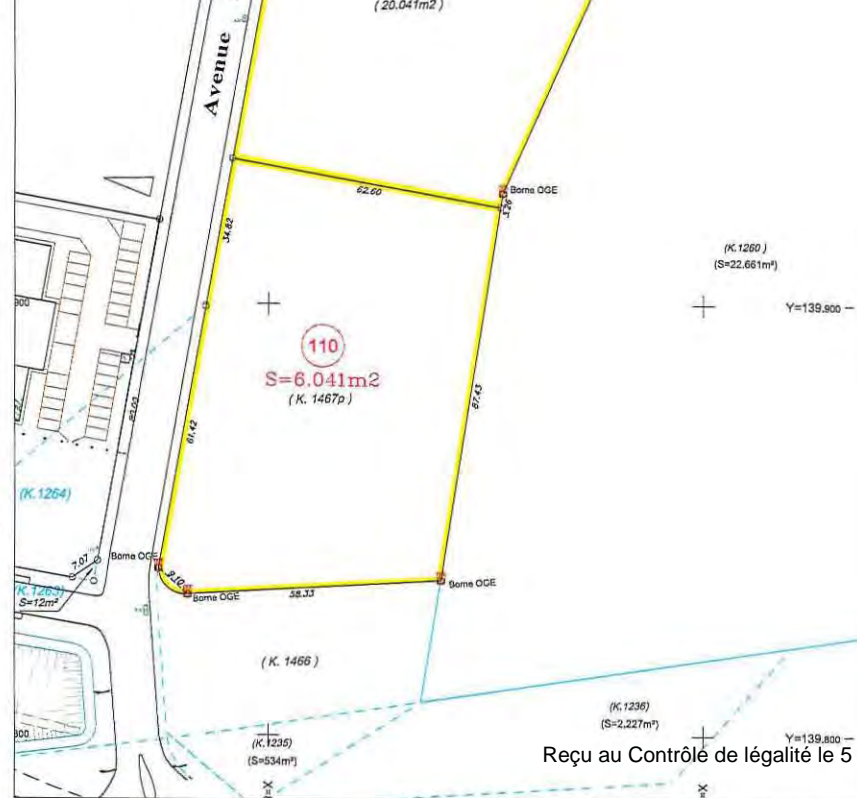
PLAN DE SITUATION

ECHELLE : 1/25000e



PLAN D'ENSEMBLE

ECHELLE : 1/4000e





ZAC DU TUBE Commune d'Istres

(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES DE CESSIION DE TERRAIN DU LOT 108)

CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.

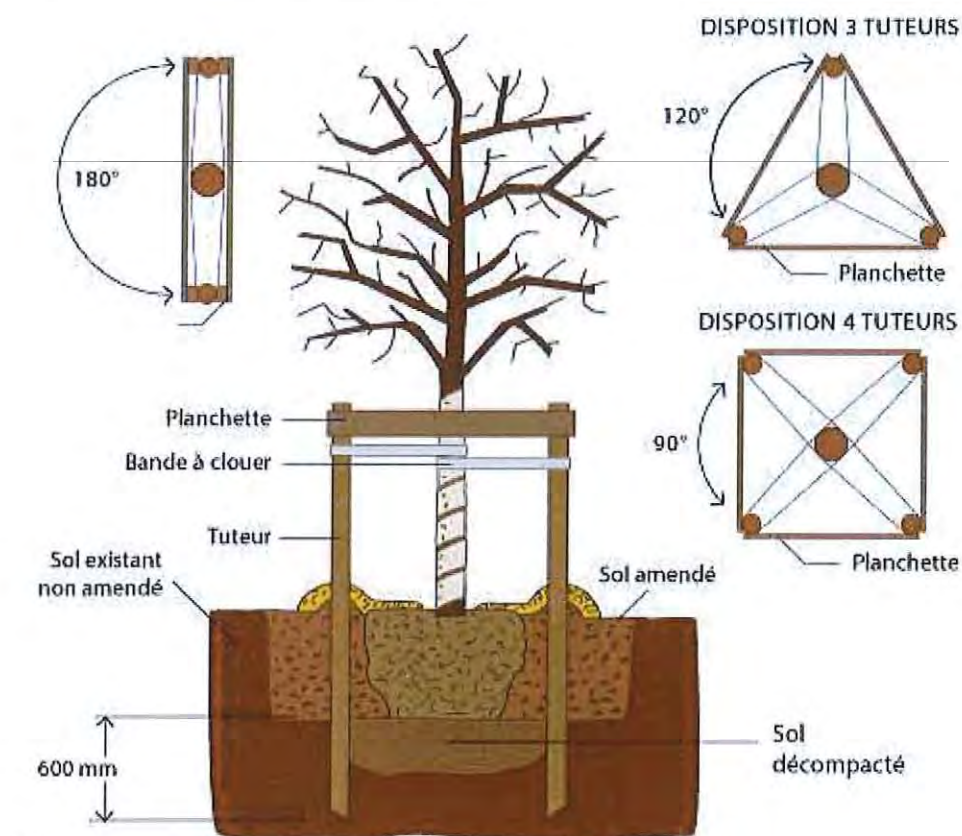


Schéma de principe du tuteurage des arbres / Référence pépinière Thuilleaux

Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois (non issus de résineux) d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale (de type toile de paillage biodégradable de fibre de coco ou chanvre) sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photos de références (photo gauche biogreen toile de paillage et photo de droite branchage broyé de type BRF) :



Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:



Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPETRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...

- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (Amelanchier ovalis)
- Aubépine blanche (Crataegus laevigata)
- Charme commun (Carpinus betulus)
- Chêne pédonculé (Quercus robur)
- Eglantier (Rosa canina)
- Epine noire (Prunus spinosa)
- Erable champêtre (Acer campestre)
- Frêne commun (Fraxinus excelsior)
- Sureau noir (Sambucus nigra)
- Troëne (Ligustrum)
- Viorne cotonneuse (Viburnum lantana)

Alternative possible:

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- Nerium oleander
- Punica granatum
- Abelia grandiflora
- Laurus Nobilis
- Acca sellowiana
- Pistacia lentiscus
- Phillyrea angustifolia
- Viburnum tinus
- Phlomis (taille moyenne)
- Perovskia atriplicifolia (taille moyenne)

COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- Stipa tenuissima
- Stipa calamagrostis
- Stipa tenacissima
- Miscanthus sinensis 'Gracillimus'
- Carex halleriana
- Pennisetum orientale
- Festuca valesiaca 'Glaucantha'
- Chionochloa rubra



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- *Romasrinus officinalis*
- *Rosmarinus officinalis* 'Boule'
- *Rosmarinus officinalis* 'Miss Jessop's Upright'
- *Salvia officinalis* 'Berggarten'
- *Salvia* 'Montagne de l'Hortus'
- *Lavandula angustifolia*
- *Salvia officinalis* 'Nazareth'
- *Cistus monspeliensis*
- *Cistus x argenteus* 'Blushing Peggy Sammons'
- *Cistus x florentinus*
- *Cistus x pulverulentus*

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DE PLANTES TAPISSANTES POUR GAZON RUSTIQUE

- *Zoysia japonica*
- *Thymus serpyllum*
- *Thymus hirsutus*
- *Trifolium fragiferum*
- *armeria maritime*
- *Hieracium pilosella*

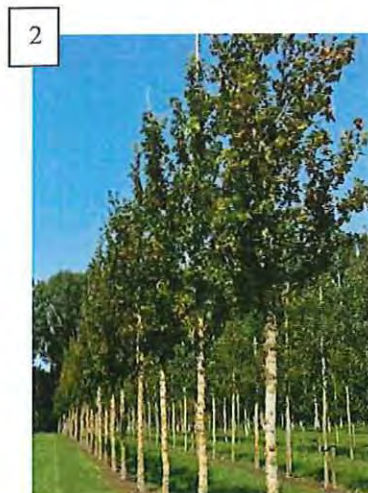
COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé pour l'ensemble des sujets, qu'ils soient sélectionnés pour leurs caractères rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles et d'entretien.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum* (arbre de Judée)
- *Mespilus germanica* (néflier)
- *Celtis australis* (Micocoulier ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2) érable champêtre
- *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' Savonnier (3)
- *Quercus robur* 'Fastigiata' Chêne pédonculé (4)
- *Acer monspessulanum* érable de Montpellier
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- *Acer campestre* en cepée relevée (6) érable champêtre
- *Populus pyramidalis* Peuplier blanc pyramidal,
- *Pyrus calleryana* Poirier à fleurs blanches

- *Prunus amygdalus* amandier
- *Gleditsia triacanthos* 'Sunburst' févier d'Amérique sans épines (7)
- *Prunus lusitanica* en cépée relevé (8)
- Sorbier hybride pyramidal sorbier
- *Sorbus hybrida pyramidalis* sorbier
- *Crataegus monogyna* 'Stricta', aubéprine
- *Quercus* 'Columna' chêne colonaire
- *Ostrya carpinifolia*, charme houblon
- *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem', cyprès de provence.



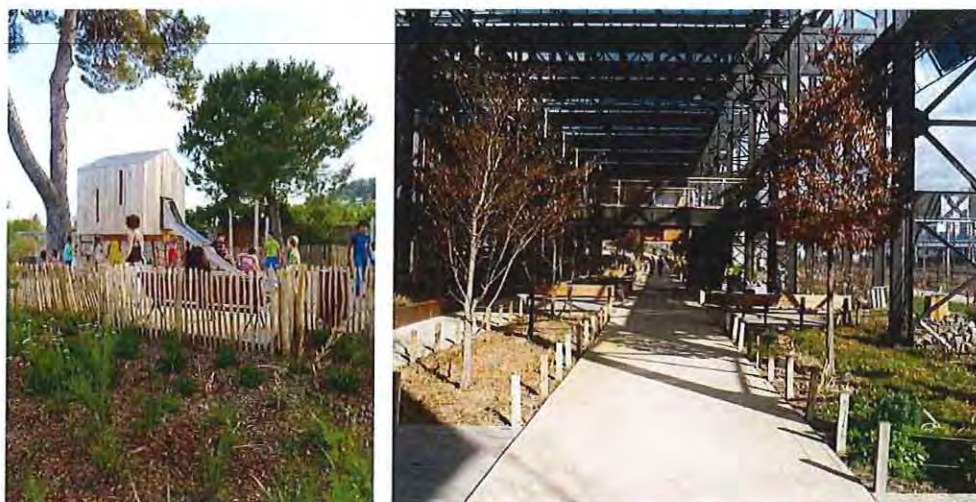
DELIMITATIONS DES ESPACES PLANTES :

Afin d'assurer l'installation des essences mises en place au sein de chaque massif.

Il est préconisé d'installer un système de délimitation physique qui limitera l'intrusion au sein même des espaces plantés. Plusieurs solutions sont possible /

- Ganivelles
- Piquets bois perforés et câble métallique en acier
- garde-corps de mis hauteur
- Voliges

Voir photos de références ci-dessous :



TRAITEMENT DES ESPACES PLANTES EN NOUES PAYSAGERES :

Les espaces plantés que ce soit le long des parkings ou sur des surfaces plus importantes de type plates-bandes ou espaces verts peuvent être nivelés pour accueillir des eaux de pluies et de ruissellement. Attention à prévoir dans l'aménagement les règles précisées dans le PLU concernant la gestion des eaux sur le lot concerné.

Ces aménagements peuvent devenir de vrais espaces paysagers associant intérêts techniques, esthétique et de biodiversité.

Quelques photos ci-dessous pour illustrer les propositions mentionnées:

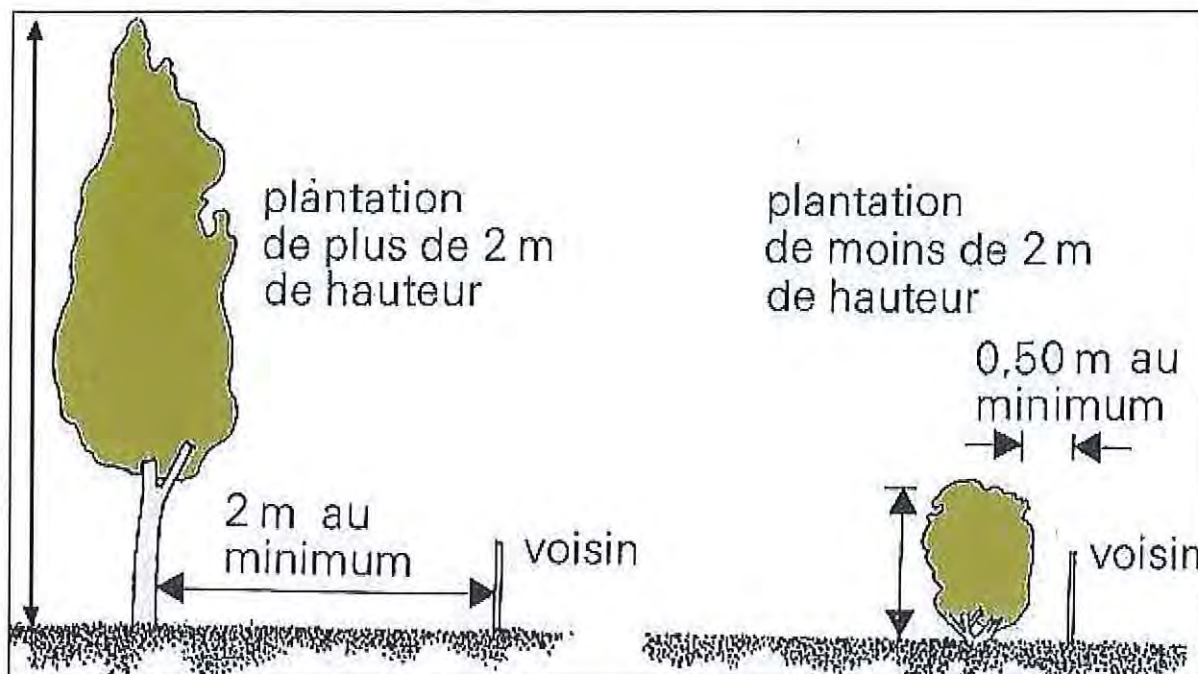


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/051/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 110
situé dans la ZAC du Tubé Retortier, sur la commune d'Istres.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 4 mars 1974, portant création de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 14 juin 1977 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone et le Programme des Equipements Publics de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 22 août 1997 modifiant le dossier de réalisation ;
- L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2001 modifiant l'arrêté de création pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National ;
- La délibération n° 270/02 du 26 juin 2002 prise par le SAN approuvant la Convention Publique d'Aménagement conclue entre le SAN et l'Epad, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 963/03 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 19 décembre 2003 approuvant la modification du PAZ ;
- La délibération n° 222/07 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 11 mai 2007 approuvant la modification du dossier de création de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 159/08 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 22 février 2008 approuvant la modification du dossier de réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 315/09 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 26 juin 2009 approuvant la révision simplifiée du POS d'Istres, afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- Les délibérations n° 231/13 du Conseil Municipal du 26 juin 2013 et n° 377/13 du 13 novembre 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Tubé Retortier a pour vocation essentielle d'accueillir des activités, commerces et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur le terrain cédé toute activité conforme à la destination de la ZAC et compatible avec le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 110, situé dans la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU TUBE

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 110

SANS LOGEMENT DE FONCTION

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES ET PAYSAGERES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - ANNEXES

PREAMBULE

L'épad Ouest Provence est propriétaire du terrain concerné sis à Istres dans les Bouches-du-Rhône, à l'intérieur du périmètre de la ZAC du Tubé Retortier.

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé en date du 04 mars 1974 par arrêté ministériel.

Le dossier de réalisation a été approuvé en date du 14 juin 1977 par arrêté préfectoral, modifié en avant-dernier lieu le 22 août 1997.

Par arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2001, l'arrêté de création a été modifié pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National.

Par délibération en date du 26 juin 2002, ledit SAN a décidé de confier la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier à l'épad Ouest Provence dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement.

Le dossier de création modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 11 mai 2007.

Le dossier de réalisation modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé par délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 22 février 2008.

Par délibération en date du 26 juin 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé la révision simplifiée du POS d'Istres afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la Commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub).

Par délibération en date du 26 juin 2013, la ville d'ISTRES a approuvé la révision générale du POS d'Istres valant élaboration du PLU.

Par délibération n°36/15 du 20 février 2015 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU.

Par délibération n°877/15 du 15 juillet 2015 du Conseil Municipal, la ville a la mise à jour n°1 du PLU.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°39/16 du 02 mars 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification n°1 du PLU.

Par délibération n°189/16 du 16 juin 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la modification simplifiée n°2 du PLU.

Par délibération n°1610/16 du 09 novembre 2016 du Conseil Municipal, la ville a approuvé la mise à jour n°2 du PLU.

Par arrêté n°5/18 du 15 octobre 2018, le Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence a approuvé la mise à jour n°3 du PLU.

La ZAC du Tubé Retortier est une zone à vocation économique, destinée à accueillir des activités commerciales, artisanales, industrielles, et de services.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC du Tubé Retortier, à savoir :

ENTRE

L'épad ouest provence en qualité d'aménageur de la ZAC du Tubé Retortier,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, tout nouvel acquéreur qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de ce nouvel acquéreur, d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad ouest provence, à la SARL INOVA PROMOTION, représentée par Monsieur Umut INCI, Gérant, dont le siège social est à SAINT-MITRE-LES-REMPARTS 13920, 7, rue des Salicornes ZAC des Etangs, identifiée au SIREN sous le numéro 537 576 274 et immatriculée au Registre du Commerce des Sociétés de Salon-de-Provence, ci-après désignée "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de l'épad ouest provence.

2) Désignation des terrains

Sur la commune d'Istres.

Une parcelle de terrain à bâtir qui formera le lot n°110, d'une surface de 60a41ca, à prendre et à détacher d'une parcelle de plus grande importance figurant au cadastre sous la section K n°1467 d'une contenance totale de 02ha 00a 41ca.

La parcelle K n°1467p fait l'objet d'un document d'arpentage en cours.
La division s'effectuera conformément au plan ci-joint, établi par Monsieur Jean-Charles MICHELETTI, Géomètre-Expert.

Elle est située en secteur UE, et plus particulièrement en secteur UEtub au PLU de la commune d'Istres.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU d'Istres et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la Zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue d'y implanter toute activité conforme à la destination de la ZAC et compatible avec le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Istres.

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

La surface de plancher maximale autorisée est de 3 020 m².

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad ouest provence, s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Présenter son projet finalisé à l'épad ouest provence **au plus tard le 15 février 2019**,
- 2.2. Déposer l'autorisation d'urbanisme **au plus tard le 30 avril 2019** à compter de la signature du compromis de vente.
- 2.3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de **6** mois à compter de la signature de l'acte authentique.
- 2.4. Transmettre à l'épad Ouest Provence, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 3 semaines après le début effectif des travaux.
- 2.5. Avoir terminé les travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum de **16** mois à compter de la date de début des travaux. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad, dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur avant la fin du délai indiqué au 2.2 et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire. Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) **Sanctions à l'égard de l'acquéreur**

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1., 2.2 et 2.3., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence peut demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) *Mise à disposition du terrain*

La mise à disposition des terrains qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad, concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) *Vente - Location - Division des terrains cédés ou loués*

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'épad ouest provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord exprès de l'épad Ouest Provence

En cas de non respect des obligations relatives à la vente, la location ou la division, l'épad ouest provence peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui .

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) *Nullité*

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls

et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 411-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU d'Istres ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné, à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

2.1. Unité architecturale et urbanistique

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,
- la création de co-visibilités qualitatives faisant l'objet d'une véritable vitrine pour l'entreprise et la commune depuis les axes viaires et voies douces alentours.

Sont interdits :

- Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :

- Les revêtements de façades à caissons.
- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres précultivés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- La plantation sur bâche avec y compris paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Par ailleurs, seront indiquées dans la demande de Permis de Construire les différentes natures de revêtement de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Le projet doit être conforme aux règles du PLU d'Istres.

3) **Clôtures**

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au PLU d'Istres, quant à leur aspect.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire.

4) **Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire. Si ce n'est le cas, tout nouveau projet nécessitera l'aval de l'aménageur et une nouvelle demande d'autorisation d'urbanisme.

De manière générale, les enseignes devront être intégrées dans la façade du bâti

Afin de satisfaire les demandes des enseignes commerciales de voir apparaître leurs sigles depuis la RN 1569, tout en limitant leur impact visuel, sont autorisées au maximum deux enseignes par local commercial (ex : une enseigne sur la

façade d'entrée et une enseigne sur la façade arrière). Le sigle des enseignes devra être totalement intégré au bâti.

Ces enseignes feront l'objet d'une proposition d'ensemble (ex : alignement des supports, bande horizontale de teinte différente sur l'ensemble de la façade...) et seront de dimension inférieure ou égale à 1m de haut.

Sur les façades autres que la façade principale, les enseignes seront apposées sur des supports plans (ex : tôle DIBON).

L'affichage de type : rétro-luminescent, lumineux, hologramme... seront inférieurs à 1/5^{ème} de la longueur de la seule façade concernée, du bâtiment. Et feront l'objet de demande préalable auprès des services compétents (service urbanisme, service de l'ETAT, exploitant de la route...).

5) **Desserte**

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. L'épad ouest provence va réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder ses installations au droit de la propriété (eaux usées, eau potable, et génie civil du réseau télécom). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec l'épad Ouest Provence et aux frais de l'acquéreur.

Le raccordement au réseau électrique, jusqu'à un coffret à installer en limite du lot cédé, sera pris en charge par l'épad Ouest Provence si les besoins de l'acquéreur sont compatibles avec un raccordement en basse tension (Tarifs bleu ou jaune). Le délai de raccordement sera précisé après que l'acquéreur aura informé l'épad Ouest Provence de ses besoins précis.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ERDF, à la charge de l'acquéreur.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux d'assainissement (E.U. et E.P.) avant tout rejet dans les réseaux publics.

Les eaux de pluie devront être traitées en application de l'article UE4 – Desserte par les réseaux et plus particulièrement l'article 4.3 – Assainissement.

6) **Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité**

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

Cette disposition s'applique à tous les acquéreurs.

7) **Espaces libres - Plantations**

Les surfaces du lot non affectées au bâti, aux aires de stationnement et de circulation doivent être aménagées en espaces verts paysagers et convenablement entretenues.

Les plantations des arbres de haute tige devront être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1, 5m x 1, 5m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

La mise en place d'un arrosage goutte à goutte doit être prévu afin de gérer de façon raisonnée l'apport en eau.

Les plans des plantations et type de végétation devront figurer dans la demande de permis de construire et seront soumis à l'approbation de l'aménageur.

Des conseils et préconisations pour la palette végétale sont précisés en annexe.

8) Stationnement des véhicules

Les surfaces de stationnement dédiées aux engins, camions et, poids lourds, devront dans la mesure du possible ne pas être visibles depuis la voie publique.

Cette dispositions sera soumise à l'approbation de l'aménageur et devront figurer à la demande de permis de construire.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) *Gestion*

La gestion du domaine public, des ouvrages, réseaux et équipements connexes publics sera assurée par la collectivité compétente.

2) *Tenue générale*

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) *Déchets ménagers*

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

4) *Respect de l'environnement, pollution*

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad ouest provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'épad ouest provence et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'épad ouest provence subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V - ANNEXES

- Plan de division.
- Cahier des préconisations paysagères (palettes végétales et recommandations)



ZAC DU TUBE Commune d'Istres

(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN DU LOT 110)

CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.

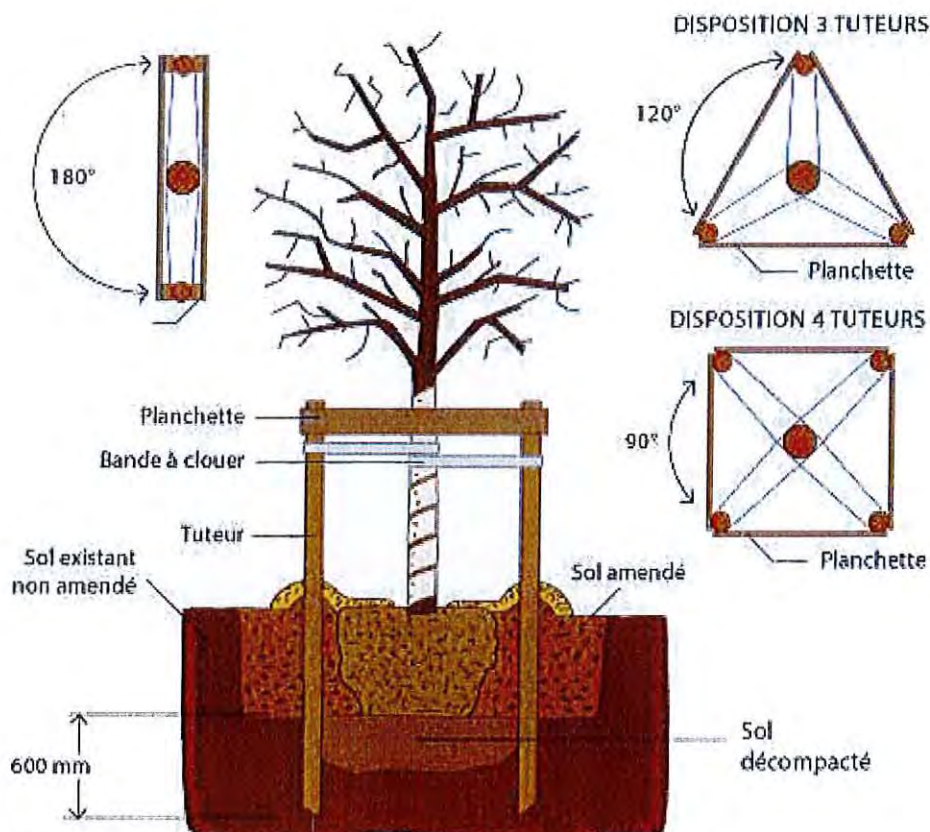


Schéma de principe du tuteurage des arbres / Référence pépinière Thuilleaux

Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois (non issus de résineux) d'une épaisseur minimum de 20cm. Sur les talus, une toile non tissée en fibre végétale (de type toile de paillage biodégradable de fibre de coco ou chanvre) sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photos de références (photo gauche biogreen toile de paillage et photo de droite branchage broyé de type BRF) :



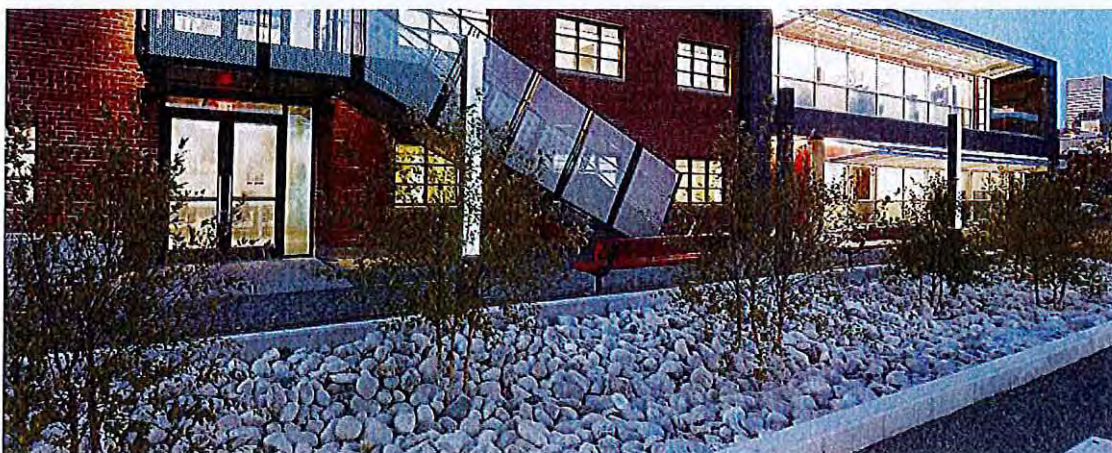
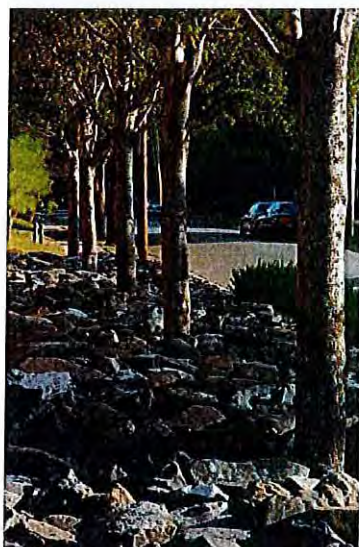
Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

Photos de références présentant divers types de matériaux accompagnés de plantations:



Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPETRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...

- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par flot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (Amelanchier ovalis)
- Aubépine blanche (Crataegus laevigata)
- Charme commun (Carpinus betulus)
- Chêne pédonculé (Quercus robur)
- Eglantier (Rosa canina)
- Epine noire (Prunus spinosa)
- Erable champêtre (Acer campestre)
- Frêne commun (Fraxinus excelsior)
- Sureau noir (Sambucus nigra)
- Troëne (Ligustrum)
- Viorne cotonneuse (Viburnum lantana)

Alternative possible:

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- Nerium oleander
- Punica granatum
- Abelia grandiflora
- Laurus Nobilis
- Acca sellowiana
- Pistacia lentiscus
- Phillyrea angustifolia
- Viburnum tinus
- Phlomis (taille moyenne)
- Perovskia atriplicifolia (taille moyenne)

COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- Stipa tenuissima
- Stipa calamagrostis
- Stipa tenacissima
- Miscanthus sinensis 'Gracillimus'
- Carex halleriana
- Pennisetum orientale
- Festuca valesiaca 'Glaucantha'
- Chionochloa rubra



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- *Rosmarinus officinalis*
- *Rosmarinus officinalis* 'Boule'
- *Rosmarinus officinalis* 'Miss Jessop's Upright'
- *Salvia officinalis* 'Berggarten'
- *Salvia* 'Montagne de l'Hortus'
- *Lavandula angustifolia*
- *Salvia officinalis* 'Nazareth'
- *Cistus monspeliensis*
- *Cistus x argenteus* 'Blushing Peggy Sammons'
- *Cistus x florentinus*
- *Cistus x pulverulentus*

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone
- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DE PLANTES TAPISSANTES POUR GAZON RUSTIQUE

- *Zoysia japonica*
- *Thymus serpyllum*
- *Thymus hirsutus*
- *Trifolium fragiferum*
- *Armeria maritime*
- *Hieracium pilosella*

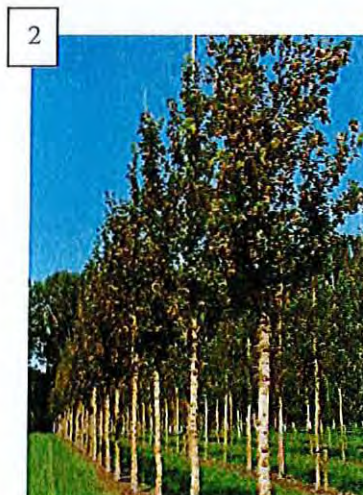
COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé pour l'ensemble des sujets, qu'ils soient sélectionnés pour leurs caractères rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles et d'entretien.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum* (arbre de Judée)
- *Mespilus germanica* (néflier)
- *Celtis australis* (Micocoulier ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2) érable champêtre
- *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' Savonnier (3)
- *Quercus robur* 'Fastigiata' Chêne pédonculé (4)
- *Acer monspessulanum* érable de Montpellier
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- *Acer campestre* en cepée relevée (6) érable champêtre
- *Populus pyramidalis* Peuplier blanc pyramidal,
- *Pyrus calleryana* Poirier à fleurs blanches

- *Prunus amygdalus* amandier
- *Gleditsia triacanthos* 'Sunburst' févier d'Amérique sans épines (7)
- *Prunus lusitanica* en cépée relevé (8)
- Sorbier hybride pyramidal sorbier
- *Sorbus hybrida pyramidalis* sorbier
- *Crataegus monogyna* 'Stricta', aubéprine
- *Quercus* 'Columna' chêne colonaire
- *Ostrya carpinifolia*, charme houblon
- *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem', cyprès de provence.



DELIMITATIONS DES ESPACES PLANTES :

Afin d'assurer l'installation des essences mises en place au sein de chaque massif.

Il est préconisé d'installer un système de délimitation physique qui limitera l'intrusion au sein même des espaces plantés. Plusieurs solutions sont possible /

- Ganivelles
- Piquets bois perforés et câble métallique en acier
- garde-corps de mis hauteur
- Voliges

Voir photos de références ci-dessous :



TRAITEMENT DES ESPACES PLANTES EN NOUES PAYSAGERES :

Les espaces plantés que ce soit le long des parkings ou sur des surfaces plus importantes de type plates-bandes ou espaces verts peuvent être nivelés pour accueillir des eaux de pluies et de ruissellement. Attention à prévoir dans l'aménagement les règles précisées dans le PLU concernant la gestion des eaux sur le lot concerné.

Ces aménagements peuvent devenir de vrais espaces paysagers associant intérêts techniques, esthétique et de biodiversité.

Quelques photos ci-dessous pour illustrer les propositions mentionnées:

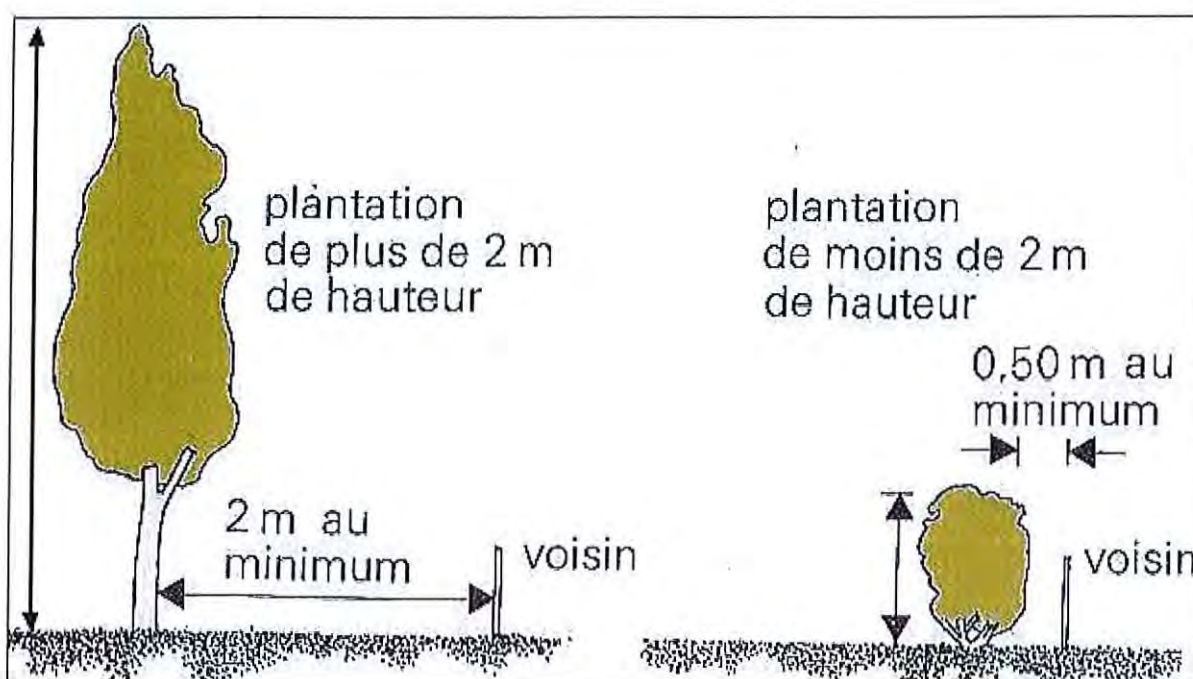


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/052/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier - Procédure de modification n°1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Peynier du 13 avril 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Peynier ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- La délibération n°2018_CT2_228 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- La délibération n°URB 011-4170/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Peynier en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier envisagée sont notamment de :
 - Corriger des erreurs matérielles :
 - recalage d'espaces boisés classés ;
 - réaffichage et modification d'emplacements réservés au bénéfice du département et/ou de la commune ;
 - rectifier certains polygones d'implantation du lotissement dénommé « Le Domaine des Michels » ;
 - Et, le cas échéant, prévoir des mesures justifiées par la préservation du cadre de vie et des paysages ainsi que la protection de l'environnement (création d'Espaces Verts Protégé, etc.).
- Qu'en conséquence, les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques du PLU ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé (EBC), une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Peynier du 13 avril 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'il sollicite de son Président l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Peynier ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier.

Article 2 :

La modification n°1 du PLU de la commune de Peynier a notamment pour objet de :

- Corriger des erreurs matérielles :
 - recalage d'espaces boisés classés ;
 - réaffichage et modification d'emplacements réservés au bénéfice du département et/ou de la commune ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- rectifier certains polygones d'implantation du lotissement dénommé « Le Domaine des Michels » ;
- Et, le cas échéant, prévoir des mesures justifiées par la préservation du cadre de vie et des paysages ainsi que la protection de l'environnement (création d'Espaces Verts Protégé, etc.).

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques du PLU.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la commune de Peynier pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article L.5211-47 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/055/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence - Procédure de modification n° 2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification de droit commun des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Lançon-Provence du 30 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- La délibération n° 78/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification de droit commun n° 2 du PLU de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération n° URB 009-3848/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du PLU de la commune de Lançon-Provence ;
- Le PLU de la commune de Lançon-Provence en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence afin de permettre d'apporter les ajustements aux documents constitutifs dudit Plan Local d'Urbanisme en vue d'asseoir et d'accompagner au mieux la réalisation du projet d'aménagement « Entrée de ville », comprenant notamment la réalisation du collège et du gymnase ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification de droit commun n° 2 aura dès lors pour effet de modifier le règlement, le zonage, les pièces annexes et le cas échéant l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Collège » du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune de Lançon-Provence du 30 mars 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence.

Article 2 :

La modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence doit permettre d'apporter les ajustements aux documents constitutifs dudit Plan Local d'Urbanisme en vue d'asseoir et d'accompagner au mieux la réalisation du projet d'aménagement « Entrée de ville », comprenant notamment la réalisation du collège et du gymnase.

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification sera notifié aux Personnes publiques associées ainsi qu'au Maire de la Commune concernée par cette modification.

Conformément à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification fera l'objet d'une enquête publique.

Article 3 :

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/056/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues - Procédure de modification n°1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Meyrargues en date du 17 septembre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Meyrargues;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- La délibération n°2018_CT2_526 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 29 novembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de Meyrargues ;
- La délibération d'engagement n°URB 013-5144/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018 sollicitant de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de Meyrargues;
- Le PLU en vigueur, approuvé le 5 juillet 2017.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues envisagée sont notamment :
 - **D'apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement ;**
 - **De corriger des erreurs matérielles.**
- Qu'il apparait en conséquence utile, voire nécessaire, d'adapter le PLU de la commune de Meyrargues sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Que la modification n°1 envisagée aura dès lors pour effet de modifier notamment :
 - **Le règlement ;**
 - **La liste des emplacements réservés ;**
 - **Le document des Orientations d'Aménagement et de Programmation ;**
 - **Les planches graphiques.**
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Meyrargues en date du 17 septembre 2018, le Conseil de territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°1 de la commune de Meyrargues ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues

Article 2 :

La modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues a notamment pour objet :

- **D'apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement,**
- **De corriger des erreurs matérielles.**

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Meyrargues, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la commune de Meyrargues pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/057/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Procédure de modification simplifiée n°1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Ventabren en date du 3 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Ventabren ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- La délibération n°2018_CT2_532 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 29 novembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Ventabren ;
- La délibération d'engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Ventabren n°URB 008-5139/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018 sollicitant de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Ventabren ;
- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Ventabren envisagés sont notamment de :
 - Adapter le règlement écrit et graphique de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière » ;
 - Rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14 ;
 - Ajuster le tracé de l'emplacement réservé n°V 46.

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

- Qu'il apparait en conséquence utile, voire nécessaire, d'adapter le PLU de la commune de Ventabren sur ces points ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Ventabren en date du 3 octobre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Ventabren ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Article 2 :

La modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren a notamment pour objet de :

- Adapter le règlement écrit et graphique de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière » ;
- Rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14 ;
- Ajuster le tracé de l'emplacement réservé n°V 46.

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être mis à disposition du public.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée, n°1 du PLU de la commune de Ventabren, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, seront mis à disposition du public pendant au moins un mois.

Article 5 :

A l'issue de la mise à disposition, le bilan sera présenté devant le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement amendé de façon non substantielle pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article 6 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, et, en Mairie de la commune de Meyrargues pendant le délai d'un mois minimum.

Mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/058/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 27B
situé dans la ZAC de la Plateforme - Clésud - sur la commune de Grans.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique d'ouvrage du 13 mars 1997 ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de la Plateforme - Clésud - du 24 avril 1997 ;
- L'arrêté préfectoral autorisant l'opération au titre de la Loi sur l'Eau du 8 avril 1998 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Plateforme - Clésud - en date du 22 juin 1998 ;
- L'arrêté Préfectoral du 21 juillet 2016 pris en application des articles L5211-26, L5211-41 et L5215-21 visant la substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SME en totalité dans son périmètre ;
- La Convention Publique d'Aménagement approuvée par délibération du 18 avril 2002 du SME Euro-Alpilles conclue entre le SME Euro-Alpilles et l'Epad ;
- La délibération n° 489/04 du Comité Syndical du SAN du 24 septembre 2004 approuvant une première modification simplifiée de la ZAC ;
- La délibération n° 434/11 du SAN Ouest Provence du 19 décembre 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la ville de Grans ;
- La délibération n° 242/12 du Comité Syndical du SAN du 21 juin 2012 approuvant la deuxième modification simplifiée de la ZAC
- La délibération n° 2017/132 du Conseil Municipal du 02 octobre 2017 approuvant la révision générale n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Grans ;
- La délibération n° 2017/146 du Conseil Municipal du 02 octobre 2017 approuvant la modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de La Plateforme – Clésud - sur la commune de Grans ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- La délibération n° URB 041-2853/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de la Plateforme – Clésud - sur les communes de Miramas et Grans ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 07 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de la Plateforme - Clésud - a pour vocation essentielle d'accueillir des activités de logistique ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur le terrain cédé, un parking destiné aux poids lourds ainsi qu'une station-service de gaz et de fourniture d'électricité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 27B, situé dans la ZAC de la Plateforme – Clésud – sur la commune de Grans.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019



**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

**ZAC DE LA PLATEFORME
CLESUD
COMMUNE DE GRANS**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

LOT 27 B

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENT GRAPHIQUE

PREAMBULE

A l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille –Provence, il avait été décidé de réaliser une plate-forme logistique multimodale associée à un chantier de transbordement pour le transport combiné rail-route, sur les communes de Grans et Miramas. Pour mener à bien cette opération, un Syndicat Mixte d'Equipement (SME) associant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du Nord-Ouest de l'Etang de Berre, le Conseil Général des Bouches du Rhône, la Commune de Grans et la CCI Marseille Provence avait été créé.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 13 mars 1997.

Le dossier de création de la ZAC de la Plate-forme sur les Communes de Grans et Miramas a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 24 avril 1997.

Le dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 22 juin 1998.

Une première modification simplifiée de la ZAC a été approuvée par délibération n°489/04 du SAN en date du 24 septembre 2004.

Aux termes d'une Convention Publique d'Aménagement du 18 avril 2002 le SME a confié la poursuite de la réalisation de la ZAC à l'EPAD,

Une deuxième modification simplifiée de la ZAC de la Plate-forme a été approuvée par délibération n°242/12 du SAN en date du 21 juin 2012,

Par délibération N° 307/04 en date du 20 juillet 2004, le SAN Ouest Provence a donné un avis favorable sur la révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Grans.

Par délibération N° 434/11 en date du 19 décembre 2011, le SAN Ouest Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Grans.

Par arrêté N° 37/12 en date du 09 juillet 2012, le San Ouest Provence a mis à jour le Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération N° 2013/51 en date du 29 avril 2013, la ville de Grans a approuvé la modification simplifiée n°1.

Par délibération N° 2014/03 en date du 27 janvier 2014, la ville de Grans a approuvé la modification simplifiée n°2.

Par délibération N° 2014/45 en date du 07 avril 2014, la ville de Grans a approuvé la modification simplifiée n°3.

Par délibération n° 2015/133 en date du 30 novembre 2015, la ville de Grans a approuvé la modification n°4.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest

Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 pris en application des articles L 5211-26, L5211-41 et L5215-21 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence était substituée de plein droit au SME en totalité dans son périmètre. Le Préfet a mis fin à l'exercice des compétences du SME à compter du 31 Aout 2016 et l'ensemble des biens, droits, et obligations du SME transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Par délibération n°URB 015-1685/17/BM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 un avenant à la Convention Publique d'Aménagement afin de prolonger de cinq ans le délai d'exécution de la Convention ce qui porte à 20 ans sa durée totale.

Par délibération N° 2017/132 en date du 02 octobre 2017, la ville de Grans a approuvé la révision générale n°1 du PLU.

Par délibération N°2017/146 en date du 02 octobre 2017, la ville de Grans a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Plate-Forme sur la Commune de Grans.

Par délibération N°URB 041-2853/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de la Plateforme.

Le présent Cahier des Charges est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme, détermine les droits et obligations entre les différentes parties concernées lors de la cession de terrain dans le cadre de l'opération de la ZAC DE LA PLATEFORME, à savoir :

ENTRE

L'EPAD en qualité d'aménageur de la ZAC,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC DE LA PLATEFORME.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et des obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, tout nouvel acquéreur, locataire, sous locataire qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de l'acquéreur, locataire, sous locataire d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad Ouest Provence, à la société Q.R.O. GESTION CLESUD, Société à responsabilité limitée au capital de 20.000,00 €, dont le siège est à CHATEAURENARD (13160), 25 Avenue Gustave Cestier, identifiée au SIREN sous le n°813 696 771 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TARASCON.

Ladite Société est représentée par Madame Laura ROLLI épouse BERNARD, Gérante.

Ayant tout pouvoir à l'effet des présentes, tant en vertu desdites décisions, que des statuts de la Société, que de la loi désignée "l'acquéreur".

2) Désignation des terrains

Sur la commune de GRANS.

La parcelle figurant au cadastre sous la section BC n°60 d'une contenance de 1ha72a16ca ainsi qu'il résulte d'un document d'arpentage en cours de numérotation établi par la Société DGEMA-FUZERE Adrien, Géomètre Expert à Marseille (13016) 1 rue Albert Cohen.

Un plan de vente demeurera annexé aux présentes.

Cette parcelle formant le lot n°27B de la ZAC de la Plateforme est située en secteur UEb2 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de GRANS.

3) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU de Grans et aux prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales et paysagères énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation de la dernière phase (phase 2) prévue à la convention de développement, à savoir l'implantation d'activités complémentaires, qui comprend : un parking sécurisé et clôturé destiné aux poids-lourds et à l'implantation d'une station-service de gaz (GNL, GNC) et de fourniture d'électricité (IRVE).

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

La surface de plancher maximale autorisée est de 1 033 m².

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad Ouest Provence s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

L'aménageur réalisera les travaux de viabilisation nécessaires à ce lot.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Avoir présenté dans les **6** mois suivant la signature de l'acte authentique, son projet global à l'épad Ouest Provence.
- 2.2. Avoir déposé au plus tard la ou les demandes d'autorisations d'urbanisme dans les **12** mois après validation du projet par l'épad Ouest Provence.
- 2.3. Entreprendre les travaux dans un délai de 6 mois à compter des autorisations d'urbanisme obtenues.
- 2.4. Transmettre à l'épad Ouest Provence une copie de chacune des autorisations d'urbanisme et des déclarations d'ouverture de chantier (DOC) correspondantes, et ce au plus tard **3** semaines après le début effectif des travaux.
- 2.5. Avoir terminé l'ensemble des travaux, déclaré leur achèvement et leur conformité, et obtenu un certificat de non opposition à cette déclaration, dans un délai maximum **24** mois à compter de la date de début des travaux. Une copie de chacune des déclarations attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad dans ce délai.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer l'aménageur pendant le délai indiqué au 2.2.

Le délai mentionné au 2.5 concerne la durée totale de réalisation de l'ensemble des tranches de travaux, dans leur intégralité.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de force majeure.

4) **Sanctions à l'égard de l'acquéreur**

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, l'épad Ouest Provence, pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit demander la résolution de la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, l'épad Ouest Provence, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1, 2.2 et 2.3, ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.5.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'épad Ouest Provence, pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, l'épad Ouest Provence, pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La résolution de la vente pourra être demandée par décision de l'épad Ouest Provence notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de l'épad Ouest Provence, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

Enfin, la cession pourra être résolue de plein droit à la demande de l'acquéreur en cas d'empêchement d'exécution de ses obligations dans les délais contractuels, consécutif à un recours sur les autorisations d'urbanisme.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou, le cas échéant, à la partie du prix payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'épad Ouest Provence, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession HT, indexation comprise.
- a) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins-value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus-value ou moins-value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'épad Ouest Provence étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de l'épad Ouest Provence.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) *Mise à disposition des terrains*

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad , concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) *Vente - Location - Division des terrains cédés*

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé l'épad Ouest Provence

Toute division des terrains cédés par l'aménageur est interdite, même après réalisation des travaux prévus sans l'accord expresse de l'épad Ouest Provence

En cas de non respect des obligations relatives à la vente ou la division, l'épad peut exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession est calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'épad Ouest Provence, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, l'épad Ouest Provence, pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs sont tenus par les dispositions du présent article.

7) Nullité

Les actes de vente ou de partage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 411-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de l'épad Ouest Provence ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé l'épad Ouest Provence, au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de l'épad Ouest Provence, tout projet de construction et/ou d'aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement aux autorisations d'urbanisme obtenues.

L'épad Ouest Provence, pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES, ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES

1) Dispositions générales

Les demandes d'autorisations d'urbanisme devront se conformer aux règles énoncées dans le PLU de Grans ainsi qu'au présent Cahier des Charges de Cession de Terrain élaboré en liaison étroite avec l'Aménageur afin d'aboutir à un projet de qualité visant à bien s'insérer dans le cadre général de Zone d'Activités. Les articles ci-dessous définissent les obligations architecturales, techniques, urbanistiques, paysagères et environnementales applicables au lot.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné à fournir dans le cadre des demandes d'autorisations d'urbanisme, en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions ci-après.

Par ailleurs, l'acquéreur s'engage à respecter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme dans l'ensemble de ses documents constitutifs et toutes les modifications qui seraient apportées à celui-ci après enquête publique et approbation.

En aucun cas, la responsabilité de l'épad ne pourra être engagée en raison de ces dispositions ou des modifications que l'administration apporteraient à ces dernières, quelle que soit leur date.

2) Aspect architectural, urbanistique et paysager

2.1. Unité architecturale, urbanistique

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,
- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,

Les aires de stationnement devront respecter un recul minimum de 3 mètres de la limite de propriété sur l'Avenue Isabelle Autissier et recevoir un traitement paysager adapté, afin de masquer leur présence et de s'intégrer au projet paysager.

Sont interdits :

- Les matériaux laissés bruts (parpaings non enduits, ...) y compris sur les différentes faces des clôtures maçonnées.
- Les bardages métalliques verticaux sans recouvrement.

Peuvent être autorisés :

- Les revêtements de façades à caissons.
- Les matériaux recevant un enduit ou les bétons architecturés.
- Les bardages métalliques horizontaux à clins.
- Les parements végétalisés de type panneaux de lierres précultivés.

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, ferroviaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots, par des plantations d'arbres et d'arbustes ou plantes tapissantes.
- La plantation sur bâche avec paillage afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige au port colonnaire ou fastigié n'imposant aucune taille d'entretien, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).
- Toutes les essences des arbres et des arbustes seront locales et choisies en phase de réalisation, en fonction de leurs capacités à s'adapter aux particularités du site et de la région, pour garantir leur bonne pousse et leur pérennité.
- L'implantation de la végétation est pensée afin de pouvoir étendre le site sans avoir à endommager le projet paysager.
- Le reste des espaces verts, sera semé d'une prairie rustique méditerranéenne composée de graminées, de vivaces ou encore de bisannuelles méditerranéennes.

2.2. Retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives

Le retrait par rapport aux voiries, emprises publiques et limites séparatives, se conformera au règlement du PLU.

Ce retrait devra être traité de manière paysagère, donc planté à minima d'une haie végétale composée d'arbustes champêtres et/ou méditerranéens, plantes grimpantes et/ou d'arbres de haute tige méditerranéens, le long de l'Avenue Isabelle Autissier.

2.3. Hauteur des constructions

La hauteur des constructions devra être conforme au règlement du PLU.

2.4. Façades des bâtiments et éléments techniques

L'impact visuel de l'enveloppe des éléments techniques doit être limité et s'inscrire dans le volume autorisé. Ils se porteront sur des parties de constructions masquées ou invisibles depuis l'espace public.

Le traitement de l'ensemble des façades doit être homogène dans le choix des couleurs, dans des tons de gris.

2.5. Enseignes – Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié aux autorisations d'urbanisme et aux chantiers.
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Sur le(s) bâtiment(s) :

Sont interdits les enseignes en toiture ou en drapeau, ainsi que les caissons lumineux et les enseignes clignotantes.

Sont autorisées : - Les enseignes de type bandeau,
- L'affichage de la raison sociale ou commerciale en façade(s) du bâtiment, sans encadrement.

Dans la parcelle :

Sont autorisées les enseignes uniquement à proximité de l'entrée principale, sous forme :

- soit d'un totem.
- soit d'une enseigne intégrée à la clôture.

Les projets d'enseignes devront figurer dans les demandes d'autorisation d'urbanisme.

En aucun cas, ils ne pourront dépasser l'acrotère du bâtiment.

2.6. Clôtures

Elles devront se conformer au PLU. Elles devront être indiquées dans les demandes d'autorisation d'urbanisme.

2.7. VRD - Desserte et réseaux

Le terrain est desservi par un accès créé par l'épad Ouest Provence depuis la voirie publique existante. L'acquéreur pourra prévoir la création, à ses frais, d'un second accès au terrain donnant sur une voirie carrossable et en service, accès à mentionner dans ses demandes d'autorisation d'urbanisme.

Un seul accès et un seul point de raccordement aux réseaux existants en limite de propriété (eaux usées, eaux pluviales, eau potable, défense incendie, et génie civil du réseau télécom) seront réalisés par l'épad ouest provence pour desservir le lot dans un délai compatible avec la fin des travaux du pétitionnaire.

Dans le cas d'un raccordement électrique en basse tension, les travaux seront engagés par l'aménageur, après accord entre ENEDIS et l'aménageur.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par Enedis, à la charge de l'acquéreur pour la partie sous domaine privé, et à la charge de l'aménageur pour la partie sous domaine public.

Les travaux seront engagés après accord entre ENEDIS, l'aménageur et le pétitionnaire et autorisation de ENEDIS.

Il sera possible de déplacer ou modifier l'accès et le point de desserte voire d'en créer de supplémentaires, en accord avec l'épad Ouest Provence et **aux frais de l'acquéreur**.

2.7.1 Collecte des eaux usées :

L'établissement sera raccordé par des canalisations souterraines exclusivement au réseau public d'assainissement.

2.7.2 Alimentation en eau potable :

L'acquéreur/constructeur s'interdit tout forage individuel dans la nappe phréatique de Crau. Le lot sera raccordé par des canalisations souterraines au réseau public d'alimentation en eau potable.

2.7.3 Gestion des eaux pluviales :

L'acquéreur est dans l'obligation de récolter et traiter ses eaux pluviales avant tout rejet dans les réseaux publics, en conformité avec le PLU de Grans en vigueur et de son zonage d'assainissement. Il devra se conformer aux dispositions relatives à la protection de la nappe phréatique (cf. arrêté préfectoral du 8 avril 1998)

a) Collecte, traitement et évacuation des eaux pluviales :

- le constructeur pourra réaliser un système d'infiltration récupérant l'ensemble des eaux pluviales de toiture par un système de descentes d'eau et de canalisations. Les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et aires de stationnement, en revanche, seront rejetées dans le réseau de collecte réalisé par l'aménageur.
- les matériaux mis en œuvre pour la couverture du bâtiment ne présenteront pas de risque d'altération de la qualité des eaux.

b) Collecte des eaux polluées en cas d'incendie :

Les eaux polluées seront récupérées par le réseau public et envoyées vers le bassin de traitement.

Ainsi, concernant le lot 27B, les dispositifs suivants de traitement des eaux pluviales pourront être prévus par l'acquéreur :

- infiltration, uniquement des eaux de ruissellement des toitures de bâtiments,
- collecte et rétention avant rejet dans le réseau public, des eaux de pluie ruisselant sur les surfaces imperméabilisées autres que les bâtiments, soit les voiries, parkings, ..., par des ouvrages dédiés et/ou mixtes, répondant aux caractéristiques ci-dessus énoncées. Un débourbeur-déshuileur en entrée d'ouvrage de rétention sera prévu conformément au PLU.

L'acquéreur devra préciser dans ses demandes d'autorisation d'urbanisme, le(s) dispositif(s) de rétention qu'il prévoit de mettre en œuvre pour compenser l'imperméabilisation du lot, dans le cadre de ceux proposés ci-dessus, en application des dispositions du PLU en vigueur et de son zonage d'assainissement.

2.8. Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

L'aménageur a constitué une association syndicale libre (ASL) des propriétaires, appelée « CLESUD-ASSOCIATION », qui a pour objet notamment de participer à l'animation et la promotion de la zone ainsi qu'à la gestion des espaces collectifs.

Chaque acquéreur, de par la signature de son acte d'acquisition, sera membre de droit de ladite association.

L'ensemble des espaces communs (voiries, cheminements, espaces verts, réseaux de défense incendie et d'assainissement pluvial), les réseaux de l'opération, jusqu'en limite des propriétés privatives, et le système de contrôle d'accès et de gardiennage de la zone, sont destinés à être gérés par la Métropole Aix-Marseille Provence/Direction CLESUD et par l'ASL.

La Métropole Aix-Marseille Provence/Direction CLESUD gère les charges relatives au fond et tréfond tel que réseaux, sécurité incendie, etc. et l'ASL gère tout ce qui est entretien courant, sécurité, espaces verts, etc.

Les charges de cette gestion seront réparties entre les différents acquéreurs à concurrence d'un montant maximum de charges annuelles fixé à 0,915 € HT/m² de SHON en valeur avril 2000 (INSEE Construction), révisé à 1,43 € HT/m² de surface de plancher en valeur 2019.

Les charges sont appelées par l'ASL et la Métropole Aix-Marseille Provence/Direction CLESUD.

2) **Tenue générale**

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- L'entreposage de conteneurs et bennes disgracieux est formellement interdit.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) **Déchets ménagers**

Les déchets industriels et artisanaux provenant de l'établissement, comme le prévoit la législation, devront être évacués et traités dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de leur producteur.

Les ordures ménagères produites par le personnel (dans la limite de 5 litres par jour et par employés), ou par le logement de fonction s'il y a lieu (dans la limite de 30 litres par logement et par jour) seront collectées par la collectivité.

Les agents et les véhicules du service de collecte n'étant pas autorisés à pénétrer dans le domaine privé, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de permettre le ramassage des déchets ménagers dans de bonnes conditions.

Le container de collecte des ordures ménagères est à la charge de l'exploitant. Il est rappelé qu'entre 2 collectes, les containers ne doivent pas rester sur le domaine public.

4) **Respect de l'environnement, pollution**

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad Ouest Provence, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'épad et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'épad subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V - DOCUMENT GRAPHIQUE

Plan de vente

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
COMMUNE DE GRANS
Parcelles cadastrées section BC n°60
PLAN DE VENTE

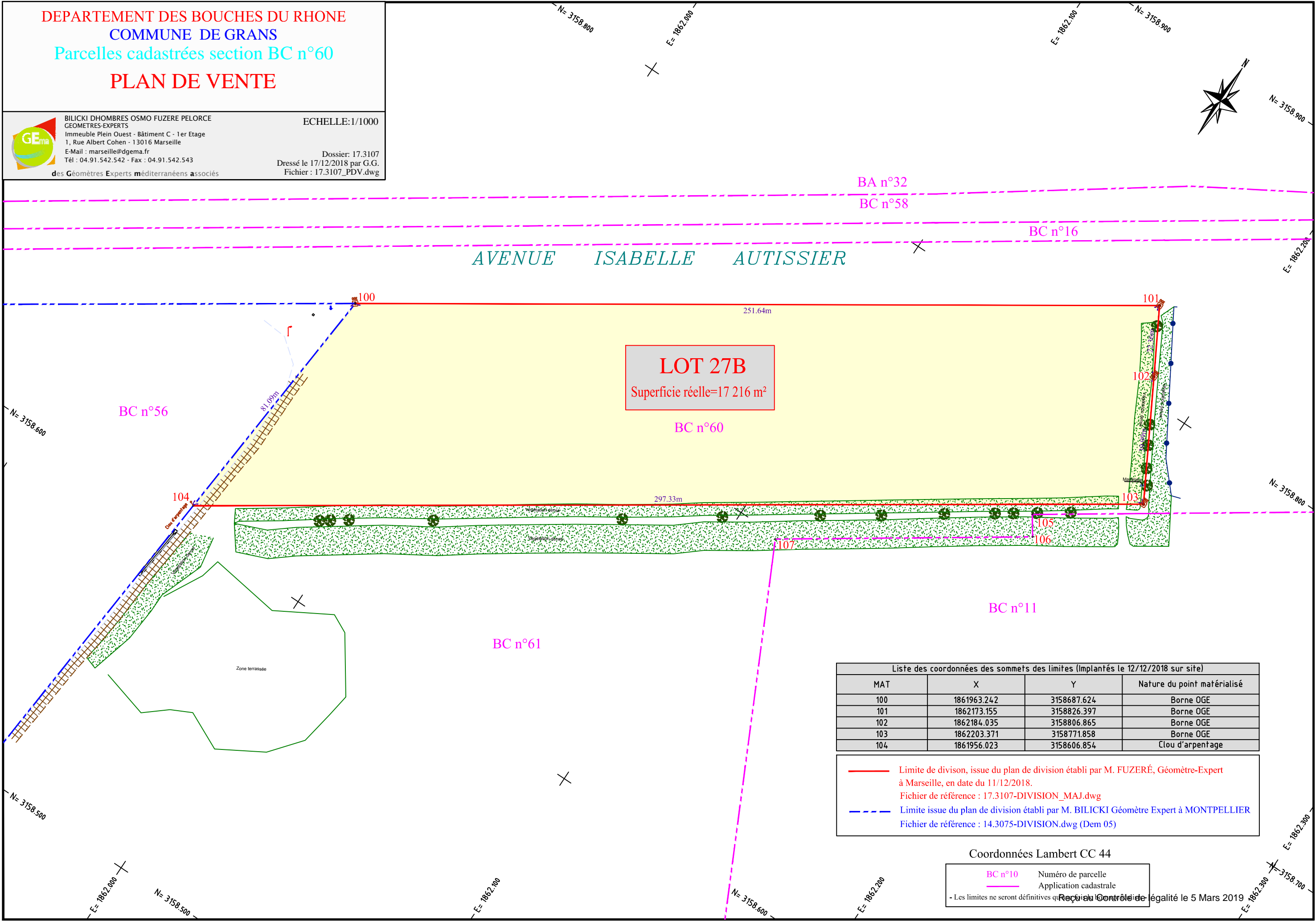


BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE
GEOMETRES-EXPERTS
Immeuble Plein Ouest - Bâtiment C - 1er Etage
1, Rue Albert Cohen - 13016 Marseille
E-Mail : marseille@dgema.fr
Tél : 04.91.542.542 - Fax : 04.91.542.543

des Géomètres Experts méditerranéens associés

ECHELLE:1/1000

Dossier: 17.3107
Dressé le 17/12/2018 par G.G.
Fichier : 17.3107_PDV.dwg



LOT 27B
Superficie réelle=17 216 m²

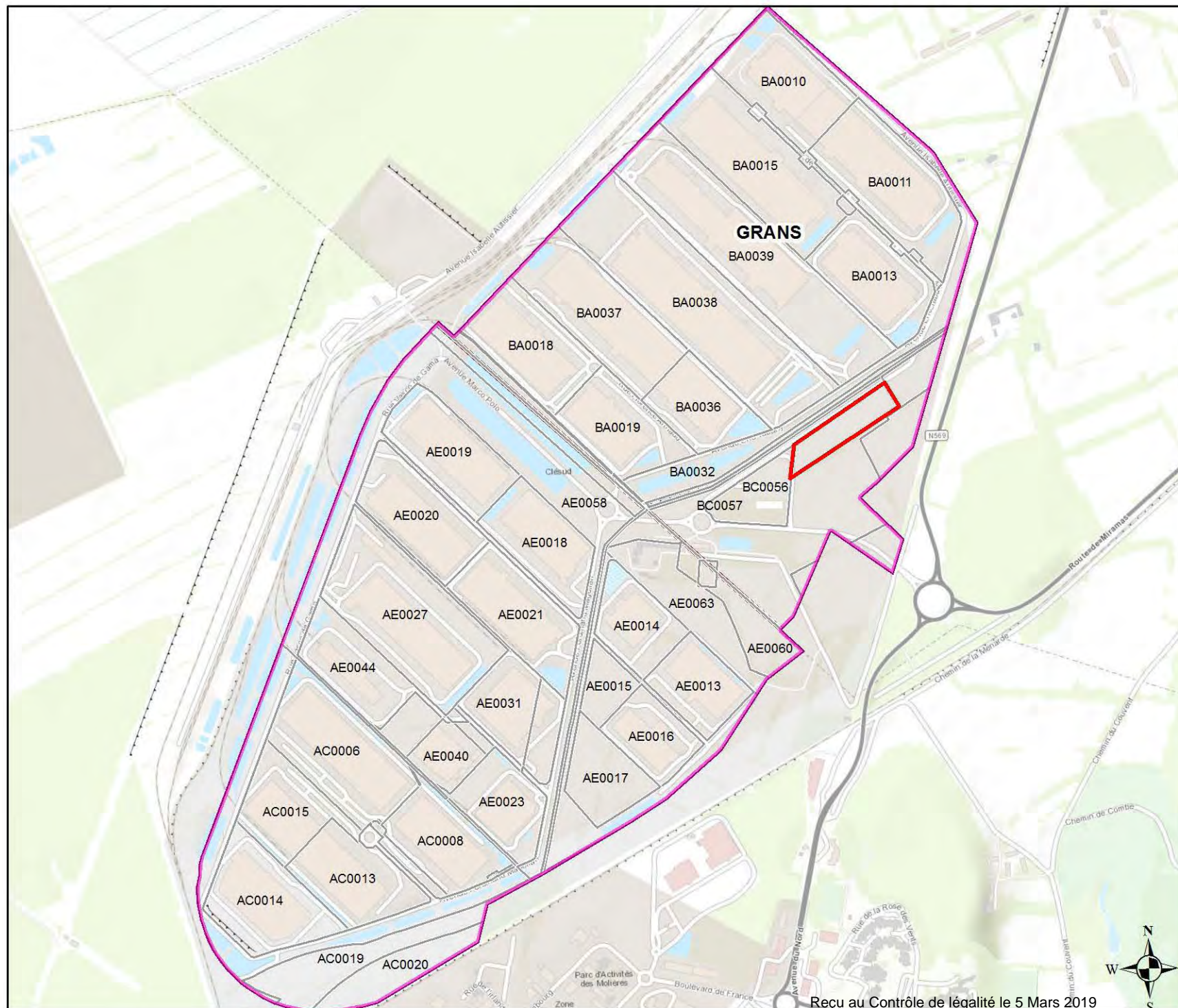
| Liste des coordonnées des sommets des limites (Implantés le 12/12/2018 sur site) | | | |
|--|-------------|-------------|-----------------------------|
| MAT | X | Y | Nature du point matérialisé |
| 100 | 1861963.242 | 3158687.624 | Borne OGE |
| 101 | 1862173.155 | 3158826.397 | Borne OGE |
| 102 | 1862184.035 | 3158806.865 | Borne OGE |
| 103 | 1862203.371 | 3158771.858 | Borne OGE |
| 104 | 1861956.023 | 3158606.854 | Clou d'arpentage |

- Limite de division, issue du plan de division établi par M. FUZERÉ, Géomètre-Expert à Marseille, en date du 11/12/2018.
Fichier de référence : 17.3107-DIVISION_MAJ.dwg
- - - Limite issue du plan de division établi par M. BILICKI Géomètre Expert à MONTPELLIER
Fichier de référence : 14.3075-DIVISION.dwg (Dem 05)

Coordonnées Lambert CC 44

BC n°10 Numéro de parcelle
Application cadastrale
- Les limites ne seront définitives qu'après le Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

ZAC de la Plate-Forme
Clésud





Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/059/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public rectificatif, pour le kiosque alimentaire situé 1 rue Raymond Teisseire 13008 à Marseille, à la SASU La Famille, représentée par Monsieur David Lanzi.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 18/134/CM, délivré le 31 juillet 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SASU La Famille, représentée par Monsieur David LANZI ;

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

L'absence de mention relative à la mise à disposition de toilettes sur l'arrêté d'occupation temporaire n° 18/134/CM

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/134/CM, délivré le 31 juillet 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SASU La Famille, représentée par Monsieur David LANZI, est abrogé.

Article 2 :

La SASU La Famille, représentée par Monsieur David LANZI, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de treize mètres carrés (13 m²) sur le domaine public, sis 1 rue Raymond Teisseire 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwichs, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/060/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé
3 place Castellane 13006 Marseille, à la SAS Sultan Family représentée par Michel
Sultan**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande déposée par la SAS SULTAN FAMILY, représentée par Michel SULTAN, domiciliée, 6 allée Peiresc 13013 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :
3, place Castellane 13006 Marseille
RCS Marseille 848 076 667 00015

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

ARRETE

Article 1 :

La SAS SULTAN FAMILY, représentée par Michel SULTAN, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de huit mètres carrés (8 m2) sur le domaine public, sis 3 place Castellane 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce. Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/062/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 395 B situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- L'arrêté n° 17/123/CM du 20 avril 2017 pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le CCCT du lot 395 B ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, Stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 395 B approuvé par l'arrêté n° 17/123/CM du 20 avril 2017 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du propriétaire du lot qui souhaite obtenir l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant dernier alinéa de l'article III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 395 B, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes de toiture du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 395.B

Le présent avenant n° 1 au cahier des charges est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **395.B** (section **DH n° 0040 et n° 0353**) approuvé par arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 17/123/CM du 20 avril 2017.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article III est modifié comme suit :

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/065/CM

Arrêté de composition du comité technique

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- L'article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement ;
- La délibération FAG 049-3819/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de Monsieur Kasbarian actant sa démission au 15 février 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

CONSIDÉRANT

- Que le Procès-Verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique du jeudi 6 décembre 2018 qui a permis l'attribution de 6 sièges à l'organisation syndicale Force Ouvrière (FO), 4 sièges à l'organisation syndicale SNUTER 13 – La FSU Territoriale, 2 sièges à l'organisation syndicale Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), 2 sièges à l'organisation syndicale Confédération Générale du Travail (CGT) et 1 siège à l'Union de Syndicats SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT.

ARRETE

Article 1 :

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition du Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Titulaires :

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Jean MONTAGNAC
- M. Martial ALVAREZ
- M. Jean-Jacques POLITANO
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Alain ROUSSET
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Domnin RAUSCHER
- Mme Sophie CONTE
- Mme Biljana BOGDANOVIC
- M. Laurent PERES
- M. Nicolas SALVAGNO

Suppléants :

- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Auguste COLOMB
- Mme Mariam BERGERET
- M. Pascal MORA
- Mme Lizzie MATA
- Mme Régine GILLIO
- M. Sébastien PISCIOTTA
- Mme Fabienne FOURNEYRON
- M. Kévin AUBERT
- Mme Isabelle ROHEE-SROKA
- Mme Florence PAGANI

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires

- M. Patrice AYACHE (FO)
- M. Michel KARABADJAKIAN (FO)
- Mme Carine RIQUIER-PINET (FO)
- Mme Caroline COURRIEU (FO)
- M. Frédéric MONNOT (FO)
- Mme Caroline CAMBRIANI (FO)
- M. Serge TAVANO (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Mireille PEROTTI (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Virginie BOAZIZ (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain LUBRANO DI SCAMPAMORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Frédéric THOMAS (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- M. Christian CHEFTEL (UNSA)
- M. christophe PELISSIER (UNSA)
- Mme Audrey CERMOLACCE (CGT)
- M. Sébastien CRAVERO (CGT)

Suppléants

- M. Frédéric BOULLERNE (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)
- M. Luc VEGLER (FO)
- M. Daniel PITROIS (FO)
- Mme Béatrice PRUDHOMME (FO)
- M. Pascal COULON (FO)
- M. Sébastien STRZYKALA (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Sylvie BALDAQUIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain GOUIRAND (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Aurélie FRUIT-CAILLOL (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- M. Marie CASTILLO (UNSA)
- Mme Frédérique ONZIA (UNSA)
- Mme Corine FERRER (CGT)
- M. Eric RABITO (CGT)

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot assure la présidence du comité technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Martial Alvarez assurera cette même présidence.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/066/CM

Approbation de l'avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 103 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 103 du 15 décembre 1989, modifié par un avenant n° 1 approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 5 juin 2014 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 103 du 15 décembre 1989, modifié par un avenant n° 1 approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 5 juin 2014 ;
- La demande du propriétaire du lot qui souhaite obtenir l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant-dernier alinéa de l'article III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 103, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant-dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes de toiture du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 103

Le présent avenant n° 2 au cahier des charges est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **103** (section **DE n° 0027 et n° 0038**) approuvé par arrêté préfectoral du 15 décembre 1989 et modifié par un avenant n° 1 approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 5 juin 2014.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article III est modifié comme suit :

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/067/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 102
situé dans la ZAC du Tubé Retortier, sur la commune d'Istres**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 4 mars 1974 portant création de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 14 juin 1977 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone et le Programme des Equipements Publics de la ZAC du Tubé Retortier à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 22 août 1997 modifiant le dossier de réalisation ;
- L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2001 modifiant l'arrêté de création pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National ;
- La délibération n° 270/02 du 26 juin 2002 prise par le SAN, approuvant la Convention Publique d'Aménagement conclue entre le SAN et l'Epad, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 963/03 du 19 décembre 2003 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la modification du PAZ ;
- La délibération n° 222/07 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 11 mai 2007 approuvant la modification du dossier de création de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 159/08 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 22 février 2008 approuvant la modification du dossier de réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 315/09 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 26 juin 2009 approuvant la révision simplifiée du POS d'Istres, afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

- La délibération n° 231/13 du Conseil Municipal du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie ; GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Tubé Retortier a pour vocation essentielle d'accueillir des activités, commerces et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur le terrain cédé un bassin de rétention ainsi qu'un parc de stationnement d'environ 250 places réservées aux employés des Services Techniques Municipaux, installés sur le lot mitoyen n° 61.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 102, situé dans la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Mars 2019

**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT OUEST PROVENCE**

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU TUBE RETORTIER

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**

Lot 102

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DES CAPTAGES DE LA BA 125

VI - DOCUMENT GRAPHIQUE

VII- CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PREAMBULE

L'épad Ouest Provence est propriétaire du terrain concerné sis à Istres dans les Bouches-du-Rhône, à l'intérieur du périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé Retortier.

Par arrêté préfectoral en date du 24 Décembre 2001, l'arrêté de création a été modifié pour changer le mode de réalisation de la ZAC dont l'initiative a été transférée au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre du fait de la suppression du périmètre d'Opération d'Intérêt National.

Par délibération en date du 26 Juin 2002, ledit SAN a décidé de confier la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier à l'épad Ouest Provence dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement.

Le dossier de création modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 11/05/2007.

Le dossier de réalisation modificatif de la ZAC du Tubé Retortier a été approuvé par délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence en date du 22 février 2008.

Par délibération en date du 26 Juin 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé la révision simplifiée du POS d'Istres afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du du Tubé Retortier dans le POS de la Commune d'ISTRES (zone UE, secteur UEtub).

Par délibération n° 231/13 en date du 26 juin 2013, la ville d'Istres a approuvé la révision générale du POS d'Istres valant élaboration du PLU intégrant de fait les dispositions d'urbanisme de la ZAC de Tubé Rétortier dans le Plan Local d'Urbanisme d'Istres (zone UE, secteur UEtub).

Par délibération n° 36/15 du Conseil Municipal en date du 20 février 2015, la commune a approuvé la modification simplifiée n° 1 du PLU.

Par délibération n° 877/15 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2015, la commune a approuvé la mise à jour n° 1 du PLU.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce depuis lors les compétences exercées antérieurement par le SAN Ouest Provence, notamment en matière de ZAC, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° 39/16 du Conseil Municipal en date du 02 mars 2016, la commune a approuvé la modification n° 1 du PLU.

Par délibération n° 189/16 du Conseil Municipal en date du 16 juin 2016, la commune a approuvé la modification simplifiée n° 2 du PLU.

Par arrêté n°1610/16 du 9 novembre 2016, la commune a approuvé la mise à jour n°2 du PLU.

Par arrêté délibération n°5/18 du 15 octobre 2018, le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence a approuvé la mise à jour n°3 du PLU.

La ZAC du Tubé Retortier est destinée à accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L.311.6 du Code de l'Urbanisme.

ENTRE

L'épad ouest provence en qualité d'aménageur de la ZAC,

ET

L'ACQUEREUR c'est-à-dire toute personne physique ou morale faisant l'acquisition d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC du Tubé.

Les prescriptions du présent cahier des charges et de ses annexes seront intégrées intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif ou des constructions qu'il s'agisse d'une première cession ou location, soit des cessions ou de locations successives par reproduction du texte complet, ou dans les baux qu'il pourrait consentir, tant en ce qui concerne les terrains cédés et/ou loués qu'en ce qui concerne les constructions édifiées sur lesdits terrains.

Mention expresse sera en outre portée aux actes de cession ou de location que le nouvel acquéreur, locataire, sous-locataire devra avoir préalablement pris connaissance des droits et des obligations résultant du présent cahier des charges de cession de terrain et qu'il s'engage à en respecter les termes.

En outre, l'acquéreur ou tout nouvel acquéreur, locataire, sous locataire qui entend modifier les termes du cahier des charges de cession de terrain et notamment modifier l'affectation, la consistance du terrain, devra solliciter une convention de mise en œuvre ou d'association conformément à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme auprès de l'aménageur.

Elle pourra préciser, actualiser, restreindre les dispositions prévues au cahier des charges initial.

Elle constatera l'adhésion de l'acquéreur, locataire, sous locataire d'un terrain dans le périmètre de la ZAC.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par l'épad Ouest Provence à la Mairie d'Istres, représentée par Monsieur François BERNARDINI, en sa qualité de Maire, Hôtel de Ville, 1 Esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres, ci-après désigné "l'acquéreur".

2) Désignation des terrains

La parcelle cédée figure au cadastre sous la section K n°1534 pour une contenance de 60a15ca formant le lot 102 de la ZAC du Tubé Retortier (secteur Nord).

Cette parcelle est située en secteur UEtub au Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Istres.

Un plan de bornage demeurera annexé aux présentes.

Le vendeur remettra à l'acquéreur tous documents, plans ou fichiers informatiques, relatifs à ce bornage.

3) Conditions de Cession

L'utilisation du terrain cédé doit être conforme aux dispositions du PLU d'Istres et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

4) Utilisation des terrains

Le terrain, objet des présentes, est mitoyen du lot 61, déjà propriété de la commune d'Istres et est destiné à accueillir les Services Techniques Municipaux.

Ce terrain doit permettre la création d'un bassin de rétention, d'un parc de stationnement d'environ 250 places réservées aux employés.

Ce terrain est cédé avec une surface de plancher maximale de 3 007,50 m².

La surface de plancher autorisée sur ce lot pourra, par convention de mise en oeuvre à établir avec l'aménageur, être transférée sur le lot 61.

Le logement de fonction n'est pas autorisé.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPAD OUEST PROVENCE ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de l'épad Ouest Provence*

L'épad Ouest Provence s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement du terrain cédé.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

2.1. Présenter son projet à l'épad Ouest Provence avant dépôt de l'autorisation d'urbanisme.

2.2. Transmettre à l'épad Ouest Provence, une copie de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et ce au plus tard 4 semaines après le début effectif des travaux.

2.3. Dès la fin des travaux, déclarer leur achèvement et leur conformité. Une copie de la déclaration attestant l'achèvement des travaux (DAACT) devra être transmise à l'épad ou toute personne morale qui s'y substituerait.

L'acquéreur a la possibilité de réaliser son programme par tranches. Il devra en informer et identifier clairement ce phasage dans son dossier de demande de permis de construire.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les recours contentieux sur les autorisations de construire constituent un cas de prorogation de l'avant-contrat.

4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

Sans objet

5) *Mise à disposition du terrain*

La mise à disposition du terrain interviendra avant la signature de l'acte authentique de vente. Elle ne pourra faire obstacle à la mission de l'épad concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés ou loués

Sans objet

7) Nullité

Sans objet

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Sans objet

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) Dispositions générales

L'autorisation d'urbanisme devra se conformer aux règles énoncées dans le PLU d'Istres ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

L'acquéreur fera son affaire du levé topographique détaillé du terrain concerné, à fournir dans le cadre de la demande de permis de construire en fonction des nécessités du terrain et du projet de construction.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Les aires extérieures (de stockage et de présentation de matériels) devront respecter un recul minimum de 3 mètres de la limite de propriété recevant un traitement paysager adapté.

3) Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; et devra être conforme au PLU d'Istres, quant à leur aspect.

4) Enseignes - Panonceaux

De manière générale, les enseignes, logos et inscriptions devront être intégrés dans la façade du bâti.

Il sera apporté un soin particulier à la mise en place des enseignes. Celles-ci seront harmonisées avec l'architecture du bâtiment au niveau de leur localisation, de leur taille et de leur couleur. En aucun cas, elles ne pourront dépasser l'acrotère des bâtiments.

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. L'épad ouest provence va réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder ses installations au droit de la propriété (eaux usées, eaux pluviales, eau potable, génie civil du réseau télécom et raccordement électrique inférieur à un « Tarif Vert »). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec l'épad Ouest Provence et aux frais de l'acquéreur.

Le raccordement au réseau électrique, jusqu'à un coffret à installer en limite du lot cédé, sera pris en charge par l'épad Ouest Provence si les besoins de l'acquéreur sont compatibles avec un raccordement en basse tension (Tarifs bleu ou jaune). Le délai de raccordement sera précisé après que l'acquéreur aura informé l'épad Ouest Provence de ses besoins précis.

Dans le cas où les besoins de l'acquéreur nécessiteraient de recourir à un raccordement en « Tarif Vert » (pose d'un poste de transformation privatif), le raccordement du poste sur le réseau HTA sera réalisé directement par ERDF, à la charge de l'acquéreur.

6) Logement de fonction assurant le fonctionnement de l'activité

Aucun logement de fonction n'est autorisé sur le terrain cédé.

Cette disposition s'applique à tous les acquéreurs.

7) Espaces verts et plantations

Le projet de plantations et d'aménagement des espaces extérieurs sera joint à la demande d'autorisation de construire.

Les plantations des arbres de haute tige répondant aux obligations du PLU doivent être effectuées dans des conditions permettant leur bon développement. A cette fin, ils devront être éloignés d'au moins deux mètres par rapport aux limites séparatives et aux bâtiments, et l'espace de plantation (bande plantée ou fosse individuelle pour chaque arbre) devra offrir un volume de terre libre d'au moins 1,5 m x 1,5 m x 1,5 m pour favoriser le développement racinaire.

Dans le but de garantir un cadre de travail agréable, les espèces végétales choisies devront être adaptées aux spécificités du sol et du climat.

Des préconisations sur la palette végétale sont présentées dans le cahier des préconisations paysagères annexé.

Ces données sont indiquées afin d'assurer :

- l'implantation durable des espaces verts,

- l'adéquation des plantes avec les lieux, les usages de l'activité et le climat,
- la réduction maximale des coûts et contraintes d'entretien,
- la réduction maximale des apports en eau,
- l'intégration optimale du bâti dans son environnement immédiat et lointain,

Sont attendus :

- Le traitement des limites avec les axes viaires, piétonniers ainsi que les limites séparatives avec les autres lots par des plantations d'arbres et d'arbustes ou graminées, dans la mesure du possible telles que préconisées dans le cahier paysager annexé.
- La plantation sur bâche avec paillage naturel ou minéral afin de réduire les frais d'entretien et de gestion du futur espace végétalisé.
- Le choix d'une gamme végétale qui s'oriente vers des arbres en cépées ou tige, des essences adaptées au climat local, terrain sec, forte chaleur en été, hiver gélif, vents violents (mistral et tramontane).

Ces éléments permettront de créer un écrin de verdure particulièrement qualitatif et un cadre de travail plus agréable pour les salariés.

Par ailleurs, il est demandé d'indiquer dans la demande d'autorisation d'urbanisme les différentes natures de revêtements de sols extérieurs, notamment celles rendant imperméables ces surfaces.

8) *Rétention pluviale et rejet dans le réseau public*

La gestion de l'hydraulique pluviale fera l'objet, le cas échéant, d'une étude hydraulique. Les eaux pluviales de toiture pourront être récoltées et rejetées dans un/des bassin(s) d'infiltration situé sur l'emprise du lot. Les dispositions techniques retenues seront conformes au PLU ainsi qu'au schéma directeur d'assainissement pluvial de la Ville d'Istres, et devront apparaître dans la demande de permis de construire (volumes et techniques de rétention, débit de fuite, point(s) de raccordement). Le raccordement se fera sur le réseau de collecte des eaux pluviales existant sous le chemin de Capeau, au droit du lot. Si des bassins d'infiltration à ciel ouvert sont prévus, ils devront être obligatoirement paysagés. Les dispositifs paysagers (essences choisies, disposition, plantations, arrosage, mobilier) seront précisés dans la notice paysagère de la demande d'autorisation de construire.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assurée par la collectivité.

2) Déchets ménagers

Les ordures ménagères seront collectées par la collectivité, à l'intérieur du lot. Aucun dispositif de stockage des déchets ménagers ne pourra être admis en dehors de ce dernier.

3) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien pendant la phase chantier.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.

4) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce que la gêne occasionnée au voisinage soit limitée. Des dispositions de réduction des nuisances devront être adoptées par les entreprises tout au long du chantier.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte du maître d'ouvrage eux-mêmes, et dûment constatés par l'épad, des poursuites pourront être engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

5) Subrogation

Les dispositions contenues dans le titre III et IV du présent cahier des charges de cession de terrain font loi entre l'épad et chaque constructeur qu'entre les différents autres acquéreurs.

L'épad subroge, en tant que de besoin, chaque acquéreur dans tous ses droits et actions, de façon que tout acquéreur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

V – PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DES CAPTAGES DE LA BA 125

- **Captage de la Base Aérienne 125**

La parcelle est située dans le périmètre de protection rapprochée, des captages de la Base Aérienne 125 (secteur public), elle est répertoriée à l'arrêté préfectoral n° 2014142-0020 du 22 mai 2014 (cf. annexe arrêté préfectoral L'arrêté préfectoral est dûment joint.

- **Captage de la Caspienne**

La parcelle est située, en partie, dans le périmètre de protection rapprochée, des captages de la Caspienne, cf. annexe de l'arrêté préfectoral du 1 juillet 2003.

VI - ANNEXES

- Plan de vente, plan de bornage.
- Cahier des préconisations paysagères (palettes végétales et recommandations).
- Arrêté préfectoral du 1 juillet 2003.
- Arrêté préfectoral du 22 mai 2014.

commune d' Istres

ZI du Tubé NORD

PLAN DE VENTE PLAN DE BORNAGE

NUMERO DU LOT : 102
SECTION CADASTR. : K
N° CADASTR. : 1534
SUPERFICIE DU LOT : 6.015m²



Dressé par SARL Cabinet MICHELETTI
Géomètres-experts D.P.L.G.
22, Bd de Vauranne - 13800 ISTRES
TELEPHONE : 42 55 00 83
TELECOPIE : 42 56 92 37
e.mail : jc.micheletti@wanadoo.fr

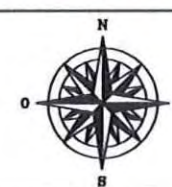
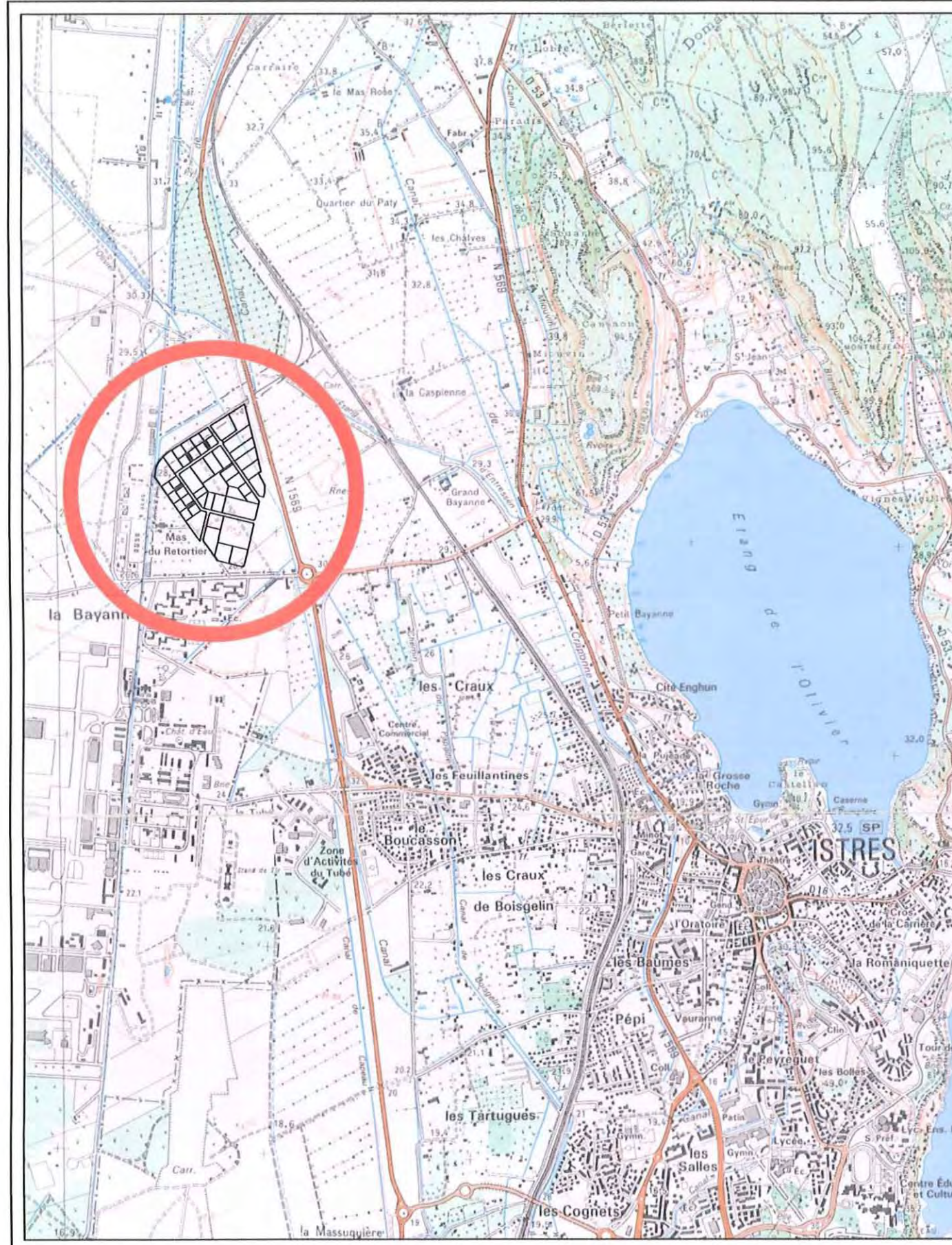


REFERENCE DOSSIER
REFERENCE FICHIER

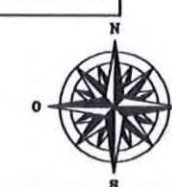
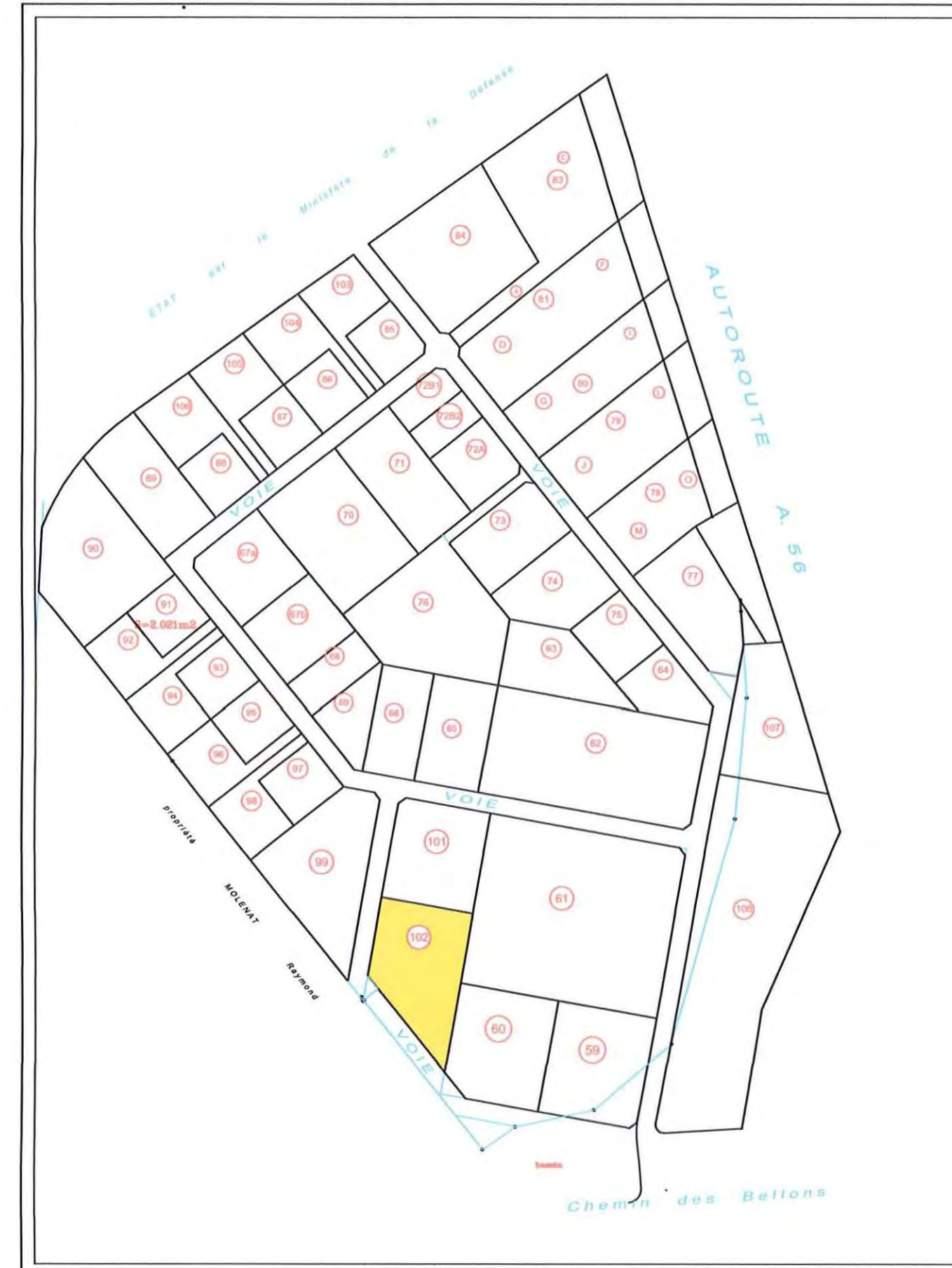
8488
8488

dessiné le : 20 JUN 2017
par : C. B.

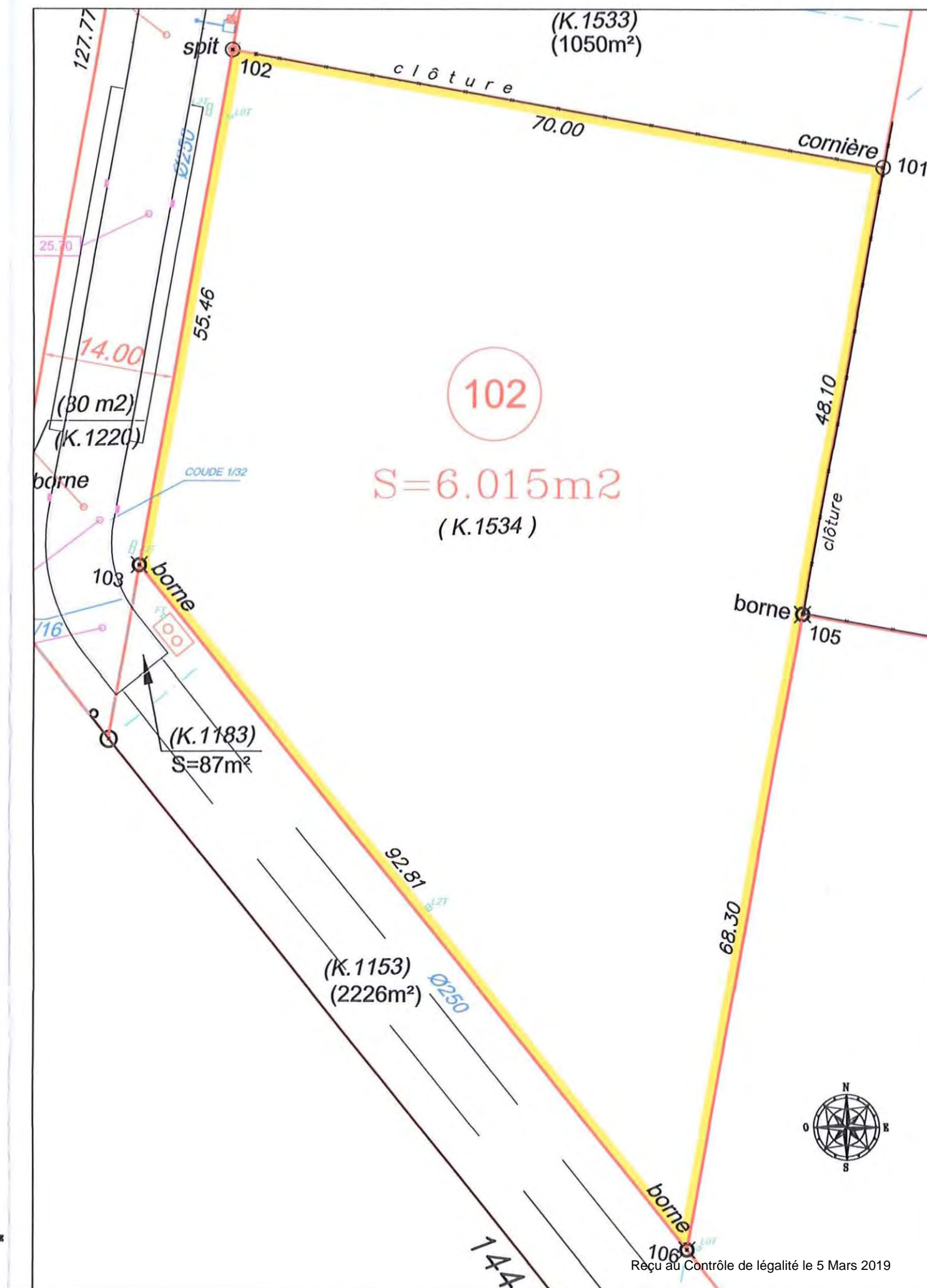
PLAN DE SITUATION ECHELLE : 1/25000e



PLAN D'ENSEMBLE ECHELLE : 1/4000e



PLAN DE MASSE ECHELLE : 1/500e





Commune d'Istres ZAC DU TUBE

(ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN DU LOT 102)

CAHIER DES PRECONISATIONS PAYSAGERES

PALETTES VEGETALES ET RECOMMANDATIONS

CONSEILS POUR LA PLANTATION

Tuteurs et plantations

Les arbres seront tuteurés, avec des tripodes pour les arbres de taille 16/18 ou plus, avec des bipodes pour les autres tailles d'arbres.

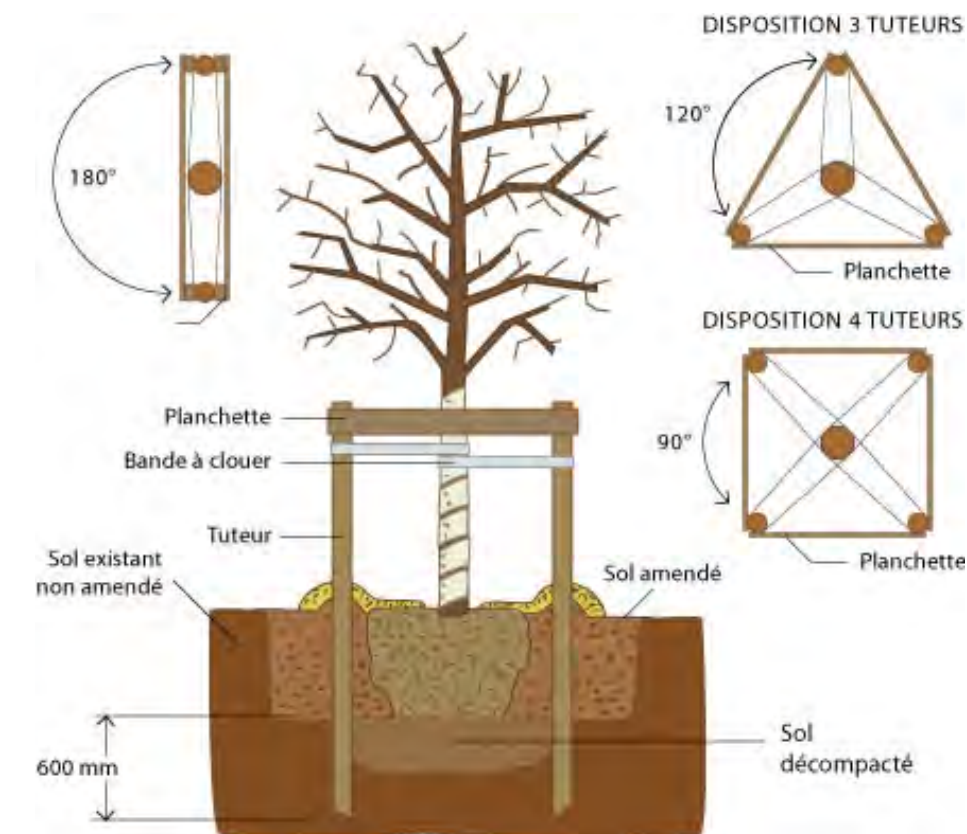


Schéma de principe du tuteurage des arbres / Référence pépinière Thuilleaux

Paillage

Toutes les plantations (arbres, arbustes, haies, massifs, graminée, couvre-sol) seront pourvues au moment de la plantation, à leur pied, d'un paillage en écorce de bois (non issus de résineux) d'une épaisseur minimum de 20cm. Sous ce paillage une toile non tissée en fibre végétale (de type toile de paillage biodégradable de fibre de coco ou chanvre) sera installée avant plantation. Cette mesure permet de minimiser l'entretien en réduisant les arrosages et en empêchant les mauvaises herbes de pousser.

Photos de références (photo gauche biogreen toile de paillage et photo de droite branchage broyé de type BRF) :



Alternative de paillages avec d'autres matériaux :

Il est possible d'envisager d'autres types de paillages aux pieds des arbres et massifs plantés : pierres concassées, galets ou autre minéral.

Il faut cependant **penser à positionner un geotextile non tissé anti-contaminant sous le ou les matériaux mis en place** afin de limiter au maximum la pousse des mauvaises herbes et donc l'entretien des espaces plantés.

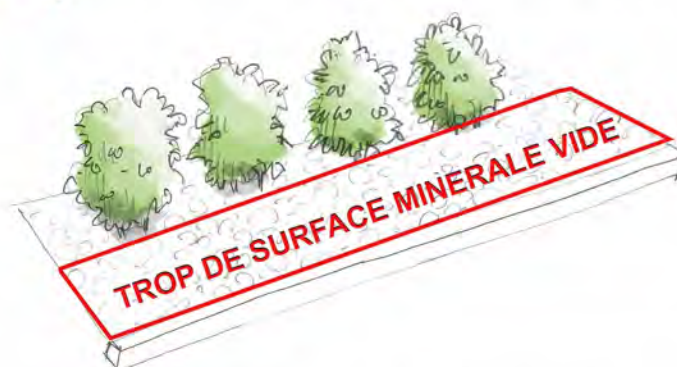
Les diamètres choisis pourront être variables selon la situation et le choix du rendu esthétique.

En aucun cas le paillage minéral se substituera à l'emprise des espaces verts, il n'aura qu'un rôle protecteur et décoratif et **devra obligatoirement être complété par des plantations afin de créer à terme un espace vert paysager durable et fonctionnel.**

Principes de mise en œuvre décrit ci-dessous :



PRINCIPE DE PLANTATION NON CONFORME

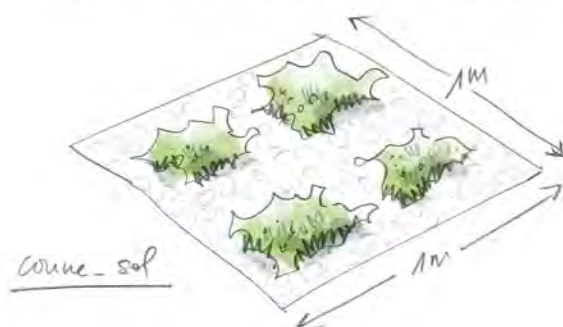


PRINCIPE DE PLANTATION CONFORME

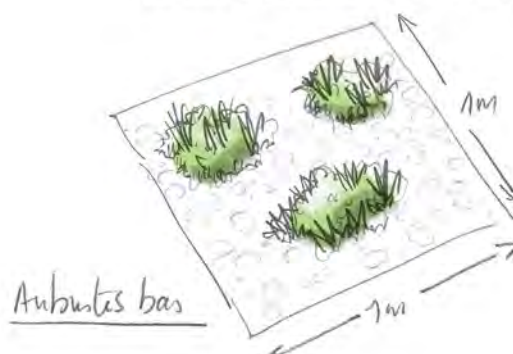


Préconisations pour les densités de plantations :

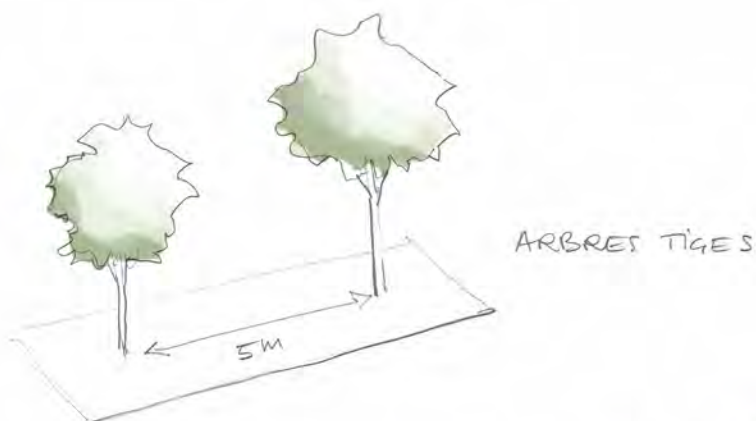
Couvre-sol en alternative au gazon: 4 à 6 godets /m²



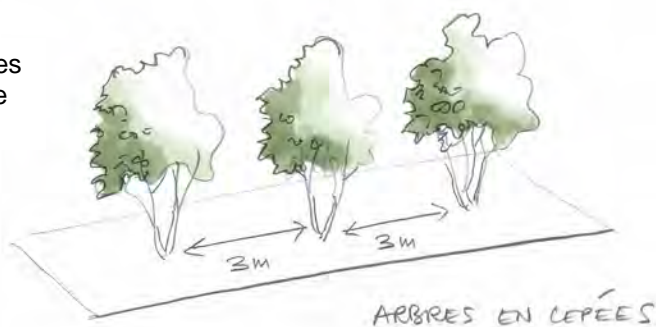
Arbustes ou graminées: 3 à 4 godets /m²



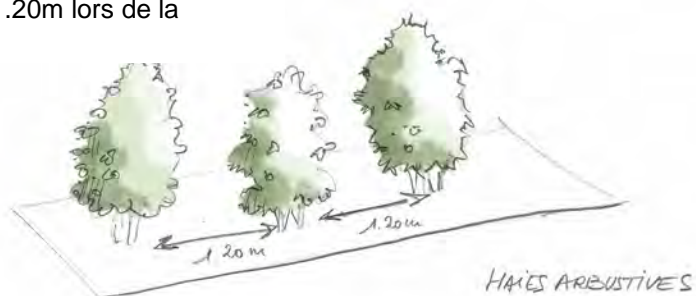
Arbres tiges : espacer les sujets entre eux de 5m lors de la plantation



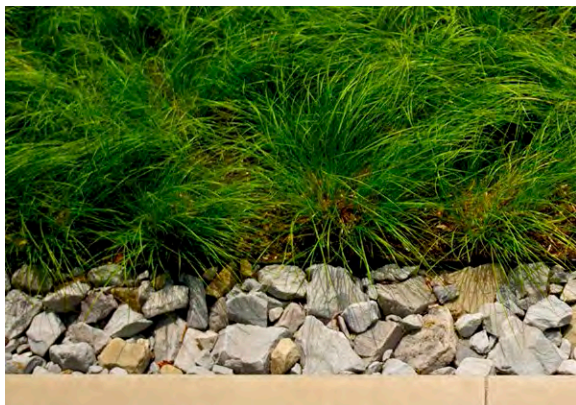
Arbres en cépées : espacer les sujets entre eux de 3m lors de la plantation



Arbustes de haie : espacer les sujets entre eux de 1m à 1.20m lors de la plantation



Photos de références présentant divers types de paillages composés de plantations:



Grave concassée et graminées



Graminées sur paillage en galets



Plantes méditerranéennes répaties sur l'ensemble du paillage minéral en grave concassée.

Entretien

Une gestion différenciée est conseillée pour l'entretien des espaces verts.

Ce mode de gestion consiste à pratiquer un entretien adapté des espaces verts selon leurs caractéristiques et leurs usages. Il s'agit de faire le bon entretien au bon endroit.

Par exemple, les bandes enherbées bénéficieront d'une fauche tardive au lieu d'une tonte régulière afin de favoriser la biodiversité (2 fauches : 1 avant le 1er mai si besoin et 1 fauche tardive après le 1er septembre). Les bandes enherbées pourront également être remplacées par des prairies fleuries, qui demandent très peu d'entretien et embellissent les espaces verts.

La taille des arbres et arbustes se fera à la fin de l'hiver, ce qui permet de conserver le plus longtemps possible les baies des arbustes. La taille sera réalisée avant la nidification des oiseaux. La taille d'hiver sera réalisée pendant la période de dormance de l'arbre et en dehors des périodes de gel. Les produits phytosanitaires (herbicides, pesticides) sont proscrits.

Le désherbage sera mécanique ou thermique. Si des engrais doivent être utilisés, ils seront de nature organique et non chimique.

La mise en place d'un système d'arrosage automatique est obligatoire afin d'assurer l'implantation durable des essences. Une programmation adéquate des horaires et fréquences d'arrosages est préconisée et générera des économies au futur acquéreur.

Le choix des essences à mettre en place (gazons, arbres, arbustes, graminées, vivaces) s'orientera vers des végétaux adaptés au lieu : risque de sécheresse, fort ensoleillement, vents violents, gels. Les arbres et plants morts seront remplacés.

COMPOSITION D'UNE HAIE CHAMPETRE

Une haie champêtre est composée de plusieurs espèces de végétaux d'essences indigènes adaptées au terrain, au climat et donc plus résistantes aux attaques parasitaires.

Elles sont plus faciles d'entretien et offrent de nombreux avantages :

- Embellissement du cadre de vie et de travail.
- Maîtrise du ruissellement pluvial et conservation des sols : favorise l'infiltration de l'eau grâce aux racines, et l'évapotranspiration grâce à leur feuillage, les haies contribuent à diminuer et freiner les ruissellements.
- Brise-vent : les haies protègent contre les bourrasques (bâtiments, aires de stockage & stationnements,...).
- Confinement des pollutions : les haies captent et contribuent à dégrader les polluants véhiculés par les eaux de ruissellement.

Elles forment des "corridors écologiques" permettant les déplacements des espèces et le brassage génétique des populations. Les haies champêtres sont le refuge d'une multitude d'animaux. Elles jouent un rôle important dans la nidification des oiseaux.

Pour qu'une haie soit efficace en termes esthétiques et écologiques, elle doit satisfaire à certains critères :

- haie diversifiée (l'idéal : une quinzaine d'espèces) avec une base d'essences autochtones (adaptées au sol et au climat) pour permettre une intégration dans l'écosystème environnant,
- largeur suffisante (si possible plus de 3 mètres),
- densité élevée (1 arbuste/mètre linéaire),
- base garnie de plantes herbacées,
- connexion avec d'autres sources de biodiversité : autre haie, bois, bosquet, zone humide, friche,...
- entretien adapté : pas de désherbage au pied d'une haie développée, maîtrise des essences envahissantes au moyen de la taille,
- planter de manière aléatoire ou par îlot d'une même espèce, plutôt qu'en alternant régulièrement les espèces,
- laisser se développer les drageons et les semis naturels de la haie.

Exemple de composition d'une haie avec des espèces choisies dans la palette végétale :

- Amélanchier (*Amelanchier ovalis*)
- Aubépine blanche (*Crataegus laevigata*)
- Charme commun (*Carpinus betulus*)
- Chêne pédonculé (*Quercus robur*)
- Eglantier (*Rosa canina*)
- Epine noire (*Prunus spinosa*)
- Erable champêtre (*Acer campestre*)
- Frêne commun (*Fraxinus excelsior*)
- Merisier (*Prunus avium*)
- Sureau noir (*Sambucus nigra*)
- Troëne (*Ligustrum*)

- Viorne cotonneuse (*Viburnum lantana*)

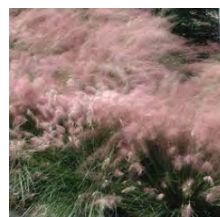
Alternative possible:

Exemple d'une autre palette végétale envisageable avec espèces méditerranéennes :

- *Nerium oleander*
- *Punica granatum*
- *Abelia grandiflora*
- *Laurus Nobilis*
- *Acca sellowiana*
- *Pistacia lentiscus*
- *Phillyrea angustifolia*
- *Viburnum tinus*
- *Phlomis* (taille moyenne)
- *Perovskia atriplicifolia* (taille moyenne)

COMPOSITION DE GRAMINEES RUSTIQUES

- *Stipa tenuissima*
- *Stipa calamagrostis*
- *Stipa tenacissima*
- *Miscanthus sinensis 'Gracillimus'*
- *Carex halleriana*
- *Pennisetum orientale*
- *Festuca valesiaca 'Glaucantha'*
- *Chionochloa rubra*



COMPOSITION D'ARBUSTES BAS MEDITERRANEENS :

- *Romasrinus officinalis*
- *Rosmarinus officinalis 'Boule'*
- *Rosmarinus officinalis 'Miss Jessop's Upright'*
- *Salvia officinalis 'Berggarten'*
- *Salvia 'Montagne de l'Hortus'*
- *Lavandula angustifolia*
- *Salvia officinalis 'Nazareth'*
- *Cistus monspeliensis*
- *Cistus x argenteus 'Blushing Peggy Sammons'*
- *Cistus x florentinus*
- *Cistus x pulverulentus*

COMPOSITION DE PLANTES GRIMPANTES

Un mélange de végétaux caducs ou persistants est possible et sera installé sur des parterres ou le long de clôtures en limite de parcelles.

Exemple des essences possibles :

- Rosier de Banks
- Bignone

- Lierre
- Chèvrefeuille
- Jasmin étoilé

COMPOSITION DE PLANTES TAPISSANTES DE TYPE COUVRE-SOL EN ALTERNATIVE AU GAZON RUSTIQUE

- *Zoysia japonica*
- *Thymus serpyllum*
- *Thymus hirsutus*
- *Sedum album* var. *murale*
- *Sedum gypsicola*
- *Sedum kamtschaticum* var. *floriferum* 'Weihenstephaner Gold'
- *Sedum album* var. *murale*
- *Trifolium fragiferum*
- *Armeria maritime*
- *Hieracium pilosella*
- *Matricaria tchihatchewii*
- *Frankenien laevis*
- *Phyla nodiflora* var. *canescens*
- *Potentilla verna*

COMPOSITION DES PLANTATIONS D'ARBRES

Il est recommandé pour l'ensemble des sujets, qu'ils soient sélectionnés pour leurs caractères rustiques afin de limiter au maximum les contraintes de tailles et d'entretien.

Exemple d'espèces d'arbres préconisées :

- *Carpinus betulus* 'Fastigiata' Charme fastigié,
- *Cercis siliquastrum* (arbre de Judée)
- *Mespilus germanica* (néflier)
- *Celtis australis* (Micocoulier ombrage aucun entretien)
- *Amelanchier alnifolia* 'Obelisk' (1)
- *Acer campestre* 'Baronne' (2) érable champêtre
- *Koelreuteria paniculata* 'Fastigiata' Savonnier (3)
- *Quercus robur* 'Fastigiata' Chêne pédonculé (4)
- *Acer monspessulanum* érable de Montpellier
- *Ginkgo biloba* 'Fastigiata' (5)
- *Acer campestre* en cépée relevée (6) érable champêtre
- *Populus pyramidalis* Peuplier blanc pyramidal,
- *Pyrus calleryana* Poirier à fleurs blanches
- *Prunus amygdalus* amandier
- *Gleditsia triacanthos* 'Sunburst' févier d'Amérique sans épines (7)
- *Prunus lusitanica* en cépée relevée (8)
- *Sorbus hybrida pyramidalis* sorbier
- *Crataegus monogyna* 'Stricta', aubéprine
- *Quercus 'Columna'* chêne colonaire
- *Ostrya carpinifolia*, charme houblon
- *Cupressus sempervirens* 'Stricta' ou 'Totem', cyprès de provence.

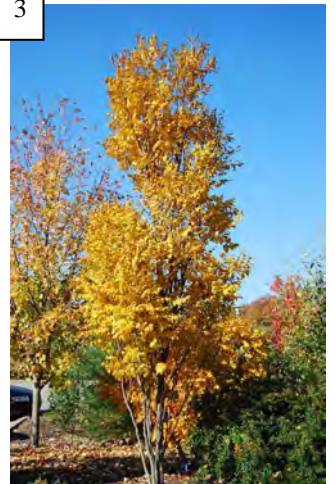
1



2



3



4



5



6



7



8



DELIMITATIONS DES ESPACES PLANTES :

Afin d'assurer l'installation des essences mises en place au sein de chaque massif.

Il est préconisé d'installer un système de délimitation physique qui limitera l'intrusion au sein même des espaces plantés.

Plusieurs solutions sont possible :

- Bordures
- Poutre bois
- Ganivelles
- Piquets bois perforés et câble métallique en acier
- garde-corps de mis hauteur
- Voliges

Voir photos de références ci-dessous :



Séparation physique des espaces verts à l'aide de ganivelles ou piquets bois perforés+ câble métal.

TRAITEMENT DES ESPACES PLANTES EN NOUES PAYSAGERES :

Les espaces plantés que ce soit le long des parkings ou sur des surfaces plus importantes de type plates-bandes ou espaces verts peuvent être nivelés pour accueillir des eaux de pluies et de ruissellement. Attention à prévoir dans l'aménagement les règles précisées dans le PLU concernant la gestion des eaux sur le lot concerné.

Ces aménagements peuvent devenir de vrais espaces paysagers associant intérêts techniques, esthétique et de biodiversité.

Quelques photos ci-dessous pour illustrer les propositions mentionnées:

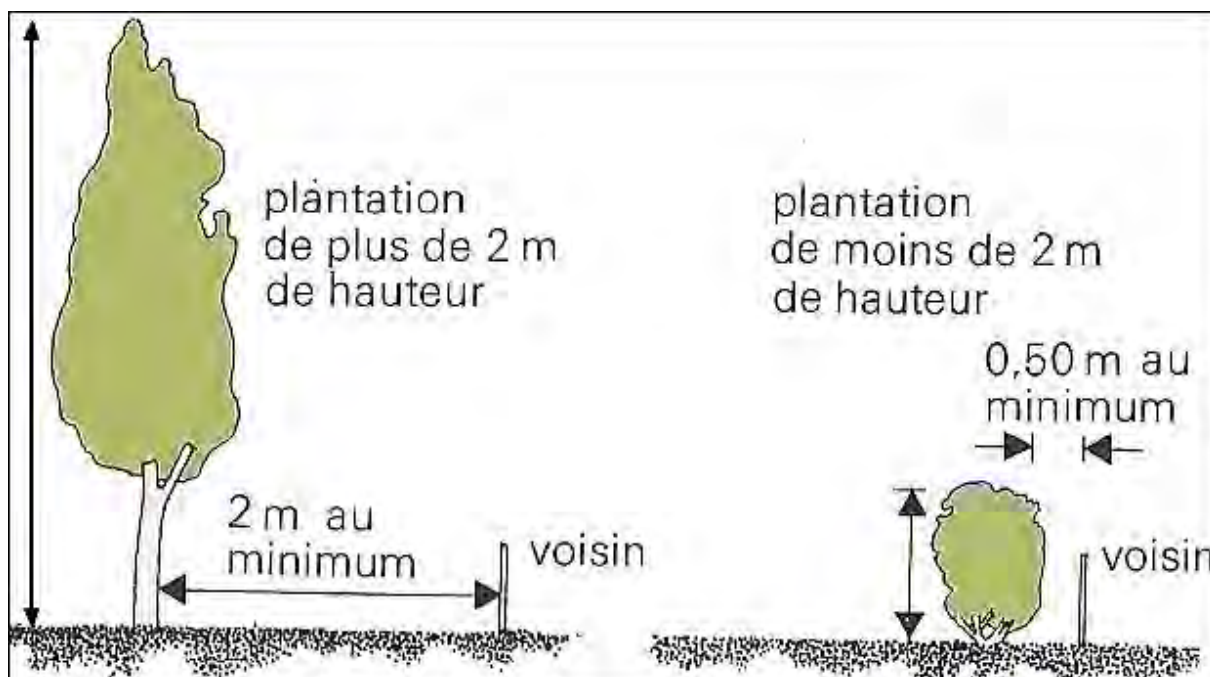


LES HAIES ET LA LOI

En France, les plantations de voisinage sont soumises à une réglementation définie par le code civil :

D'après l'article 671 du code civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

D'après l'article 672 du code civil : « Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. Si les arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales. »





PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme HERBAUT
☎ : 04.91.15.61.60.
N° 2003-126/20-1997-EA

ARRETE

autorisant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre à prélever les eaux destinées à l'alimentation en eau potable et déterminant les périmètres de protection du captage de la Caspienne

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES - DU- RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le Code de l'Environnement, Livre II, Titre Ier, Chapitre Ier à VII et notamment l'article L.215-13 du Code de l'Environnement sur la dérivation des eaux,

VU l'article L.321-2 du Code de la Santé Publique instituant des périmètres de protection autour des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines,

VU le décret n°89-3 du 03/01/89 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n°90-330 du 10/04/90, par le décret n°91-257 du 07/03/91 et par le décret n°95-363 du 05/04/95,

VU le décret n°93-742 du 29/03/93 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement,

VU le décret n°93-743 du 29/03/93 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement,

VU le décret n°2001-1220 du 20/12/01 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU la demande d'autorisation présentée par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre en vue d'être autorisé à utiliser, pour la consommation humaine, l'eau prélevée dans le milieu naturel à partir de l'exploitation du captage de la CASPIENNE,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 2/05/00 au 18/05/00 inclus sur la commune d'ISTRES,

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Istres en date du 22/06/00,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches-du-Rhône en date du 30/06/00,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement des Bouches-du-Rhône en date du 05/07/00,

VU les avis du Sous-Préfet d'Istres en date des 18/04/00, 20/02/01 et 29/04/03,

VU les avis des Hydrogéologues agréés, M COLOMB du 14 mai 1994 et M ROUSSET du 31 juillet 2001,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus en Préfecture le 11/01/01,

VU le rapport et l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture des Bouches-du-Rhône chargé de la Police des Eaux en date du 28 mars 2003,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène consulté le 15 mai 2003,

CONSIDERANT la nécessité de protéger la ressource en eau destinée à la production d'eau potable,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

TITRE 1 - Objet de l'autorisation

ARTICLE I :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre est autorisé à prélever les eaux souterraines par forages de la Caspienne dans la nappe de CRAU, au nord-est de la commune d'Istres.

Les travaux de prélèvement d'eau sont déclarés d'utilité publique.

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée du forage sont définis ci-après.

ARTICLE II :

Le débit maximum de prélèvement est de 1200 m³/h.

La rubrique concernée par l'activité est 1.1.0 :

"Installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau, d'un débit total :

1° Supérieur ou égal à 80 m³/h.....A"

TITRE 2 - Prescriptions techniques

ARTICLE III : Prescriptions techniques

Les installations de prélèvement sont composées :

- Deux puits F1 et F2 : tubes acier de diamètre 360 mm, profondeur 26 m, crépines entre 12 et 25,50 m de profondeur, équipés chacun d'une pompe de 400 m³/h fonctionnant alternativement ;
- D'un puits F5 : diamètre de 3 m à cuvelage bétonné de 20 à 22 m avec 4 drains de 20 m de longueur et diamètre 300 mm chacun, équipé de deux pompes de débit nominal de 400 m³ /h.

Les groupes refoulent sur un collecteur de diamètre 500 mm jusqu'aux réservoirs de Miouvin.

Le traitement de l'eau est assuré par une stérilisation au chlore gazeux.

ARTICLE IV : Moyens de mesure

L'installation doit être pourvue de moyens de mesures au niveau de la sortie du captage.

L'exploitant est tenu, outre d'assurer la pose et le fonctionnement, de conserver cinq ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition du Préfet et de ses services.

ARTICLE V : Contrôle et surveillance

Les eaux distribuées devront répondre aux exigences de qualité du décret n°2001-1220 du 20/12/01.

Le contrôle de leur qualité ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la DDASS selon les dispositions du même décret, annexe II.

TITRE 3 : Périmètres de protection

ARTICLE VI: Prescriptions générales

Conformément à l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001, des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et de l'état parcellaires joints au présent arrêté. Ils sont matérialisés sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux, le périmètre de protection immédiat étant clos.

ARTICLE VII : Interdictions liées à la protection du forage

7.1 / A l'intérieur du périmètre de protection immédiate sont interdites:

- Toutes activités autres que celles nécessitées par son entretien ou liées au service des eaux.

7.2 / A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdites :

- la réalisation de forage ou de puits, autres que ceux destinés aux collectivités territoriales ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières;
- les dépôts de déchets de toute nature ou de produits et de matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux;
- l'installation de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquide ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;
- les stockages de matières radioactives et dépôts conduisant à des rejets de substances radioactives dans la nappe phréatique.

7.3 / A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

- sans objet.

ARTICLE VIII : Réglementations liées à la protection du forage :

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, sont réglementés :

- tout projet d'aménagement du sol sera soumis, avant autorisation du maire, à la DDASS.

ARTICLE IX : Travaux de protection

Conformément aux préconisations de l'hydrogéologue agréé, les travaux suivants de mise en conformité devront être mis en œuvre par les maîtres d'ouvrage concernés en relation avec le SAN :

1. Le dépôt sauvage situé à 250 m du captage et en bordure du Canal d'Entressen doit être supprimé et les accès interdits.
2. Le dispositif de collecte, de traitement et de stockage des eaux pluviales de la voie rapide A 56 sera étanché, sur toute la traversée du périmètre de protection rapprochée, par la mise en place de muret GBA, de caniveaux bétons débouchant sur un ouvrage de dépollution dont le rejet devra s'effectuer hors du cône d'appel du champ captant.

Sans que cela l'exonère de ses obligations en matière de protection du captage, le SAN prendra toutes les dispositions et tous les contacts nécessaires pour assurer leur réalisation effective.

Il rendra compte régulièrement au Préfet, au moins tous les six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, des actions qu'il aura entreprises dans ce sens.

ARTICLE X : Délais

Les installations, travaux et activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations des articles VII, VIII et IX dans un délai maximum de deux ans, à l'exception des ouvrages pluviaux de la A56, qui seront reportés au-delà de cette échéance.

A défaut d'une prise en compte planifiée dans le cadre d'un réaménagement de la voie (mise à 2 X 2 voies) de la liaison Fos-Salon, ceux-ci devront alors être réalisés dans un délai maximum de cinq ans, après la mise en œuvre d'une solution alternative conformément à l'article XIII ci-après.

ARTICLE XI : Mise en œuvre de la réglementation liée à la protection du forage

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des Bouches-du-Rhône, en précisant les caractéristiques de

son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer à ces risques.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées rejetées les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE XII : Publicité foncière

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE 4 : Dispositions générales

ARTICLE XIII : Ressource de secours

Afin de garantir la sécurité de l'alimentation en eau potable des populations, la collectivité est tenue de mettre en place une solution de secours facilement mobilisable en faisant appel à une ressource équivalente en quantité et en qualité.

Toutes dispositions utiles : étude de faisabilité, recherche de financements et travaux, devront être prises pour que le secours soit en place dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux ans.

Un planning des opérations devra être transmis dans le mois à compter de la parution du présent arrêté à la Mission Inter-Services de l'Eau.

ARTICLE XIV : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE XV : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable conformément à l'article L.214-4 du Code de l'Environnement.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution, le partage et la protection des eaux. Il doit prendre toutes précautions pour la sauvegarde ou la protection des eaux de surface.

En cas de non respect des prescriptions techniques énumérées aux articles précédents, l'administration conserve la faculté de retirer ou de modifier la présente autorisation dans les cas prévus à l'article L.214-4 du Code de l'Environnement.

ARTICLE XVI : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans.

ARTICLE XVII - Modification de l'autorisation

Toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier d'enquête devra être portée à la connaissance du Préfet qui prescrira la suite à donner conformément à l'article 15 du décret n° 93.742 du 29 mars 1993.

ARTICLE XVIII - Infractions

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.216-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE XIX - Publication

- En application de l'article 16 du décret n° 93.742 du 29 mars 1993, les mesures de publicité suivantes seront effectuées en vue de l'information des tiers :
- le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture,
- un extrait sera affiché à la Mairie d'ISTRES pendant une durée minimum d'un mois.
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

ARTICLE XX – Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire d'ISTRES,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des Bouches-du-Rhône,
- La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **1^{er} JUIL 2003**

POUR COPIE CONFORME
par délégation
l'Adjoint au Chef de Bureau



Christine HERBAUT



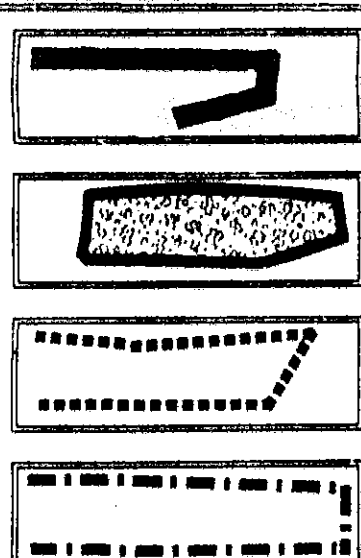
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Emmanuel BERTHIER

DEMANDE D'AUTORISATION DE
PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA
CONSOMMATION HUMAINE
ET
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
DES PERIMETRES DE PROTECTION
CHAPITRE 6

S.A.N. Ville Nouvelle de FOS



LEGEND

Perimètre de Protection Éloignée

Périmètre de Protection Rapprochée

«Périmètre de Protection Immédiate»

Cône d'Appel

PIENNE

Journal of

2 jours

SINCE C E

Isochrome Supérieur à 5 jours

SECTION

F E U I L L E

 z_0

L'AUDIODROME DE MIRAMAS

u. Cattedrale del Sacro Spirito 5 Marzo 2010

PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

Arrêté n °2014142-0020

signé par
Pour le Préfet, le Secrétaire Général Adjoint

le 22 Mai 2014

Le préfet des Bouches- du- Rhône
Secrétariat Général - Direction des Collectivités Locales , de l'Utilité Publique et de
l'Environnement
Bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 mai 2014
portant Déclaration d'Utilité Publique et
définition des périmètres de protection des
captages de la Base Aérienne 125 située sur la
commune d'ISTRES au titre des articles
L.1321-2 et suivants du code de la santé
publique



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

Marseille, le **22 MAI 2014**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Mme HERBAUT
Tél. : 04. 84.35.42.65.
N° 47-2012- CS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant

**Déclaration d'Utilité Publique et définition des périmètres de protection
des captages de la Base Aérienne 125 située sur la commune d'ISTRES
au titre des articles L.1321-2 et suivants du code de la santé publique**

**Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 et suivants et R.11-3 et suivants,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

VU l'arrêté ministériel du 16 mars 2012 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine sur les sites relevant du ministre de la défense,

VU l'avis de l'Hydrogéologue agréé émis le 10 octobre 2006 complété le 24 janvier 2012,

VU la demande présentée le 26 avril 2012 par le commandant de la Base Aérienne 125 d'Istres, au titre du code de la santé publique, en vue de la déclaration d'utilité publique, pour la zone relevant du secteur public, des périmètres de protection des captages en eau potable desservant la base aérienne située sur la commune d'Istres, réceptionnée en Préfecture le 30 avril 2012 et enregistrée sous le numéro 47-2012 CS,

VU le dossier annexé à la demande notamment l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, complété les 23 mai et 24 septembre 2013,

VU l'avis de recevabilité de la Délégation Territoriale des Bouches-du-Rhône de l'Agence Régionale de Santé PACA en date du 10 juillet 2013,

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique,

VU les dossiers d'enquête publique et parcellaire soumis à l'avis du public du 12 au 29 novembre 2013 inclus sur la commune d'ISTRES,

VU l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 5 novembre 2013,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur réceptionné en Préfecture le 27 décembre 2013,

VU le rapport de la Délégation Territoriale des Bouches-du-Rhône de l'Agence Régionale de Santé PACA en date du 26 mars 2014,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 21 mai 2014,

Considérant que l'établissement des périmètres de protection et les prescriptions techniques tels qu'ils sont prévus dans le présent arrêté sont de nature à réduire les risques de pollution accidentelle susceptibles d'affecter la qualité de la ressource en eau,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

TITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

ARTICLE I : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la base aérienne 125 située sur la commune d'Istres :

- La création d'un périmètre de protection rapprochée autour des captages et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de la qualité des eaux.

TITRE 2 : PÉRIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE II : Prescriptions générales

Conformément à l'article L.1321-2 du code de la santé publique, des périmètres de protection immédiate et rapprochée ont été définis par un hydrogéologue agréé autour des captages (forages F1 et F2).

Le périmètre de protection immédiate et une partie du périmètre de protection rapprochée sont inclus dans la base aérienne 125 d'Istres. Seule une partie du périmètre de protection rapprochée est située hors de l'enceinte militaire. C'est ce secteur qui est concerné par la présente déclaration d'utilité publique.

Ce périmètre de protection rapprochée (secteur civil) s'étend conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints au présent arrêté.

Tout incident se produisant à l'intérieur de ce périmètre de protection doit être immédiatement signalé aux services chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement.

ARTICLE III : Interdictions liées à la protection des captages

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits

- La création de puits ou forages (sauf après avis favorable d'un hydrogéologue agréé émis sur la base d'une étude d'impact préalable),
- La création de puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées ou pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières et de gravières,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers, des eaux usées d'origine industrielle, des boues de station d'épuration et des matières de vidange,
- Le camping, même sauvage et le stationnement des caravanes,
- L'installation de dépôts de déchets de toute nature ou de produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- Le stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux et de produits chimiques et d'eaux usées (à l'exception des activités annexes et de ceux destinés aux usages domestiques autorisés sur bacs de rétention ou avec parois doubles enveloppes),
- Toute activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques.

ARTICLE IV : Réglementations liées à la protection des captages

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementés

- L'ouverture d'excavations autres que les carrières supérieures à 1,50m (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- Le remblaiement des excavations existantes,
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé),
- Les nouvelles constructions souterraines ou superficielles même provisoires,
- Les dispositifs d'assainissement non collectifs avec infiltration dans le sol,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail comme activité annexe à l'élevage au niveau des sièges d'exploitation (aire bétonnée étanche équipée d'un bac de récupération),
- Les stockages de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures au niveau des sièges d'exploitation (sur aire bétonnée avec bac de récupération),
- L'épandage de fumier et d'engrais organiques, compost, terreau, engrais vert, l'utilisation d'engrais chimiques et de tous produits phytosanitaires destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures devra se faire en concertation avec la Chambre d'Agriculture,
- Le défrichement,
- Les plans d'eau, mares et étangs,
- La construction ou la modification des voies de communication (autorisation préfectorale après avis d'un hydrogéologue agréé).

ARTICLE V : Travaux de protection et opérations à effectuer

- Contrôle et mise aux normes des dispositifs d'assainissement non collectifs, puits et forages d'eau, stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux et de produits chimiques et des dépôts de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau dans le périmètre de protection rapprochée,
- Établissement d'un plan d'urgence en cas de pollution avérée, notamment à partir des voies de circulation (RN569 et voie ferrée Fos/Miramas).

TITRE 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE VI : Délais

Les installations, travaux et activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations des articles précédents dans un délai maximum de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE VII : Mise en œuvre de la réglementation liée à la protection du forage

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, en précisant les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer à ces risques.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées rejetées les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE VIII : Délais de recours et droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, dans un délai de deux mois pour toute personne ayant intérêt pour agir, à partir de l'affichage en mairie,
- en ce qui concerne les servitudes d'utilité publiques, dans un délai de deux mois par les propriétaires concernés, à partir de la notification.

ARTICLE IX : Modifications de la déclaration

Toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier d'enquête devra être portée à la connaissance du Préfet qui prescrira la suite à donner conformément aux dispositions du code de la Santé Publique.

ARTICLE X : Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en œuvre de ses dispositions,
- la notification sans délai d'un extrait aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Il sera affiché en mairie de la commune d'Istres pendant une durée minimum de deux mois et annexé dans les documents d'urbanisme de ladite commune conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme dans un délai de trois mois. L'inscription des servitudes aux services de publicité foncière reste facultative.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et mis à la disposition du public sur son site Internet.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

ARTICLE XI : Infractions

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions L.1324-1 et suivants du code de la santé publique, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

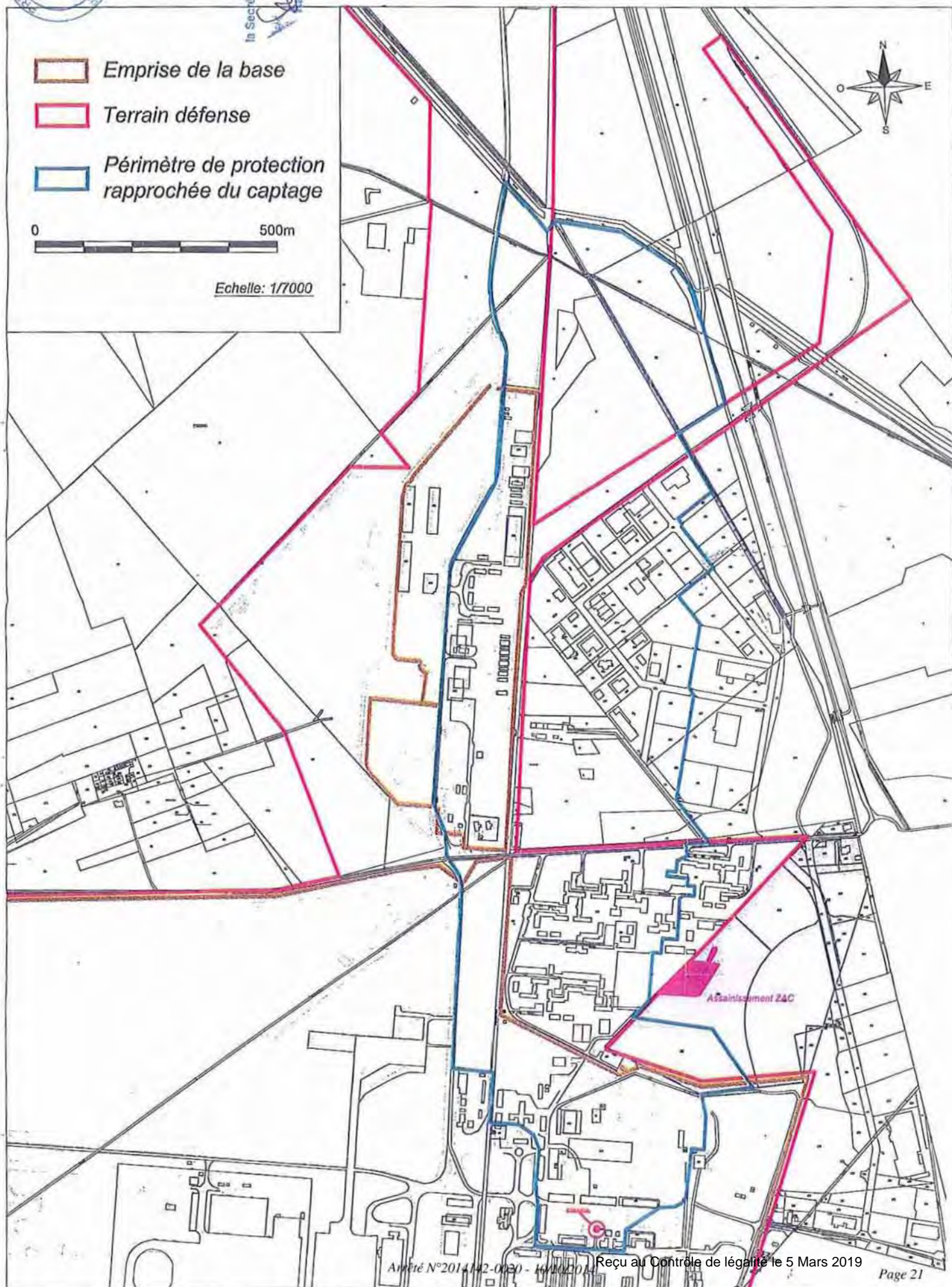
ARTICLE XII : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire d'ISTRES,
- Le Commandant de la Base Aérienne 125 d'ISTRES
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,

et toute autorité de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI



Parcelles situées dans le périmètre de protection rapprochée

| N° parcelle | SECTION | N° parcelle | SECTION | N° parcelle |
|-------------|---------|-------------|---------|-------------|
| 42 | OK | 1129 | OK | 1216 |
| 43 | OK | 1130 | OK | 1217 |
| 44 | OK | 1131 | OK | 1233 |
| 45 | OK | 1132 | OK | 1234 |
| 67 | OK | 1133 | OK | 1267 |
| 68 | OK | 1134 | OK | 1268 |
| 69 | OK | 1135 | OK | 1269 |
| 70 | OK | 1136 | OK | 1274 |
| 71 | OK | 1137 | OK | 1275 |
| 72 | OK | 1138 | OK | 1376 |
| 76 | OK | 1139 | OK | 1377 |
| 77 | OK | 1140 | OK | 1386 |
| 293 | OK | 1141 | OK | 1387 |
| 294 | OK | 1142 | | |
| 295 | OK | 1143 | | |
| 296 | OK | 1144 | | |
| 299 | OK | 1145 | | |
| 304 | OK | 1146 | | |
| 305 | OK | 1152 | | |
| 306 | OK | 1153 | | |
| 307 | OK | 1162 | | |
| 351 | OK | 1163 | | |
| 352 | OK | 1164 | | |
| 355 | OK | 1168 | | |
| 356 | OK | 1169 | | |
| 404 | OK | 1173 | | |
| 405 | OK | 1175 | | |
| 406 | OK | 1176 | | |
| 407 | OK | 1178 | | |
| 482 | OK | 1179 | | |
| 702 | OK | 1182 | | |
| 1113 | OK | 1183 | | |
| 1120 | OK | 1207 | | |
| 1121 | OK | 1208 | | |
| 1124 | OK | 1215 | | |



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 47-2012 CS
du 22 MAI 2014

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/069/CM

Prolongation de la fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, chemin de Foulon, 13140 Miramas, et exploité par la SARL Tiger's House

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/270/CM du 31 octobre 2018 portant délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/356/CM du 30 novembre 2018 portant fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, et exploité par la SARL Tiger's House.
- La convention d'occupation d'un équipement du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation d'un local à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas conclue le 17 avril 2018 au bénéfice de la SARL Tiger's House ;
- Le diagnostic structure bois du bureau d'études « Bois et Etudes Hulin » du 16 novembre 2018 ;
- Le diagnostic structure de maçonnerie du bureau d'études « Snapse Structure » du 23 novembre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un équipement à usage de restaurant situé sur le parc du golf de Miramas dont l'occupation a été confiée à la

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

SARL Tiger's House aux fins d'exploitation d'un restaurant-bar-brasserie, ouvert à tout public ainsi qu'aux usagers des structures publiques du golf et du centre équestre ;

- Qu'il ressort du diagnostic structure bois précité, l'impérieuse nécessité de conforter à très court terme les structures, charpentes et planchers bois ou de les remplacer et de démonter tous les plafonds afin de compléter l'étude ;
- Qu'il ressort en outre du diagnostic structure maçonnerie susvisé que la stabilité du bâtiment n'est pas assurée eu égard à l'absence de chaînage au niveau des planchers et de la toiture et de la localisation en zone sismique (Zone 3) de cet établissement accueillant du public ;
- Qu'eu égard aux risques encourus pour les personnes et l'intégrité du bien, la fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House a été prononcée par arrêté du 30 novembre 2018 pour trois mois ;
- Que conformément aux prescriptions du diagnostic structure bois, des investigations complémentaires sont en cours d'exécution dans les zones du bâtiment initialement inaccessibles du fait de l'activité du restaurant, afin d'obtenir un relevé exhaustif de l'état des structures ;
- Qu'il convient dès lors de prolonger la fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House.

ARRETE

Article 1 :

Est prolongée la fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House pour une durée de trois mois.

La durée de cette fermeture pourra être prolongée par arrêté ultérieur.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à la SARL Tiger's House, affiché à l'extérieur de l'établissement et au siège de la Mairie de Miramas. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE
AU CHOIX ET AVEC EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'adjoint technique principal de 2ème classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe au choix et avec examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal 2ème classe par voie au choix ou à l'examen professionnel

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------------|---------------|-----|--------------------------------|---------------------------------|-----------------|-----------------------|
| 1 | ABDOUL GALIL | MEHDI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 2 | BUGEIA | JOSEPHINE | CT2 | | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 3 | BUSSUTIL | NICOLAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 4 | SALIM | REMI | CT1 | DGA MOBILITE | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 5 | BENANI | YON-MIKEL | CT4 | | BATIMENT ET LOGISTIQUE | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 6 | BODJI | SALIM | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 7 | DAVID | ANTHONY | CT1 | DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX | | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 8 | VOGENHAUER | WILÈME | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 9 | DIAZ | OLIVIER | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | DIR DES PORTS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 10 | PAPEGNIES | FRANCOIS | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 11 | BRIGEL | MATHIEU | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 12 | KADA BEKHALED | DJAMILA | CT6 | | DIRECTION GENERALE DES SERVICES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 13 | MOSCA | JULIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 14 | NAAM | MOURAD | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 15 | FERCHICHI | FAYCAL | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 16 | COCHET | CÉDRIC | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 17 | BOTTI | FREDERIC | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION ESPACE PUBLIC | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 18 | PELISSIER | ALINE | CT1 | DGA MOBILITE | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 19 | MEHRAZ | NAËL | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 20 | PEREZ | GERARD | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL - POLE PROXIMITE CENTRE | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 21 | ALFIERO | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 22 | BRUNNER | FLORENCE | CT6 | | DIRECTION TECHNIQUE REA | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 23 | CIPOLLA | THIERRY | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 24 | SAUSSE | FREDERIC | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 25 | SEVERI | GINETTE | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | AFFAIRES CULTURELLES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 26 | BOTELLA | JEAN-PHILIPPE | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL - POLE PROXIMITE CENTRE | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 27 | BODO | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 28 | MEKDAC | BRUNO | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 29 | BORG | ANDRÉ | CT5 | CABINET DU PRÉSIDENT | Direction Communication | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------------|-------------|-----|---|--|--------------------|-----------------------|
| 30 | SEVLERIAN | MICHEL | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 31 | TABAMER | NACÉRA | CT6 | | DIR ADMIN GÉNÉRALE - AFFAIRES JURIDIQUES - RH | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 32 | POLGUER | BENJAMIN | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 33 | ANTOINE | RICHARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 34 | SENATORE | PHILIPPE | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 35 | DELIASSUS | PIERRE | CT6 | | DIRECTION TECHNIQUE REA | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 36 | HOFFNER | CAROLINE | CT5 | DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX | , | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 37 | HACCART | MICHEL | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 38 | BOCQUEL | PHILIPPE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 39 | ATENCIA | CORINNE | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 40 | COULON | PASCAL | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 41 | RICHIER | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 42 | ANTONUCCI | PATRICK | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 43 | CELOR | SANDRA | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 44 | COUBEL | DANY | CT5 | DGA AFFAIRES GÉNÉRALES ET MOYENS GÉNÉRAUX | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 45 | MARCHISIO | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 46 | MOREAU | FABRICE | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 47 | HURIAU | BRIGITTE | CT6 | | DIRECTION GENERALE DES SERVICES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 48 | KEHIHA | ALI | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 49 | BECKING | THOMAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 50 | MICHELANGEI | SEBASTIEN | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 51 | DEKKICHE | FARID | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 52 | GALINA | TEDDY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 53 | KADA-BEKHALED | NOUREDINE | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 54 | BEN TAHAR | JULIEN | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 55 | BEN ACHOUR | ABDEL LATIF | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 56 | CLEMENT | DAVID | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 57 | BAYART | JOHAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 58 | SEBASTIANI | XAVIER | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 59 | TOBIA | LUCAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 60 | SANTILLI | JÉRÔME | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------------|---------------|-----|--------------------------------|---------------------------|--------------------|-----------------------|
| 61 | CAPRIOLI | SEBASTIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 62 | TEYSSIER | FRANCISQUE | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | POLITIQUE SPORTIVE | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 63 | COCOZZA | FRANCK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 64 | BURGARELLA | PATRICE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 65 | DEFREVILLE | CATHERINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 66 | RAVONNAUX | FLORIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 67 | PETETIN | STEPHANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 68 | MOURIES | STEPHANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 69 | CHEIK-ELEZAAR | DJILALI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 70 | RAHOU | KARIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 71 | CAPOTOSTO | MARC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 72 | MANGANI | JOSEPH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 73 | ESCOFFIER | NORBERT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 74 | BRUSQUET | YVES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 75 | ZEMOULI | AMAR | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 76 | BOURELLY | FREDERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR ESP VIEUX PORT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 77 | DAHAN | PATRICE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 78 | FERGOUGUI | GHALEM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 79 | MARRARO | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 80 | SQUIDIERI | OLIVIER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 81 | TRANI | FRANCK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 82 | RICHER | JACQUES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 83 | HACHABI | AHMED | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 84 | ROMANO | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 85 | MARCONNET | MICHEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 86 | IBORRA | GREGORY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 87 | VARESE | LUDOVIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 88 | CAPOTOSTO | FREDERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 89 | JAMES | JEAN-FRANCOIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 90 | DIB | REMI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 91 | LEGROS | DAVID | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 92 | NARANJO | GEORGES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|--------------|--------------|-----|--------------------------------|---------------------------|--------------------|-----------------------|
| 93 | MOKADDEM | MOULAI SMAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 94 | PEREZ | GUY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 95 | DIAMANTE | MICHEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 96 | BON | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 97 | BOULAY | SERGE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 98 | MARTINEZ | GEORGES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 99 | DIAS | CLAUDE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 100 | BERNARD | BENJAMIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 101 | BOYER | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 102 | ROSSI | FABRICE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 103 | DESIDERIO | RICHARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 104 | FORMOSA | CHRISTIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 105 | GOUY | SYLVAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 106 | ATTEIA | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 107 | KEDDADOUCHE | OMAR | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 108 | BOFFI | GILBERT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 109 | MANUEL | BRUNO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 110 | RODRIGUEZ | ALAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 111 | MULLERI | CHRISTIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 112 | HAMELI | JEMEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 113 | DE LUCA | FAHAD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 114 | DUMAS | OLIVIER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 115 | NEMER | BRAHIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 116 | GUARINO | EMMANUEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 117 | LIVOLSI | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 118 | FERRANDO | SERGE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 119 | VENUTI | FREDERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 120 | SENNANE | HOCINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 121 | FROMENT | JEREMY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 122 | KEUCHGUERIAN | DENIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 123 | ROUJOU | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 124 | GRIMA | HERVE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------------|-------------|-----|--------------------------------|------------------------|--------------------|-----------------------|
| 125 | ABBES | PHILIPPE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 126 | BERRADA | DJELLALI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 127 | VIALE | BENJAMIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 128 | AUCANE | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 129 | LABITA | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 130 | BARRA | GILBERT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 131 | TAORMINA | JEROME | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 132 | JIL | ALAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 133 | LOMBARDO | FREDERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 134 | URTADO | ALEXANDRE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 135 | TOSATO | ROMUALD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 136 | MENGHI | BRUNO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 137 | PETITJEAN | PATRICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 138 | NAPPI | YANN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 139 | BANZET | STEPHEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 140 | BOUKADA | ABDOU | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 141 | DE LA IGLESIA | PHILIPPE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 142 | DELVALLEE | THOMAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 143 | PIOTELAT | ALAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 144 | TALOTTI | FRANCK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 145 | REMADNIA | FARID | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 146 | TOUBOUL | LIONEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 147 | BUSTO | ANTHONY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 148 | MAYEN | LIONEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 149 | RAMPAL | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 150 | DANE | THIERRY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 151 | FARHI | ROBERT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 152 | LAMBRAI | NICOLAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 153 | BOURRELY | CHRISTOPHER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 154 | ACHOUR | HAOIRI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 155 | TOURREL | JEAN LOUIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 156 | LANNABI | FATHI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------------|--------------|-----|--------------------------------|---------------------------|--------------------|-----------------------|
| 157 | TROUBAT | DENIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 158 | MENDY | MICHEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 159 | SAIFI | SALAH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 160 | HADDJERI | SAMIR | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 161 | SAID | YOUSOUF | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 162 | GOMEZ | JEAN JOSEPH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 163 | DJOUMOI ALI | KASSIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 164 | FORMISANO | GILLES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 165 | GARCIA | STEPHANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 166 | LOMONACO | JULIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 167 | TAMBON | ROMAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 168 | SIMON | JULIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 169 | MILIONE | PHILIPPE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 170 | MAVROS | PHILIPPE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 171 | VERSINI | BAPTISTE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 172 | DI NAPOLI | LOIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 173 | RIBELLES | DOMINIQUE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 174 | BOYER | CHRISTIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 175 | ODDOERO | LOIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 176 | ABDOU | ZAKY-MOHAMED | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 177 | SALON | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 178 | CARADONNA | ANGE-ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 179 | TANCAN | JEAN-CLAUDE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 180 | SCOTO | VINCENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 181 | PONS | SEBASTIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 182 | HAMDANI | AFIF | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 183 | MAZNI | SOFIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 184 | BOCCANFUSO | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 185 | DREVES | MICHEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 186 | ABIDAT | SOFYANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 187 | POGGI | CAROLE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 188 | BAGATIN | FLORIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------------|------------|-----|--------------------------------|---------------------------|--------------------|-----------------------|
| 189 | ICARD | GREGORIE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 190 | DUCHESNE | JEAN LUC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 191 | LO IACONO | LUCIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 192 | CARAMANOLIS | JONATHAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 193 | FANTOLINI | MARCO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 194 | LAZARO | YVES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 195 | LANDRE | YOHANN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 196 | CONTRERAS | JOSEPH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 197 | GHOLAMALLAH | ABDELRIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 198 | MENOU | ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 199 | APOLLONI | GERSENDE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 200 | CHIARAZZO | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 201 | PERRIN | NICOLAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 202 | RIZZUTO | CHARLY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 203 | MONCALVO | PATRICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 204 | LAURIA | ROGER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 205 | ROUGER | YANNICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 206 | BENZIANE | RABAH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 207 | VALLE | JULIEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 208 | TIR | SADEK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 209 | MAUTINO | CYRIL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 210 | BONALAIR | STEPHANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 211 | ASCHI | MARTY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 212 | RAFAEL | ANDRE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 213 | BENCHAABANE | BRAHIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 214 | YOUSFI | SAID | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 215 | CHAIX | JEROME | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 216 | DAUMAS | EMMANUEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 217 | FRAYSSINET | ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR ESP VIEUX PORT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 218 | COGLIANDRO | LAETITIA | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 219 | PAGANO | MAGALI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 220 | INFANTE | DIDIER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|--------------|-------------|-----|--------------------------------|------------------------|--------------------|-----------------------|
| 221 | PIALOUX | REMY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 222 | MANS | PASCAL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 223 | BENNANI | KARIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 224 | GIACINTI | CHRISTINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 225 | VALLE | AMANDINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 226 | SAHALA | ABDALLAH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 227 | JACQUEMIN | BRUNO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 228 | BUONOMANO | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 229 | LAURI | MICKAEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 230 | SAHALA | TIMAMY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 231 | ALFIERO | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 232 | SARPI | FABRICE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 233 | DJADOURI | DOMINIQUE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 234 | MILOUDI | ABDELHAKIM | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 235 | SCAMPAMORTE | BENJAMIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 236 | BARIKIAN | CHARLOTTE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 237 | ROBERT | MARGUERITE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 238 | MALLET | NOEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 239 | DEFEZ | CAROLE-ANNE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR ESP VIEUX PORT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 240 | MOZZICONACCI | DOMINIQUE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR ESP VIEUX PORT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 241 | MARIANO | EVELYNE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR ESP VIEUX PORT | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 242 | CASELLI | JACQUES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 243 | LABITA | PATRICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| 244 | DJAFER | MEHDI | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | ADJOINT TECHNIQUE TER |

TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ADMINISTRATEUR HORS CLASSE AU CHOIX

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'administrateur hors classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'administrateur hors classe

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------|----------|-----|---------------------------|-------------|-----------------|----------------|
| 1 | BASILLE | STEPHANE | CT1 | DIR GENERALE DES SERVICES | | AVG au choix | ADMINISTRATEUR |

RECUEIL
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987, modifié, portant statut particulier des administrateurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'administrateur territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne après examen professionnel, pour l'accès au grade d'administrateur territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'administrateur par voie d'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|-------|--------|-----|------------------------|------------------------|-----------------|-------------------|
| BASSO | NADIA | CT2 | DGA FINANCES ET BUDGET | DGA FINANCES ET BUDGET | PI examen | ATTACHE PRINCIPAL |

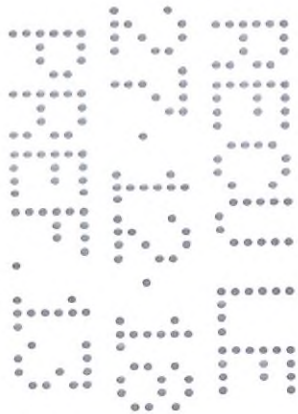


TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'AGENT DE MAÎTRISE PRINCIPAL

La Présidente,

Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'agent de maîtrise principal, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2019

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent de maitrise principal par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|--------------|----------------------|-----|--|--------------------------------|-----------------|-------------------|
| 1 | FORTE | MICHEL | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL- POLE PROXIMITE SUD OUEST | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 2 | DI LUSTRO | PHILIPPE CHARLES LUC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 3 | DESSIAUME | MICHEL | CT1 | DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX | DIR DES SERVICES GENERAUX | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 4 | SPRING | CHRISTOPHE | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 5 | BERRA | BELGACEM | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 6 | ARENSMA | LUC | CT1 | DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX | DIR DES SERVICES GENERAUX | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 7 | GUIDICELLI | BERTRAND | CT1 | DGA INNOVATION NUMERIQUE SI | DIR DES SYSTEMES INFORMATION | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 8 | MONDOLONI | FRANCOIS | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | DIR DES PORTS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 9 | REZZOUG | RACHID | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 10 | CAGNA | JEAN CLAUDE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 11 | BONARD | GERARD | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION RESSOURCES HUMAINES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 12 | BESSAA | MARC | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 13 | MICHELIS | HÉLÈNE | CT5 | POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE | DEVELOPPEMENT DURABLE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 14 | BASCOUGNANO | ERIC | CT6 | | DIRECTION TECHNIQUE REA | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 15 | BECK | BENOIT | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION ESPACE PUBLIC | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 16 | MEREA | LIONEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 17 | MICHELANGELI | LAURENT | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | AFFAIRES CULTURELLES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 18 | CAHU | PATRICE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DES BATIMENTS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 19 | HABASTIDA | PHILIPPE | CT6 | | DIRECTION TECHNIQUE REA | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 20 | BRETON | MARC ANTOINE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR COOR. TERR. INTERVENTIONS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 21 | BOUR | PATRICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 22 | ANDRES | JÉRÉMY | CT6 | | DIRECTION COLLECTE TRAITEMENT | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 23 | LE CHAPELAIN | FLORIAN | CT2 | DGA CULTURE ET SPORTS | PISCINE AIX - Claude Bollet | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 24 | PANSECHI | RENE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 25 | BERNARD | JEAN | CT5 | DGA INNOVATION NUMÉRIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION | | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 26 | DAVIN | CLEMENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 27 | ROUSSE | FABRICE | CT2 | DGA CULTURE ET SPORTS | PISCINE AIX - Claude Bollet | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------------|---------------|-----|--------------------------------|--------------------------------|-----------------|-------------------|
| 28 | MENUELLE | FRÉDÉRIC | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 29 | SAN NICOLAS | ERIC | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION ESPACE PUBLIC | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 30 | UGOLINI | RICHARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 31 | MONTOYA | NICOLAS | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DES TRANSPORTS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 32 | VIVIAN | ANDRÉ | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 33 | BARBOLOSI | JEAN FRANCOIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 34 | BOTTERO | DAVID | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | POLITIQUE SPORTIVE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 35 | PINTO | FREDERIC | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL - POLE PROXIMITE NORD | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 36 | HONNORAT | CARINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 37 | LACOSTE | PHILIPPE | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL - POLE PROXIMITE CENTRE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 38 | DAVEZAC | JEAN-JACQUES | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 39 | MASTAIN | ELODIE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 40 | GOMEZ | DAVID | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL - POLE PROXIMITE CENTRE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 41 | ABRIGLIO | FRÉDÉRIC | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 42 | MATHA | ROMAIN | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | AFFAIRES CULTURELLES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 43 | CORTES | DIDIER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 44 | LEBON | CEDRIC | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIR INFRASTRUCT COMMUNAUTAIRES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 45 | PAPA | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 46 | AMBELAS | JACKY | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 47 | CAUCHI | CHRISTIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 48 | QUARANTA | LAURENT | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES TECH | DIR OPERATIONNELLE COLLECTE | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 49 | PANIZZI | THIERRY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 50 | BARBOLOSI | JEROME | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | TECHNOPOLE DE L'ARBOIS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 51 | UNIZYCKI | CHRISTIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 52 | BIAMONTI | REGIS | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DES MOYENS GENERAUX | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 53 | GAJEAN | DIDIER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 54 | BALLESTER | JEROME | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DES BATIMENTS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 55 | CUCURNI | JEAN LOUIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 56 | KRIKORIAN | MICHEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 57 | ARNAUD | PHILIPPE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 58 | MILHAU | MAXIME | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 59 | ZAAZOU | SALAH | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|--------------|-----------------|-----|--------------------------------|---------------------------|-----------------|-------------------|
| 60 | GUARNIERI | ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 61 | SAINATI | RICHARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 62 | SERRES | STEPHANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 63 | FABRE | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 64 | SEICHEPIN | DAVID | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 65 | DEVITA | PIERRE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 66 | AYMES | DAVID | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 67 | BOGLIETTI | FABRICE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 68 | FLOTTE | GILBERT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 69 | KAABECHE | NADIR | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 70 | KARAKOGLU | DIDIER | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 71 | DOUX | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 72 | NELLO | BRUNO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 73 | VALS | JEAN FRANCOIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 74 | ARMAO | CELINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 75 | GOUIRAN | BERNARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 76 | PURGU | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 77 | MAILLARY | BERNARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 78 | DUBOIS | ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 79 | UCCIANI | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 80 | GIRAUD | CEDRIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 81 | DE ANGELIS | JEAN-CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 82 | BENCARDINO | JEAN-FRANCOIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 83 | CERBONE | ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 84 | RUIZ | STEPHANE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 85 | MASTAIN | ELODIE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 86 | PUJOL | PATRICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 87 | DJABBOUR | MILOUD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 88 | DI BENEDETTO | LEO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 89 | GACEMI | ALEXANDRE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 90 | COLOMINES | PATRICE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 91 | BEN OLIEL | YVES | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|------------|-------------|-----|--------------------------------|---------------------------|-----------------|-------------------|
| 92 | ABDELKADER | CHRISTIAN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 93 | CAMPANELLO | GERARD | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 94 | RUIZ | ERIC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 95 | BOUTOBBA | KAMEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 96 | TROSIC | VINKO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 97 | HAMDANI | NOUR EDDINE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 98 | PANSIER | JEAN LOUIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 99 | ORTEGA | LUC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 100 | BALSALOBRE | JOSE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |
| 101 | BASCIANO | JACQUES | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION ESPACE PUBLIC | AVG au choix | AGENT DE MAITRISE |



**LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE AU CHOIX ET
A L'EXAMEN PROFESSIONNEL AU GRADE D'AGENT
DE MAÎTRISE TERRITORIAL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'agent de maîtrise territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne au choix ou après examen professionnel, pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade d'agent de maîtrise par voie au choix et à l'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------------|---------------|-----|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|
| ABIDAT | MOUSSA | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| AIAT | DAVID | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION ESPACE PUBLIC | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| ALEZRA | MARC | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| ARMAND | EMMANUEL | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| ARRIGO | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DES MOYENS TECHNIQUES | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| AUGUGLIARO | FRANCOIS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| AZZAOUI | CHARIF | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| BAS | PASCAL | CT3 | | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| BEAUDOIN | LAURENT | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR COOR. TERR. INTERVENTIONS | PI examen | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| BEGEL | NICOLAS | CT5 | CABINET DU PRÉSIDENT | Direction Communication | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| BEN TAHAR | JULIEN | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | PI examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| BRANDUCCI | LAURENT | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | DIR DES PORTS | PI examen | ADJOINT TECHNIQUE TER |
| BUENO | MANUEL | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| COMBO | JEAN PIERRE | CT1 | DGA MOBILITE | | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| CORNU | GUILLAUME | CT5 | POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE | DEVELOPPEMENT DURABLE | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| CORTES | JEAN-PIERRE | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| DAVID | LAURENT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| FABRE | PATRICK | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| FERNANDEZ | JEAN-MARC | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| FOUQUE | FREDERIC | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| GHEMRI | DJAMEL | CT5 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| GONDRAN | CHRISTIAN | CT1 | DGA MOBILITE | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| HELALI | MOHSEN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| LAMBOTTE | CYRIL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| LE CLERC | BENOIT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| LEFEVRE | JEAN-FRANÇOIS | CT3 | | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| MALEK | MILOU | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | PI examen | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| MARTINEAU | JÉRÉMY | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| MARTINEZ | JEAN | CT3 | | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|-----------|-------------|-----|--------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|
| MARTINEZ | CHRISTOPHE | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | DIR VAL. DOMAINE PUB.AFF.GEN. | PI examen | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| MASSAIA | PHILIPPE | CT4 | | DIRECTION GENERALE | PI examen | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| MENAD | MANSOUR | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | DIR DES PORTS | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| MILLE | LAURENT | CT4 | | TRAITEMENT DES DECHETS | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| ODERZO | LIONEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| PAPAIN | FRANCK | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | PI examen | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| PAVONI | LIONNEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| PAYA | JEAN NOEL | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | DIR DES PORTS | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| PICHON | NICOLAS | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| PINHEIRO | VITOR | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| PIRASTRU | REMY | CT1 | DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX | DIR DES SERVICES GENERAUX | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| RIERA | BRUNO | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| SABAN | JEREMY | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI examen | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| SIGHIERI | DANIEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| SILVESTRI | CHRISTOPHE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPLETE URB | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| SORIANO | JEAN CLAUDE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION ESPACE PUBLIC | PI au choix | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL |
| VELA ROCA | JEAN-MARC | CT3 | | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |
| VIDAL | PHILIPPE | CT3 | | | PI au choix | ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ANIMATEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE AU
CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'animateur principal de 2^{ème} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'animateur principal 2ème classe par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|--------|---------------------|-----|--|----------------------------|-----------------|---------------|
| 1 | KEHIHA | FATIR ABDELKADER | CT5 | POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DEVELOPPEMENT DURABLE | EMPLOI ET COHESION SOCIALE | AVG au choix | ANIMATEUR |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE
PRINCIPAL 1ERE CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

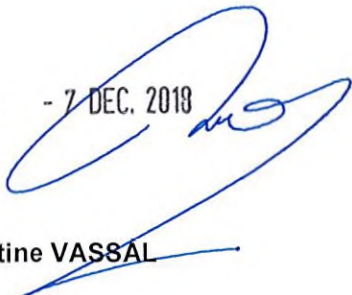
L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4**Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe par voie au choix**

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|------------|---------|-----|-----------------------|----------------------|--------------------|---|
| 1 | VISSEYRIAS | PATRICK | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | AFFAIRES CULTURELLES | AVG au choix | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2 ^{ÈME} CLASSE |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ATTACHE HORS CLASSE
AU CHOIX ET A LA VALEUR EXCEPTIONNELLE**

La Présidente,

Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'attaché hors classe au choix et à la valeur exceptionnelle, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6**Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché hors classe par voie principale au choix et par voie exceptionnelle**

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------------------|-----------------|-----|---------------------------------|--|------------------------------|-----------------------|
| 1 | BOEUF | MARIE-CHRISTINE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DE LA MOBILITE | AVG au choix | DIRECTEUR TERRITORIAL |
| 2 | TOUZE | VINCENT | CT1 | POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR | DIR COMPETITIVITE TERRITOIRE | AVG valeur exceptionnelle | DIRECTEUR TERRITORIAL |
| 3 | LAPEYRE | VÉRONIQUE | CT5 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES | | AVG au choix | DIRECTEUR TERRITORIAL |
| 4 | MACCARI | MICHELLE | CT1 | INSPECTION GENERALE SERVICES | | AVG au choix | DIRECTEUR TERRITORIAL |
| 5 | ROHEE-SROKA | ISABELLE | CT6 | | DIR ADMIN GÉNÉRALE - AFFAIRES JURIDIQUES - RH | AVG au choix | DIRECTEUR TERRITORIAL |
| 6 | CHERIT-BENGHOMARI | OUANASSA | CT6 | | DIR CONTRAT DE VILLE | AVG au choix | DIRECTEUR TERRITORIAL |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ATTACHE PRINCIPAL
AU CHOIX ET AVEC EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'attaché principal
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'attaché principal au choix et avec examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.


Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018



Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché principal par voie d'examen professionnel ou au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------------------|--------------|-----|---------------------------------|---|-----------------|---------------------|
| 1 | IMBERT | SEVERINE | CT2 | PÔLE AMENAGEMENT URBANISME | DIRECTION ADJOINTE PLUI ET PROXIMITE | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 2 | PAVAN | VERONIQUE | CT1 | DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT | | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 3 | RACAUD | JULIA | CT1 | DGA FINANCES ET BUDGET | DGA FB DIR RESSOURCES | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 4 | EYGOUT | ESTHER | CT1 | DGA EAU ASSAINISSEMENT DECHETS | | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 5 | MARTINEZ | MARTINE | CT4 | | DG SEM | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 6 | JACQUET | SYLVIE | CT5 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES | | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 7 | PASTINELLI | VÉRONIQUE | CT6 | | DIR ADMIN GÉNÉRALE - AFFAIRES JURIDIQUES - RH | AVG examen | ATTACHE TERRITORIAL |
| 8 | PRUDHOMME | BEATRICE | CT2 | | DGA AFFAIRES GENERALES ET MG | AVG examen | ATTACHE TERRITORIAL |
| 9 | ROMERO | ELISA | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | | AVG examen | ATTACHE TERRITORIAL |
| 10 | BLANC | MARGUERITE | CT1 | POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR | DIR ATTRACTIVITE PROMO.INTERN. | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 11 | GIRARD | LUDOVIC | CT1 | DIR GENERALE DES SERVICES CT1 | | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 12 | GUIMIOT | PHILIPPE | CT1 | DGA RESSOURCES HUMAINES | DIR DES RESSOURCES HUMAINES | AVG examen | ATTACHE TERRITORIAL |
| 13 | THORN | LIZA | CT2 | PÔLE AMENAGEMENT URBANISME | DIRECTION HABITAT | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 14 | LEVAVASSEUR | PAULE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPTE URB | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 15 | GILLIO | REGINE | CT4 | DGARH | DRH | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 16 | GOUDET | SERGE-DAMIEN | CT1 | DGA RESSOURCES HUMAINES | DIR DES RESSOURCES HUMAINES | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 17 | VIENNOT | EMMANUEL | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 18 | CLEMENT | NADINE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DES TRANSPORTS | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 19 | MARCHAL | CHRISTIANE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | SERVISC | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 20 | VERRET | MAGALI | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIR INTERVENTIONS ECONOMIQUES | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 21 | CARRERE | DANIEL | CT2 | | DGA CULTURE ET SPORTS | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 22 | CHOUAL | SARAH | CT1 | DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID | | AVG examen | ATTACHE TERRITORIAL |
| 23 | ONZIA | FREDERIQUE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR AMENAGEMENT ESPACE PUB. | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 24 | MAZEL-TIMOREAU | FREDERIQUE | CT2 | | DIR COMMUNICATION ET NUMERIQUE | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |
| 25 | JEAN - DESGRAUPES | YVELINE | CT3 | | | AVG au choix | ATTACHE TERRITORIAL |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ATTACHE PRINCIPAL DE CONSERVATION DU
PATRIMOINE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret 91-843 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- la délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'attaché principal de conservation du patrimoine au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.


Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018



Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché principal de conservation du patrimoine par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|--------|---------------|-----|-----------------------|-------------|-----------------|---------------------------------------|
| 1 | LAGRUE | JEAN-PHILIPPE | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | | AVG au choix | ATTACHÉ DE CONSERVATION DU PATRIMOINE |

RECUEIL
DES
ACTES
2018
N° 13
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE D'ATTACHE TERRITORIAL

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987, modifié, portant statut particulier des attachés territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade d'attaché territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

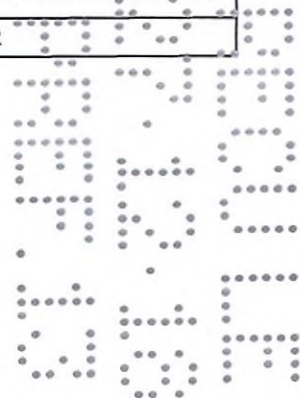
07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade d'attaché

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|-------------------|-------------|-----|---|------------------------------------|-----------------|-----------------------------|
| BUQUET-CRUVELLIER | CHRISTINE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION RESSOURCES | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| CREMADES | BRIGITTE | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | DIR PLANIF.URB.AMENAG.FONCIER | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| GENTET | MARIE JOSEE | CT1 | DGA MOBILITE TRANSP ESP VOIRIE | | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| GODIN | YANNICK | CT1 | DGA FINANCES ET BUDGET | DIR BUDGET PROG PROSPECTIVE | PI au choix | REDACTEUR |
| ILTCHENKO | CHRISTINE | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | DIR VAL. DOMAINE PUB.AFF.GEN. | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| MORNAND | MARTINE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR RESSOURCES ET METHODES | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| MOSTI | ALEXANDRA | CT5 | DGA COMMANDE PUBLIQUE AFFAIRES JURIDIQUES | | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| PARIS | JACQUELINE | CT1 | DIR GENERALE DES SERVICES CT1 | | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| PIERREL | STÉPHANIE | CT5 | DGA RESSOURCES HUMAINES | | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| PLAZY | CARINE | CT6 | | DIRECTION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE | PI au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL |
| SIMEONE | MICHELLE | CT1 | POLE INFRASTRUCTURES | DIR DES INFRASTRUCTURES | PI au choix | REDACTEUR |



**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°91-845 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade de bibliothécaire principal au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de bibliothécaire principal par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------|----------|-----|-----------------------|----------------------|-----------------|----------------|
| 1 | BLAIN | LAURENCE | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | AFFAIRES CULTURELLES | AVG au choix | BIBLIOTHÉCAIRE |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'EDUCATEUR DES ACTIVITES PHYSIQUES ET
SPORTIVES PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des APS principal 1^{ère} classe par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-------|---------|-----|-----------------------|----------------------|--------------------|-------------------------------|
| 1 | TESTU | OLIVIER | CT2 | DGA CULTURE ET SPORTS | PISCINE BOUC BEL AIR | AVG au choix | EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'EDUCATEUR DES ACTIVITES PHYSIQUES ET
SPORTIVES PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 2^{ème} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018



Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4**Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des APS principal 2^{ème} classe par voie au choix**

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|----------|------------|-----|-----------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------|
| 1 | AUREILLE | CHRISTELLE | CT2 | DGA CULTURE ET SPORTS | PISCINE LES PENNES MIRABEAU | AVG au choix | EDUCATEUR TERR. DES APS |

RECUEIL
DE
LES
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE D'EDUCATEUR DES APS

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011, modifié, portant statut particulier des éducateurs territoriaux des APS
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'éducateur des APS
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 décembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne après examen professionnel, pour l'accès au grade d'éducateur des APS, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

07 DEC 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 3

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade d'éducateur des APS par voie d'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|---------|--------|-----|-----------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|
| CULOTTI | PASCAL | CT2 | DGA CULTURE ET SPORTS | PISCINE VENELLES | PI examen | OPERATEUR TER. DES APS PPAL |

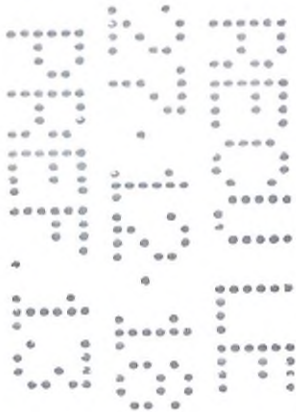


TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'INGENIEUR PRINCIPAL AU CHOIX

La Présidente,

Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'ingénieur principal au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.


Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018



Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5**Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'ingénieur principal par voie au choix**

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-----------|-------------|-----|--------------------------------|-------------------------------|-----------------|---------------|
| 1 | GIMONNEAU | GILLES | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | AVG au choix | INGENIEUR |
| 2 | MAZADE | ANDRE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR COOR. TERR. INTERVENTIONS | AVG au choix | INGENIEUR |
| 3 | SIROT | LAURENT | CT1 | DGA RESSOURCES HUMAINES | DIR DES RESSOURCES HUMAINES | AVG au choix | INGENIEUR |
| 4 | JANSSENS | PHILIPPE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR GESTION EQUIP. TRAFIC | AVG au choix | INGENIEUR |
| 5 | HENNINOT | MARIE-LAURE | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | | AVG au choix | INGENIEUR |
| 6 | BLANC | CECILE | CT1 | DGA MOBILITE TRANSP ESP VOIRIE | DIR AGENDAS ET PROGRAMMATION | AVG au choix | INGENIEUR |
| 7 | RAVEZ | GISÈLE | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | INGENIEUR |
| 8 | ISAMBERT | VIRGINIE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | GRAND SITE SAINTE VICTOIRE | AVG au choix | INGENIEUR |
| 9 | GRANGEON | CEDRIC | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIRECTION DES BATIMENTS | AVG au choix | INGENIEUR |

RECUEIL
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU CHOIX ET AVEC EXAMEN
AU GRADE D'INGENIEUR TERRITORIAL

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 2016-201 du 26 février 2016, modifié, portant statut particulier des ingénieurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'ingénieur territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 décembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne au choix et avec examen professionnel, pour l'accès au grade d'ingénieur territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade d'ingénieur par voie au choix ou à l'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|----------|-----------|-----|--|--------------------------------|-----------------|------------------------------|
| GIL | NATHALIE | CT1 | POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU | DIR AMENAGEMENT ESPACE PUB. | PI examen | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL |
| GIUSEPPI | NONCE | CT1 | POLE INFRASTRUCTURES | DIR DES INFRASTRUCTURES | PI au choix | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL |
| MAZENC | ERIC | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES | DIR SYST INFO TEL ET ADM ELECT | PI examen | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL |
| PASSINI | HÉLÈNE | CT5 | DGA INNOVATION NUMÉRIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION | | PI au choix | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL |
| ROLDAN | STEPHANIE | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | PI au choix | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL |



**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'INGENIEUR
EN CHEF HORS CLASSE AU CHOIX**

La Présidente,

Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2016-200 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'ingénieur en chef hors classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.


Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018



Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6**Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'ingénieur en chef hors classe**

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------------|--------|-----|----------------------|----------------------------|-----------------|-------------------|
| 1 | KARABADJAKIAN | MICHEL | CT1 | POLE INFRASTRUCTURES | DIR EXPERTISE TRANSVERSALE | AVG au choix | INGENIEUR EN CHEF |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'OPERATEUR DES APS PRINCIPAL
AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°92-368 du 1 avril 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade d'opérateur des APS principal au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le 7 DEC. 2018

Martine VASSAL



CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des APS principal par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|----------|--------|-----|---------------------|-------------|--------------------|--------------------------------|
| 1 | POTIGNON | NOËLLE | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | | AVG au choix | OPERATEUR TER, APS.QUALIFIE |

TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE PROFESSEUR CFA HORS CLASSE

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- la délibération du 6 décembre 1990 créant l'emploi de professeur de Centre de Formation des Apprentis
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade de professeur de CFA hors classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

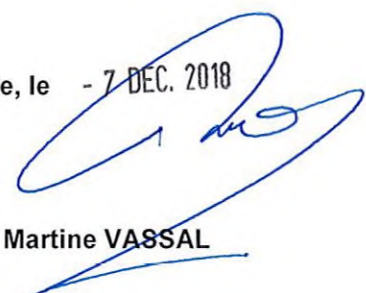
Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018



Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de professeur CFA hors classe par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-----------|-----------|-----|------------------------------|----------------------------|-----------------|----------------|
| 1 | TRIAT | AGNES | CT2 | DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM | CENTRE FORMATION APPRENTIS | AVG au choix | PROFESSEUR CFA |
| 2 | CUYER | DOMINIQUE | CT2 | DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM | CENTRE FORMATION APPRENTIS | AVG au choix | PROFESSEUR CFA |
| 3 | VANNESSON | GUYLAINE | CT2 | DGA PROSP AMENAG EMPLOI FORM | CENTRE FORMATION APPRENTIS | AVG au choix | PROFESSEUR CFA |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU
CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018


Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de rédacteur principal 1ère classe au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------|--------|-----|------------------------|-----------------------------|-----------------|-----------------------------|
| 1 | MALERBA | CELINE | CT1 | DGA FINANCES ET BUDGET | DIR RECETTES ING FINANCIERE | AVG au choix | REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL |

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE AU
CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de rédacteur principal 2^{ème} classe par voie au choix

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|---------|--------|-----|-------------------------|-----------------------------|-----------------|---------------|
| 1 | LUBRANO | SANDRA | CT1 | DGA RESSOURCES HUMAINES | DIR DES RESSOURCES HUMAINES | AVG au choix | REDACTEUR |

RECUEIL
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL 2EME
CLASSE TERRITORIAL

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de rédacteur principal 2^{ème} classe territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de rédacteur principal 2^{ème} classe territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de rédacteur principal 2ème classe par voie d'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|--------|---------|-----|--------------------------------|------------------------------|-----------------|---------------------------|
| BERTHE | PERRINE | CT2 | DIR GENERALE DES SERVICES TECH | DIR RESSOURCES DEVELOPPEMENT | Pl examen | ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E |





**LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE REDACTEUR TERRITORIAL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de rédacteur territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de rédacteur territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

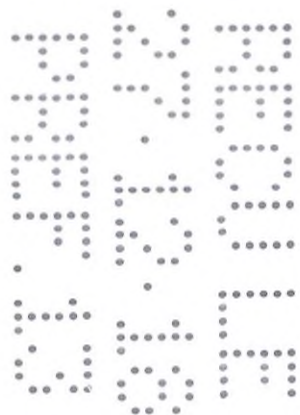
Fait à Marseille, le 07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 3

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de rédacteur par voie au choix et à l'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|---------|--------|-----|-------------------------|-------------|-----------------|---------------------------|
| ANIGO | MURIEL | CT5 | DGA RESSOURCES HUMAINES | | PI examen | ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E |
| CORCOS | SIMONE | CT1 | POLE VAL ET DEV URB | | PI au choix | ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E |
| PRUVOT | EMILIE | CT1 | DGA MOBILITE | | PI au choix | ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E |
| RINAUDO | JEROME | CT1 | DGA RESSOURCES HUMAINES | | PI au choix | ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E |



**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU
CHOIX ET AVEC EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de technicien principal de 1ère classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès au grade de technicien principal de 1^{ère} classe au choix et avec examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le - 7 DEC. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de technicien principal 1ère classe au choix ou à l'examen

| RANG | NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|------|-----------|--------|-----|--------------------------------|------------------------|-----------------|------------------------------|
| 1 | XIBERRAS | ROBERT | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL |
| 2 | POLYCARPE | CÉCILE | CT5 | POLE TECHNIQUE | OPERATIONNELLE | AVG examen | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL |
| 3 | EINAUDI | MARC | CT5 | POLE TECHNIQUE | RICVD | AVG au choix | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL |
| 4 | NOBILI | ALAIN | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | AVG au choix | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL |

RECUEIL
27 12 18
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE TECHNICIEN TERRITORIAL

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de technicien territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 3

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de technicien par voie au choix

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|-----------|---------|-----|--------------------------------|-------------------------------|-----------------|-----------------------------|
| BRACCI | RICHARD | CT1 | DGA INNOVATION NUMERIQUE SI | DIR DES SYSTEMES INFORMATION | PI au choix | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL |
| ELIA | MICHEL | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DE LA PROPRETE URB | PI au choix | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL |
| FERCHICHI | AYMED | CT1 | POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH | DIR DU TRAIT DECHETS | PI au choix | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL |
| OLIVIERI | PATRICK | CT5 | POLE CULTURE ET SPORT | | PI au choix | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL |
| SICCARDI | CLAUDE | CT2 | DEPT PREVENTION GEST. DECHETS | COLL - POLE PROXIMITE SUD EST | PI au choix | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL |



RECUEIL
27.12.18
LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE TECHNICIEN TERRITORIAL PRINCIPAL
DE 2ÈME CLASSE

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de technicien territorial principal de 2ème classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 8 novembre 2018

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2018 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de technicien territorial principal de 2^{ème} classe, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 7 décembre 2018.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de technicien principal 2ème classe par voie d'examen professionnel

| NOM | PRENOM | CT | AFFECTATION | AFFECTATION | TYPE AVANCEMENT | GRADE ORIGINE |
|----------|----------|-----|----------------------------|--------------------------------|-----------------|-------------------|
| ZADIKIAN | GREGOIRE | CT1 | POLE EAU ET ASSAINISSEMENT | DIR EAU/ASSAINISSEMENT/PLUVIAL | PI examen | AGENT DE MAITRISE |



DÉCISIONS

Mission Elu : Monsieur Richard Mallié - 7ème édition des Journées Nationales des Diasporas Africaines - 7 au 10 février 2019 - Bordeaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Richard Mallié, en qualité de 2^{ème} Vice-président délégué aux Relations internationales et européennes ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Richard Mallié est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Relations internationales et européennes.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Richard Mallié se rendra à Bordeaux les 7, 8, 9 février 2019 pour assister à la 7^{ème} édition des Journées nationales des Diasporas Africaines, prévue le 8 février 2019 dans les salons de l'hôtel de ville.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 01 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/156/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises suivantes viennent d'intégrer le Technopole de l'Arbois :
 - SAS Green Systems Automotives, dont l'activité est la conception et fabrication et l'installation de dispositif de réduction des émissions polluantes des moteurs thermiques ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- SAS Beelife, dont l'activité est le développement des solutions technologiques pour une apiculture éco-responsable (ruche connectée) ;
 - Maison Bio, dont l'activité est l'achat, la commercialisation et l'installation de produits liés à la construction ;
 - SARL Sabat, dont l'activité est le conseil en travaux d'aménagements hydrauliques agricoles ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par des titres d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est validée l'implantation des entreprises :

- SAS Green Systems Automotives : Convention de services et d'occupation précaire pour un bureau de 14.5m² à la pépinière Cleantech et une redevance annuelle de 1 235 euros HT/HC ;
- SAS Beelife : Convention de services et d'occupation précaire pour un bureau 15.2m² à la pépinière Cleantech et une redevance annuelle de 1292 euros HT/HC ;
- Maison Bio : Convention de services et d'occupation précaire pour un bureau de 10.79m² à la pépinière Cleantech et une redevance annuelle de 917.15 euros HT/HC ;
- SARL Sabat : Bail de courte durée pour un bureau de 16.47m² au Bâtiment H.Poincaré et un loyer annuel de 2 635.2 euros HT/HC

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/157/D

Approbation de l'avenant n° 2 à la convention n° 2017 AC - VAE 13 avec l'université d'Artois - FCU Artois, relative à l'action de formation "VAE Master Génie Civil - parcours bâtiment, infrastructures, voirie et réseaux divers - Niveau I" pour la période du 11 février au 30 juillet 2019.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/665/D du 12 janvier 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de la convention n° 2017/AC – VAE/13 avec l'Université d'Artois – FCU Artois relative à l'action de formation «VAE Master Génie Civil – parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – Niveau I» pour la période de formation du 10 février 2017 au 30 avril 2018 ;
- La décision n° 18/235/D du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 4 mai 2018 portant approbation de l'avenant n° 1 à ladite convention pour la période de formation du 10 février 2017 au 10 février 2019.

CONSIDÉRANT

- Que la formation n'a pû être dispensée par l'Université dans la période précisée sur la convention originale et sur l'avenant n° 1 et qu'il est nécessaire de proroger la période jusqu'au 30 juillet 2019 par un avenant n° 2.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention n° 2017/AC - VAE/13 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et « la formation continue à l'Université (FCU) – Université d'Artois» relative à l'action de formation intitulée «VAE Master génie civil parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – niveau I» prorogeant la période de formation jusqu'au 30 juillet 2019.

Article 2 :

Cet avenant engendre une baisse des frais d'inscription qui passent de 261,10 euros à 243,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/158/D

Convention de servitude dans la ZAC du Petit Arbois

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté portant dissolution-liquidation du Syndicat Mixte d'étude, d'aménagement, d'équipement et de gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois du 29 Mai 2017 ;
- L'arrêté N° 18/263 CM du 31/10/2018 portant délégation de fonction à M. Gérard Gazay ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° 2017_CT2_601 du 7 décembre 2017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix actant l'autorisation d'installation d'antennes relais sur l'ancien château d'eau de la ZAC pour l'opérateur Free Mobile.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée consent une convention de servitude avec ENEDIS aux fins de passage des réseaux électriques pour l'installation d'antennes relais pour l'opérateur FREE dans la ZAC du Petit Arbois.
- Que l'ensemble des travaux sera pris en charge par ENEDIS.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Février 2019

DECIDE

Article 1 :

Est validée la convention de servitude cadastrée Section KW N°43 et 65 – lieux dits Le Petit Arbois Haut, dans la ZAC du Petit Arbois aux fins de faire passer les réseaux électriques en vue de l'installation d'antennes relais pour l'opérateur FREE.

Article 2 :

Madame la Présidente où son représentant est autorisé à signer tous les actes afférents.

Article 3 :

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/159/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018 ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président.

CONSIDÉRANT

- Que les entreprises :
- BAMBOO FOR LIFE, dont l'activité est : la conception, la construction et l'exploitation de stations de traitement des eaux usées par la technologie du Bambou-Assainissement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- SAS TECHNO BAM, dont l'activité est : Conception, fabrication, vente de solutions de démonstration par capture. Conception, fabrication, vente de solutions de développement durable alternatif. Location d'ingénieurs et de techniciens pour prestations associées ;
- SAS AGRIVOLTA, dont l'activité est : Concevoir et développer des systèmes photovoltaïques afin d'optimiser les cultures et productions agricoles, concevoir tout système permettant d'optimiser une production agricole et plus généralement une aide aux cultures ;
- LUMI'IN & INDEWATT, dont l'activité est: Fabrication de luminaires et systèmes d'éclairage autonomes – Conception et ingénierie en maîtrise d'ouvrage en indépendance énergétique ;
- SPICETRONIC, dont l'activité est: Prestations de services et ingénierie dans le domaine électronique, mécatronique, fabrication de logiciels ;
- ALIZE RP, dont l'activité est : Prestations de services dans la communication ;
- ATOLL ENERGY, dont l'activité est : Conception et mise au point, optimisation de tout système ou procédé relatif à l'énergie ;
- INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, dont l'activité : Ingénieur conseil et de maîtrise d'œuvre et études techniques ;

Viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par des titres d'occupation ;

DECIDE

Article 1 :

Est validé l'implantation des entreprises :

- BAMBOO FOR LIFE: Convention de services et d'occupation précaire pour un bureau de 18.8m² à la pépinière Cleantech et une redevance annuelle de 1917 euros HT/HC ;
- TECHNO BAM : Convention de services et d'occupation précaire pour des bureaux au bâtiment pépinière CleanTech/Megie pour une surface totale de 253,40m² et une redevance annuelle de 24.072,96 euros HT/HC ;
- AGRIVOLTA: Convention de services et d'occupation précaire pour un bureau de 9.7m² à la pépinière Cleantech et une redevance annuelle de 921.5 euros HT/HC ;
- LUMI'IN & INDEWATT : Convention de services et d'occupation précaire à la pépinière Cleantech pour un bureau de 9.9m² et une redevance annuelle de 841.5 euros HT/HC ;
- SPICETRONIC : Bail de courte durée pour des bureaux de 49.4m² au bâtiment H.Poincaré et un loyer annuel de 9 746.03 euros HT/HC ;
- ALIZE RP : Bail de courte durée pour des bureaux de 82.35m² au bâtiment H.Poincaré et un loyer annuel de 13 176 euros HT/HC ;
- ATOLL ENERGY : Bail de courte durée pour un bureau de 16.47m² au bâtiment H.Poincaré et un loyer annuel de 3 249 euros HT/HC ;
- INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE : Bail commercial pour des bureaux d'une surface de 412m² et une cave de 17m² situés au bâtiment LAENNEC pour un montant annuel de 59 405 euros HT/HC ;

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/160/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Que l'entreprise SAS ISPIRA, spécialisée en services liés à la qualité de l'air, de l'eau et des sols – Diagnostic et intégration de systèmes – Formation ;
Va intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est validée l'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SAS BAIL ISPIRA : bail de courte durée portant sur des locaux situés dans le bâtiment H. Poincaré pour une surface totale de 65.88 m². Recette annuelle de loyer de 12 997.33 euros HT/HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/161/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises :
- SARL GREENTECH RH, spécialisée en recrutement et management de personnel de direction dans le domaine des Greentech ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- SAS PROTECT CONCEPT INNOVATION, spécialisée dans la fabrication de pièces techniques à base de matière plastique ;
 - SAS CONNECTED GARDEN, spécialisée en système embarqué captant des données environnementales utiles à l'entretien d'espaces extérieurs ;
 - SAS ERYLON, spécialisée en conception et production de matériels robotisés ;
- Déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et souhaitant soit louer des locaux supplémentaires, soit réduire les surfaces louées.
- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette réduction de surface et les prolongations de durée des conventions d'occupation par des avenants.

DECIDE

Article 1 :

Sont validés les avenants des entreprises :

- SARL GREENTECH RH: La surface louée au Bâtiment H.Poincaré est ramenée à 32.94m² (au lieu de 49.41m²) pour une recette annuelle de loyer de 6948.67 euros HC/HT ;
- SAS PROTECT CONCEPT INNOVATION: Prolongation d'un an de la convention à la pépinière Cleantech pour un bureau de 11.5m² et une redevance annuelle de 1610 euros HT/HC ;
- SAS CONNECTED GARDEN: Prolongation de 4 ans de la convention à la pépinière Cleantech pour un bureau de 13.4m² et une redevance annuelle de 1273 euros HT/HC.

Article 2 :

Est validée la convention de l'entreprise :

- SAS ERYLON: Convention d'occupation précaire au bâtiment Laennec pour un espace de stockage de 25.99m² et une redevance annuelle de 1377.47 euros HT/HC.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/162/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal MONTECOT ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal MONTECOT en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 012-3237/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
Que les entreprises :
- CESI, dont l'activité est : Enseignement supérieur, formation initiale, recherche ;
- SAS XRAPID FRANCE, dont l'activité est : Développement, conception de logiciels et instruments technologiques médicaux et de diagnostics médicaux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Fondation Française pour le Recherche sur la Biodiversité (FRB), dont l'activité est : Soutien et animation des activités de recherche sur la biodiversité et leur valorisation ;
- INTUITISOFT, dont l'activité est : Création de logiciels et applications, conseils et formations ;
- SOLABLE, dont l'activité est : la conception de technologies innovantes dans le domaine de l'énergie ;
- EODD, dont l'activité est : ingénierie et études techniques en matière environnementale.

Déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et souhaitant soit, louer des locaux supplémentaires où réduire leurs surfaces actuelles.

En conséquence il convient de régulariser ces modifications d'occupations de surfaces par des avenants.

DECIDE

Article 1 :

Sont validés les avenants des entreprises :

- CESI : location de 46m² supplémentaires au bât Marconi
Recette 5 060 euros HT/HC/an.
- XRAPID FRANCE : location d'une cave de 37,40m² supplémentaires au bât Poincaré.
Recette 1 982,20 euros HT/HC/an
- FRB : réduction de surface de 249m² au bât Poincaré soit une surface utilisée de 198 m².
Soit une recette totale révisée à 33 637.07 euros HT/HC/an.
- INTUITISOFT : location de 18,80m² supplémentaires au bât pépinière CleanTech. Recette 2068 euros HT/HC/an
- SOLABLE : location de 10,50m² supplémentaires au bât pépinière CleanTech. Recette 997,50 euros HT/HC/an.
- EODD : location de 32,94m² supplémentaires au bât Poincaré. Recette 5270,40 euros HT/HC/an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/163/D

Mise à disposition anticipée de parcelles de terrain appartenant à la Ville de Marseille nécessaires à l'aménagement d'un parking public situées avenue des Poilus / rue Lafféage à Marseille 13^{ème} arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement d'un parking public avenue des Poilus / rue Lafféage à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Ville de Marseille en vue d'obtenir la mise à disposition préalable au transfert de propriété des emprises foncières nécessaires à l'aménagement d'un parking public afin d'augmenter la capacité en places de stationnement.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet d'aménagement d'un parking public à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille, lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement du parking public, afin d'augmenter la capacité en places de stationnement au niveau du noyau villageois des Olives dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée doit être conclue entre la Ville de Marseille, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec la Ville de Marseille portant mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain listées ci-après :

- 409 m² cadastrée 884 K 0127 ;
- 1 420 m² à détacher de la parcelle cadastrée 884 K 0098.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/164/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété et autorisation d'occupation temporaire de terrains appartenant à la SA LOGIREM pour la réalisation des travaux relatifs aux aménagements du parachèvement de la L2 à Marseille 13ème et 14ème arrondissements.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre du projet d'aménagement du parachèvement de la L2 à Marseille 13ème et 14ème arrondissements, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la SA Logirem en vue d'obtenir la mise à disposition préalable au transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet d'aménagement du parachèvement de la L2 à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la SA Logirem lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement des voiries du quartier Fontvert ;
- Que l'intervention des services métropolitains sur les terrains propriétés de la SA Logirem nécessite une autorisation d'occupation temporaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété et convention d'autorisation d'occupation temporaire doit être conclue entre la SA Logirem, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec la SA Logirem portant mise à disposition et autorisation d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain listées ci-après :

Mises à disposition préalablement au transfert :

- 7 400 m² à détacher de la parcelle cadastrée 894 H 0094 ;
- 2 240 m² cadastrée 894 H 0144

Autorisation d'occupation temporaire :

- 2 039 m² environ sur la parcelle cadastrée 894 H 0152 ;
- 2 520 m² environ sur la parcelle cadastrée 894 H 0094.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/169/D

Convention d'occupation précaire pour des bureaux individualisés sous les lots n°200, 201, 202, 203, et 219 dans l'Hôtel Technoptic à la société SERES

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technoptic consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que des bureaux individualisés sous les lots n° 200, 201, 202, 203 et 2019 sont libres d'occupation ;
- Que l'entreprise SERES, représentée par son Président Monsieur Lionel REVERSAT souhaite occuper ces lots pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise est spécialisée dans les domaines de l'ingénierie et d'études techniques dans les installations ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire pour un loyer de 16 640€ HT/HC/AN ;
- Que le bail prendra effet à compter du 11 février 2019 pour une durée de 3 ans renouvelable.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, l'utilisation des lots n° 200, 201, 202, 203 et 2019 sis à l'Hôtel Technoptic – CS 80001 – 2 rue Marc DONADILLE 13453 Marseille cedex 13 par la société SERES.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget Immobilier d'entreprise : Sous-politique B330 – Service 900 000 – natures 752, 7588 – fonction 64 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/171/D

Cession d'amodiation n°14/124/D au parking « Mimosas » sis à Cassis de Madame Mireille Mondian et Monsieur Patrick Bonnet à Monsieur Laurent Masotti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage confié à la société EFFIA STATIONNEMENT CASSIS, le parking « Mimosas » sis rue Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations, au sein de ce parc.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- Le contrat d'amodiation est consenti à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire désigné par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que Madame Mireille Mondjian et Monsieur Patrick Bonnet résidant, VillaSoleiado 61 Chemin de morgiou 13009 Marseille ont acquis en date du 27 Aout 2014 une place de stationnement sous forme d'amodiation au parking Mimosas n°14/148 pour une durée de 30 ans. Ceci a fait l'objet d'une décision n° 14/124/D ;
- Ces derniers ont informé La Métropole Aix-Marseille-Provence qu'ils souhaitent céder leur place amodiée à Monsieur Laurent Masotti résidant 7 Avenue Mathilde 13400 Aubagne, par courrier remis en main propre du 24 janvier 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence accède à la demande de cession de Madame Mireille Mondjian et Monsieur Patrick Bonnet ;
- Qu'à compter de la notification de la présente décision, ladite place amodiée sera cédée à Monsieur Laurent Masotti pour la durée restant à courir soit 25 ans et 7 mois pour un montant de 15 350 €TTC (quinze mille trois cent cinquante euros TTC) ;
- Que dans ce cadre, le nouvel amodiataire supportera les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/148 ;
- Que le nouvel amodiataire se conformera à l'ensemble des obligations contractuelles.

DECIDE

Article 1 :

La convention d'amodiation n°14/148 concernant la place n°23 au niveau -1 au parking Mimosas à Cassis est cédée dans ses droits et obligations à Monsieur Laurent Masotti à compter de la notification de la présente décision, par Madame Mireille Mondjian et Monsieur Patrick Bonnet.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/172/D

Nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de lutte contre l'habitat indigne - convention d'opération d'amélioration de l'habitat à volet renouvellement urbain OPAH RU transitoire - Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille centre -

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération 2018-41 du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de l'Habitat du 28 novembre 2018 ;
- La délibération DEVT 012-5206/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération DEVT 013-5207/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant, les modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement Urbain simplifiée ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 décembre 2017 en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, et la Ville de Marseille un protocole de préfiguration du nouveau programme nationale de rénovation urbaine pour Marseille ainsi qu'un accord partenarial pour une stratégie de traitement des copropriétés dégradées et un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne, dont l'un des objectifs majeurs est le traitement de 10 000 logements privés dégradés de Marseille ;
- Que le drame de l'effondrement d'un immeuble d'habitation privé rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 et l'ampleur de ses répercussions ont signifié l'urgence à agir et imposent d'accélérer les politiques publiques pour remédier aux phénomènes de dégradation du bâti privé ancien ;
- Que l'Agence Nationale de l'Habitat en son conseil d'administration du 28 novembre 2018 a approuvé des dispositions exceptionnelles pour Marseille afin d'aider les collectivités par un dispositif dérogatoire de subventions à l'ingénierie nécessaire à l'accompagnement des propriétaires et copropriétaires à la réalisation de travaux urgents, notamment à travers un cadre conventionnel partenarial d'une Opération d'Amélioration de l'Habitat simplifiée pour en accélérer l'entrée en vigueur ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé simultanément lors du Conseil du 13 décembre 2018 une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé pour mettre en place rapidement des outils plus efficaces dotés de moyens augmentés, et les modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- Que la mise au point entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ANAH, l'Etat et la Ville de Marseille du contenu et du périmètre de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat simplifiée conduit à la conclusion de la convention triennale d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » ;
- Que la convention porte sur les modalités d'engagement et de versement des subventions de l'ANAH et de la Métropole prioritairement pour les travaux urgents sur des immeubles dégradés objet d'interventions pour permettre le maintien des occupants ou le retour des ménages évacués, et le financement de l'ingénierie nécessaire à la définition des travaux, l'accompagnement à leur réalisation ainsi que la coordination et le pilotage public ;
- Que la convention constitue le cadre obligatoire pour pouvoir mobiliser l'ensemble des aides publiques ;

DÉCIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » entre l'Agence Nationale de l'Habitat, l'Etat, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la période 2019-2021.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

La convention entrera en vigueur après avoir été signée par l'ensemble des partenaires, échéance à compter de laquelle les aides et subventions pourront être sollicitées.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/174/D

Avenant au bail commercial avec la SCI LES PALUDS

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le bail commercial intervenu entre la SCI LES PALUDS et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, signé le 1^{er} janvier 2016 pour une durée de 12 années, concernant la parcelle cadastrée section CV 361 pour des locaux destinés au stockage de matériel et bureaux, sis Zone des Paluds, 691 avenue de la Fleuride, 13400 AUBAGNE ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant au bail initial suite à la modification de la surface commerciale, induisant également une réduction du loyer et des charges ;
- Que les lieux actuellement loués sont d'une superficie de 300 m², plus une aire de stationnement ;
- Que le bailleur envisage d'effectuer des travaux afin de redéfinir et identifier les locaux et espaces loués à la Métropole ;
- Que le bail commercial a été conclu pour une durée de 12 années à compter du 1^{er} janvier 2016, pour un loyer annuel de 43.056 euros T.T.C., par an ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant au bail initial avec la SCI les Paluds, avec une prise d'effet au 1^{er} mars 2019 ainsi que tous documents afférents.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6132.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/175/D

Mise à disposition de la parcelle 853 M 0065 appartenant à la Ville de Marseille, sise boulevard Sainte Marguerite à Marseille 9ème arrondissement, préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage de la deuxième tranche des travaux du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille ;

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville ;

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées ;

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2^{ème} tronçon (section du Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite), s'est déroulée du 10 au 26 janvier 2018 ;

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur des terrains appartenant à la Ville de Marseille, pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition, afin de permettre le démarrage du chantier ;

Au terme de ces travaux, les cessions foncières en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain des terrains en cause, seront régularisées par acte notarié.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite de la Ville de Marseille, la mise à disposition de l'emprise foncière énoncée ci-dessous, préalablement à son transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle 853 M 0065 appartenant à la Ville de Marseille lui soit mis à disposition préalablement au transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelle préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelle, préalable au transfert de propriété de la parcelle suivante, sise à Marseille 9^{ème} arrondissement :

| Référence cadastrale | | | | |
|----------------------|----|--------|----------------------|---------|
| Sect. | N° | Nature | Lieu-Dit | Surface |
| 853 M | 65 | SOL | Bd Sainte Marguerite | 1969 |

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa réalisation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété de la parcelle en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/176/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés 2 rue Bernard Dubois à Marseille 1er arrondissement, cadastrés 801 A 57 Lots n° 11 et 12, appartenant à Monsieur BAROUD Chafic.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L21.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 2 janvier 2019 portant aliénation des lots n° 11 et 12 dépendants de la parcelle cadastrée Section 801 A 57 sise 2 rue Bernard Dubois à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à Monsieur BAROUD Chafic.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux, diversifiés, neufs ou restaurés et créer 20 000 m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n° 11 ET 12 dépendants de la parcelle cadastrée Section 801 A 57 d'une contenance cadastrale de 102 m², située au 2 rue Bernard Dubois à Marseille 1^{er} arrondissement, appartenant à Monsieur BAROUD Chafic.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/177/D

Convention d'occupation temporaire d'un bien appartenant à la société ESCOTA

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention préalable à la cession de la parcelle C n°482, faisant partie du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) référencée sous le n° 2011-0432, intervenue le 26 avril 2012 entre la société des Autoroutes Estérel Côtes d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La convention d'occupation temporaire du Domaine Public Autoroutier Concédé n°2011-013, par un ouvrage souterrain d'eaux usées, signée le 28 mars 2012 entre la société des Autoroutes Estérel Côtes d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'évaluation de France Domaine référencée LIDO: 2018-04V1413 en date du 9 juillet 2018 ;
- Le projet de convention de transfert de propriété entre l'Etat et la société ESCOTA.

CONSIDÉRANT

- Que les conventions susnommées de mise à disposition temporaire ont été signées les 26 avril et 28 mars 2012 entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la société ESCOTA, relative à l'implantation d'un poste de relevage sur la commune de Belcodène ainsi qu'à l'occupation du Domaine Public Autoroutier concédé (DPAC) ;
- Que le document d'Arpentage n°815K porte sur la division de la parcelle cadastrée C n° 438, établi par Monsieur François HOSPITAL, Géomètre Expert à la Valette du Var, soit après détachement la parcelle C n°482 de 204 m² ;
- Que l'avenant n°0392-2013 à la promesse d'achat n°2012-0463 en date du 18 juillet 2013, engageait ladite Communauté à acquérir la parcelle C n° 482 dans le cadre de l'extension du réseau d'assainissement ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la promesse de vente et pour tout acte s'y rapportant ;
- Que la procédure relative à la finalisation de cette cession par un acte notarié est en cours de traitement, et que, de ce fait la société ESCOTA opte au préalable pour l'établissement d'un nouvel avenant à la promesse d'achat, valable jusqu'au 28 juin 2019, ainsi que la prorogation de la convention ;
- Qu'en faisant référence au projet d'avenant d'occupation temporaire du Domaine Public Autoroutier Concédé, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à acquérir la parcelle cadastrée section C n° 482, sise Lieudit La Pomme, en bordure de la RN 96, à Belcodène.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant à la convention d'occupation temporaire n° 2011-013, de la parcelle cadastrée section C n° 482 pour une superficie de 204 m², ainsi qu'un nouvel avenant à la promesse d'achat n° 2012-0463, entre la société des Autoroutes Estérel Côtes d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) agissant en qualité de concessionnaire de l'Etat et la Métropole Aix-Marseille Provence.

Article 2 :

Que cette acquisition se fera au prix de 1 500 euros (mille cinq cent euros), suivant l'avis de France Domaine en date du 9 juillet 2018. Les frais d'acte de transfert entre l'Etat et ESCOTA, ainsi que ceux du notaire, sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

**AVENANT N°2018-++++
A LA PROMESSE D'ACHAT N° 2012-0463 ET A L'AVENANT
N° 2013-0392**

Le soussigné (e) : **La Métropole Aix-Marseille-Provence**, représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, dont le siège est situé 58 boulevard Charles LIVON 13007 Marseille,

S'engage par la présente à acquérir de **la SOCIETE DES AUTOROUTES ESTEREL COTE D'AZUR PROVENCE ALPES**, agissant en qualité de concessionnaire de l'ETAT, la parcelle ci-après désignée, déclassée du Domaine Public Autoroutier Concédé :

Commune : BELCODENE

Référence au plan de D.P.A.C. : délaissé n°394 – PR 09.350 - A 52

| COMMUNE | LIEU DIT | REFERENCE ANCIENNE | REFERENCE NOUVELLE | | SURFA CE | PRIX |
|---------------|-------------|--|-----------------------|---------------|-------------|-----------|
| BELCODE NE | LA POMME | Domaine Public Autoroutier Concédé C n° 438 | Section C | Numéro 482 | 204m2 | 1500 € |

(copie du document d'arpentage n° 815k est demeuré ci-joint accompagné du plan matérialisant la parcelle section C numéro 482 – ce document d'arpentage sera déposé auprès du service de la publicité foncière compétent, à l'appui de l'acte de transfert)

Pour une meilleure compréhension, les parties exposent préalablement ce qui suit :

Exposé

Il est ici rappelé :

1/ que la parcelle susdésignée a fait l'objet d'une promesse d'achat par la Communauté d'Agglomération du Pays d'AUBAGNE et de l'Etoile en date du 22.03.2013, au prix de MILLE CINQ CENTS EUROS (1500€), acceptée par la Société ESCOTA, concessionnaire de l'ETAT, le 04.07.2013.

Cette promesse d'achat a fait l'objet d'un avenant signé par les parties le 18.07.2013 et portant uniquement sur la prorogation du délai de validité de l'engagement jusqu'au 31.12.2014.

2/ qu'en application des lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la compétence en matière d'acquisition foncière a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont dépend notamment le Territoire du Pays d'AUBAGNE et de l'Etoile et a fortiori la Commune de BELCODENE.

En conséquence, les engagements susvisés pris par la Communauté d'Agglomération sont repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence par la signature du présent document, signature autorisée par décision du conseil métropolitain sus visé.

3/ qu'une convention préalable à cession (du 26.04.2012 n°2011-0432) et une convention relative à l'occupation du DPAC par un ouvrage eaux usées (du 28.03.2012 n°2011-013) ont été signées par la Communauté d'Agglomération et la Société ESCOTA.

Les termes et engagements de ces conventions sont reprises également par la Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE et font l'objet d'avenants en cours de régularisation.

Ceci rappelé et précisé, les parties conviennent expressément ce qui suit :

1 - Identité du promettant

Comme conséquence des lois susvisées, les parties constatent la substitution de la Métropole AMP dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'AUBAGNE et de l'Etoile contenus dans la promesse d'achat et son avenant, susvisés.

2 - Durée de la Promesse d'achat

Les délais d'avancement des procédures et la redéfinition des domaines de compétences territoriales n'ont pas permis de finaliser l'acte notarié à la date initialement convenue.

En conséquence, l'offre d'achat est à nouveau reconduite pour la durée suivante :

- les parties conviennent que l'offre d'achat est valable jusqu'au 28.06.2019. Cette durée sera prorogée automatiquement d'un mois dans l'hypothèse où une pièce substantielle du dossier de cession serait encore en cours d'instruction à cette date, et couvre la période du 31.12.2014 (date de validité de l'avenant du 18.07.2013) au 28.06.2019.

Etant ici précisé que les frais d'actes tant ceux de l'acte administratif de transfert que ceux de l'acte notarié de vente seront à la charge de la Métropole.

Les autres conditions de la promesse initiale restent inchangées.

Fait en 3 exemplaires

Signature précédée de la
mention manuscrite
"Lu et approuvé" :

ESCOTA
Monsieur Eric LAPERLE
Directeur Gestion Marché Publics et Foncier

Fait à
Le

Métropole Aix-Marseille-Provence
Martine VASSAL
Présidente

**AVENANT N°2018-++++
A LA CONVENTION N° 2011-013**

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, dont le siège est situé 58 boulevard Charles LIVON 13007 Marseille,

D'une part,

Et,

La SOCIETE DES AUTOROUTES ESTEREL COTE D'AZUR PROVENCE ALPES, agissant en qualité de concessionnaire de l'ETAT, représentée par Monsieur Philippe ERMAL, dûment habilité aux fins de signature des présentes en vertu de +++++.

D'autre part,

Préalablement au présent avenant, les parties ont rappelé ce qui suit :

EXPOSE

En date du 28.03.2012, la convention n°2011.013 relative à l'occupation du Domaine Public Autoroutier Concéder par un ouvrage eaux usées, a été signée entre la société ESCOTA et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

En application de la loi NOTRE (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), la compétence en matière de gestion foncière a été transmise à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les territoires compris dans son périmètre, dont fait partie le Territoire du Pays d'AUBAGNE et de l'Etoile et a fortiori la Commune de BELCODENE.

De ce fait, les termes et engagements de ladite convention pris par la Communauté d'Agglomération sont repris par la Métropole Aix -Marseille -Provence par la signature du présent avenant, signature autorisée au sein de la décision du conseil métropolitain sus visé.

Ceci exposé, les parties constatent et acceptent expressément ce qui suit :

Substitution du bénéficiaire de la convention initiale

Comme conséquence de la redéfinition des compétences territoriales ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la Métropole se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, contenus au sein de ladite convention.

Les autres termes de la convention demeurent inchangés.

Fait en 3 exemplaires

Fait à _____ le _____

Signature précédée de la mention manuscrite
"Lu et approuvé" :

Philippe ERMAL
Pour ESCOTA
Directeur Régional Durance Provence

Martine VASSAL
La Présidente de la Métropole



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/178/D

Renouvellement du bail commercial avec la société DIFRARO

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le bail commercial intervenu entre la société DIFRARO et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile signé le 4 janvier 2010 pour une durée de 9 ans, concernant des locaux et espaces destinés à la Direction de la Collecte, du traitement et de la valorisation des Déchets, sis ZAC de Napollon, La Condamine Est à Aubagne ;
- L'estimation de France Domaine référencée LIDO : 2018-02L2238 en date du 23 novembre 2018 ;
- Le projet de renouvellement de bail entre la société DIFRARO et la Métropole Aix-Marseille-Provence

CONSIDÉRANT

- Que le bail commercial sera renouvelé entre la société DIFRARO et la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant, ainsi, de plein droit à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Qu'il est nécessaire de reconduire ce bail pour la continuité des activités liées au tri sélectif, stockage des colonnes et conteneurs ;
- Que les locaux donnés à bail, sont les lots 4 et 5 d'une surface respective de 182 m² chacun, ainsi que la mise à disposition de 6 emplacements de stationnement, des parties communes et de diverses servitudes réunis sur les parcelles cadastrées CN 2351 et CN 2353 ;
- Que ce nouveau bail est soumis aux dispositions des articles L.145-1 et suivants du Code du commerce ainsi qu'aux dispositions non codifiées du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953.

DECIDE

Article 1 :

De renouveler le bail commercial pour une durée de 9 années entières et consécutives entre la société DIFRARO et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce bail prendra effet le 1^{er} février 2019 pour se terminer le 31 janvier 2028, pour les biens ci-dessus désignés, sis ZAC de Napollon, La Condamine Est à Aubagne.

Article 2 :

D'approuver le montant du loyer annuel pour l'année 2018 s'élevant à 41 269.80 euros, et de préciser que ce loyer sera indexé en fonction de la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction, tel qu'indiqué dans le bail initial.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6132.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



RENOUVELLEMENT BAIL COMMERCIAL

Entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI DIFRARO

La Métropole Aix-Marseille-Provence
BP 48014 – 13567 Marseille cedex 2
Tel :04.91.99.99.00

Entre les soussignés :

La société DIFRARO dont le siège social est situé au quartier le Thouron - route de Saint Jean de Garguier, 13360 ROQUEVAIRE, immatriculée au R.C.S de Marseille sous le numéro D351 142 765,

Ci-après dénommée « le bailleur »,
D'une part,

Et :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, dont le siège est situé 58 boulevard Charles LIVON 13007 Marseille,

Ci-après dénommée «le Preneur»
D'autre part

PRÉAMBULE

Il est préalablement rappelé que la société DIFRARO a donné à bail commercial, à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le bien immobilier situé sur les parcelles cadastrées section CN n° 2351 et CN 2353, sis ZAC DE Napollon « La Condamine Est », 13400 AUBAGNE.

Dans la continuation, ce bail sera renouvelé entre la société DIFRARO et la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, selon les dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles.

Ce bail commercial a été conclu pour une durée de 9 années à compter du 4 janvier 2010, pour se terminer le 31 janvier 2019, pour un loyer initial de 28 800 euros par an, outre les charges locatives de 200 euros par mois.

Au terme de ce bail, le bénéficiaire preneur, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la société DIFRARO, le bailleur. Les deux parties ont convenu de renouveler ce dernier pour une durée de neuf années à compter du 1^{er} février 2019, selon les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent contrat a pour objet le renouvellement du bail commercial comme énoncé en préambule.

Les locaux, les terrains et les parties communes loués restent inchangés en sa surface, sa structure et ses éléments.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/179/D

Renouvellement du bail commercial avec la SCI BARTHELEMY

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le bail commercial intervenu entre la SCI 16 Cours Barthélémy et la Communauté de Villes « Garlaban – Huveaune – Sainte Baume, signé le 28 juin 1999 pour une durée de 20 années, concernant des locaux sis 16 Cours de Barthélémy à Aubagne, destinés à la diffusion et à la connaissance du patrimoine culturel de la ville d'Aubagne ;
- L'estimation de France Domaine référencée LIDO : 2018-06L2237 en date du 23 novembre 2018 ;
- Le projet de renouvellement de bail entre la SCI 16 Cours Barthélémy et la Métropole Aix-Marseille-Provence

CONSIDÉRANT

- Que le bail commercial sera renouvelé entre la SCI 16 Cours Barthélémy et la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant, ainsi, de plein droit à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 ;
- Qu'il est nécessaire de reconduire ce bail afin de conserver la mémoire de Marcel Pagnol et continuer à faire apprécier la richesse historique de la ville d'Aubagne ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- Que les locaux donnés à bail sont deux appartements, un garage et un hall commun d'une surface d'environ 143 m², situés sur la parcelle cadastrée section AB 110 ;
- Que ce nouveau bail est soumis aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code du commerce ainsi qu'aux dispositions non codifiées du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953.

DECIDE

Article 1 :

De renouveler le bail commercial pour une durée de 20 années entières et consécutives ainsi que tous les actes afférents entre la SCI 16 Cours Barthélémy et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce bail prendra effet le 1er janvier 2020 pour se terminer le 31 décembre 2040, pour les biens ci-dessus désignés, sis 16 Cours Barthélémy à Aubagne.

Article 2 :

D'approuver le montant du loyer annuel pour l'année 2018 s'élevant à 17 811,36 euros, et de préciser que ce loyer sera indexé en fonction de la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction, tel qu'indiqué dans le bail initial.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6132.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



RENOUVELLEMENT BAIL COMMERCIAL

MAISON NATALE MARCEL PAGNOL

La Métropole Aix-Marseille-Provence

BP 48014 – 13567 Marseille cedex 2

Tel :04.91.99.99.00

Direction des Affaires Immobilières

du Territoire Istres-Ouest Provence

Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Tel: 04.42.55.97.83

contact.foncier.istresouestprovence@ampmetropole.fr

Entre les soussignés :

La société 16 COURS BARTHELEMY, représentée par Madame Annie PAPINI née le 27 juillet 1945 à Aubagne dont le siège social est situé au 33 lot les Candilelli Porticcio - 20166 GROSSETTA PRUNIA, immatriculée au R.C.S de Marseille sous le numéro SIREN 420 739 765

Ci-après dénommée « le bailleur »,
D'une part,

Et :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, dont le siège est situé 58 boulevard Charles LIVON 13007 Marseille

Ci-après dénommée «le Preneur»
D'autre part

PRÉAMBULE

Il est préalablement rappelé que la SCI 16 Cours Barthélémy a donné à bail commercial à la Communauté De Villes « Garlaban - Huveaune - Sainte Baume », le bien immobilier cadastré section AB 110, sis 16 cours Barthélémy, 13400 AUBAGNE.

Dans la continuation, ce bail sera renouvelé entre la SCI 16 Cours Barthélémy et la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant de plein droit à la Communauté De Villes « Garlaban - Huveaune - Sainte Baume », selon les dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles.

Ce bail commercial a été conclu pour une durée de 20 années à compter du 1^{er} novembre 1999, pour se terminer le 31 décembre 2019, pour un loyer annuel de 11 708 euros par an.

Au terme de ce bail, le bénéficiaire preneur, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la SCI 16 Cours Barthélémy, le bailleur. Les deux parties ont convenu de renouveler ce dernier pour une durée de vingt années, à compter du 1^{er} janvier 2020, selon les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent contrat a pour objet le renouvellement du bail commercial comme énoncé en préambule.

Les locaux et les parties communes loués restent inchangés en leur surface, leur structure et leurs éléments.

ARTICLE 2 : DUREE

Le bail initial est renouvelé pour une durée de 20 années entières et consécutives, qui commenceront le 1^{er} janvier 2020 pour se terminer le 31 janvier 2040.

ARTICLE 3 : LOYER

A titre indicatif, le loyer de base avait été fixé à 11 708 euros par an, payable par trimestre à terme échu.

Le loyer annuel pour 2018, s'élève à 17 811,36 euros et sera révisé selon l'indice trimestriel du coût de la construction, en application des dispositions contenues dans le bail initial produit en annexe.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations décrites dans le bail initial sont et resteront applicables pendant toute la durée du bail renouvelé par la présente, sauf disposition d'ordre public contraire.

ARTICLE 5 : LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : bail initial
- Annexe 2 : plan de situation du bien

Fait à Marseille, le , en 3 exemplaires originaux.

SCI 16 COURS BARTHELEMY

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/180/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire contestant l'approbation du Plan local de l'urbanisme de la Commune de Puyloubier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1703265 présentée par Monsieur Eric Serre devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant à l'annulation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Puyloubier approuvé par délibération du conseil municipal du 7 mars 2017 et à condamner la Métropole Aix-Marseille-Provence aux frais et entiers dépens liés à l'instance.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Patrice IBANEZ - 46 Cours Mirabeau – 13100 Aix en Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/181/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Stéphane Ceccaldi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Rémi Micallef

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La citation à comparaître devant le Tribunal Correctionnel auprès du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence du 5 mars 2015 signifiée à la demande de Monsieur Micallef, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite au cambriolage dont il a été victime le 11 février 2013 ;
- Le jugement du Tribunal Correctionnel d'Aix-en-Provence du 20 mars 2015.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représenté par Maître Stéphane Ceccaldi, domicilié 26 rue Montgrand 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Stéphane Ceccaldi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/182/D

Décision d'ester en justice désignation de Maître Dider Seban pour défendre les intérêts de la Métropole-Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à Madame Sahra Braun, Madame Tani Zaggal, Madame Anaïs Blaise, Madame Wahiba Hennouni

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1809555-5 déposée au Tribunal administratif le 19 novembre 2018, par Madame Sarah Braun, demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 6 septembre 2018, lui refusant le bénéfice de l'aide d'accès à un logement locatif ;
- La requête n°1807441-5 déposée au Tribunal administratif le 17 septembre 2018, par Monsieur Tani Zegga, demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 9 août 2018, lui refusant le bénéfice de l'aide d'accès à un logement locatif ;
- La requête n°1809774-5 déposée au Tribunal administratif le 28 novembre 2018, par Madame Anaïs Blaise, demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 5 novembre 2018, lui refusant le bénéfice de l'aide d'accès à un logement locatif ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- La requête n°1808984-5 déposée au Tribunal Administratif le 6 novembre 2018, par Madame Wahiba Hennouni, demandant l'annulation de la décision de la Commission Départementale des Médiations pour le logement du 11 septembre 2018.

DECIDE

Article 1 :

Maître Didier Seban, domicilié 282, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Didier Seban pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/183/D

Exercice du droit de préemption urbain sur le terrain non bâti cadastré section AC n° 74 sise Lotissement les Platanes sur la commune du Rove.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-1 et suivants, R.213-1 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville du Rove du 11/10/1988 instaurant le droit de préemption urbain ;
- La délibération du 26 mars 2009 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur le territoire de la ville du Rove ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Rove dont la dernière modification n°5 a été approuvée par délibération n° URB 018-2357/17/CM du 13 Juillet 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 088 18 M0031 reçue en mairie du Rove le 27 décembre 2018 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AC n°74 sise Lotissement les Platanes 13740 le Rove appartenant à la SARL AVI ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019

- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 € le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des Domaines.

CONSIDÉRANT

- Que le bien ci-dessus référencé est compris dans l'emplacement réservé n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Rove ;
- Que cet emplacement réservé n°4 concerne l'aménagement de la route départementale 568 pour partie avec voies latérales dont l'emprise est de 32m ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est bénéficiaire de cet emplacement réservé ;
- Que la Métropole est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut, pour ce faire, procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ces compétences et à la mise en œuvre des projets qu'elle porte.

DECIDE

Article 1 :

D'exercer son droit de préemption conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme sur la parcelle cadastrée section AC n°74 d'une superficie cadastrale de 209m² située au lotissement Les Platanes au Rove et d'acquérir le bien ci-dessus désigné moyennant le prix de 10 000 euros (dix mille euros) aux conditions visées dans la DIA en vue de l'aménagement de la route département 568 pour partie avec voie latérale.

Article 2 :

Par suite de cet accord, le propriétaire doit considérer comme définitive la vente de son bien cité en objet au profit de la Métropole Aix-Marseille Provence. Cette vente devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R.213-12 et L.213-14 du code de l'urbanisme.

Article 3 :

La présente décision est notifiée au notaire Maître Sabine Roque domiciliée 2, plage de l'Estaque Marseille.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 février 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Février 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/184/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

- Que l'entreprise :
 - SAS E-Partenaire, spécialisée en développement de stratégie internet et de nouvelles technologies ;
 - SAS Ecogeosafe, spécialisée en Recherche et Développement, Etudes scientifiques portant sur la prévention des risques naturels, industriels et urbains ;

Viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

De valider l'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SAS BAIL E- Partenaire : Convention d'occupation précaire portant sur un espace de 99m² au bâtiment H. Poincaré et une recette annuelle de loyer de 6534.09 euros HT/HC.
- SAS Ecogeosafe, : Convention d'occupation précaire portant sur une cave de 30m² au bâtiment H.Poincaré et une recette annuelle de 1 590 euros HT /HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/185/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises PLANED (SCOP), spécialisée Urbanisme et Planification ; ECOVIA (SCOP), spécialisée en Bureau d'études en environnement ; SINILUX, spécialisée en Transmission de données par la lumière (LIFI) ; viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

DECIDE

Article 1 :

De valider l'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SCOP PLANED : Convention d'occupation précaire portant sur des bureaux pour une surface de 88.82 m² au bâtiment Marconi et une recette annuelle de redevance de 10 116 euros HT/HC ;
- SCOP ECOVIA : Convention d'occupation précaire portant sur des bureaux pour une surface de 89.12 m² au bâtiment Marconi et une recette annuelle de 10 183.92 euros HT /HC ;
- SINILUX : Convention de services et d'occupation précaire portant sur un bureau de 9.7m² à la pépinière Cleantech pour une redevance de 824 euros HT/HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/186/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise Bamboo For Life, dont l'activité est: la conception, la construction et l'exploitation de stations de traitement des eaux usées par la technologie du Bambou-Assainissement occupe déjà un bureau de 18.8m² à la pépinière Cleantech ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

- Bamboo For Life accepte de partager ce bureau à titre provisoire avec l'entreprise Acwa Robotics dont l'activité est la création, le développement d'outils robotiques, déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois par une convention de services et d'occupation précaire et acceptant de partager son bureau.

Qu'en conséquence il convient de régulariser la modification de ladite convention d'occupation par un avenant.

DECIDE

Article 1 :

Est validé l'avenant de l'entreprise SAS Bamboo For Life relatif à la convention de services et d'occupation précaire pour un bureau de 18.8 m² à la pépinière Cleantech concerne également la société Acwa Robotics à titre provisoire pour une redevance annuelle de 1598 euros HT/HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/187/D

Convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot numéro 244 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique aux sociétés Pacom1 et Trendywork

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot numéro 244 est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise PACOM1 représentée par ses gérants, Messieurs Remy Roupie et Thomas Vignes, et l'entreprise Trendywork représentée par sa présidente, Madame Sara-Coumba Caramel souhaitent occuper une surface commune pour le développement de leurs activités respectives ;
- Que l'entreprise PACOM1 est spécialisée en programmation informatique, conseil en communication et webmarketing ;
- Que l'entreprise Trendywork est spécialisée en plateforme de réservation multiservices.
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire tripartite d'une durée d'un an pour un loyer de 130euros /m²/HT/HC/an ;
- Que la convention prendra effet à compter du 1^{er} mars 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot 244 sis à l'Hôtel Technologique 45 Rue Joliot Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par les sociétés Pacom1 et Trendywork.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-section politique B330- Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/188/D

Convention d'occupation temporaire d'un bureau situé sous le n° 128 de 22,03 m² dans l'Hôtel Technoptic à la Société DualSun

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technoptic d'une surface de 3300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes.
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n° 128 est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Dualsun, représenté par son Président, Monsieur Jérôme Mouterde, souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire pour un loyer de 80 euros m²/HT/HC/an ;
- Que la convention d'occupation temporaire prendra effet à compter du 1^{er} mars 2019 et se terminera le 14 décembre 2021.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot n° 128 sis à l'Hôtel Technoptic – 2 Rue Marc Donadille – 13013 Marseille par la société Dualsun.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous – politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/189/D

Délégation du droit de priorité à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition d'une emprise de 235 m² de la parcelle cadastrée CR 50 sise 2 boulevard du château-double à Aix-en-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 211-2, L. 211-3, L. 213-1, L. 213-3, L. 240-1, L. 240-2, L. 240-3, et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- Le droit de priorité reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 29 janvier 2019 enregistré sous le n° 19M0130 portant aliénation de la parcelle cadastrée CR 50 appartenant à l'Etat sise 2 boulevard du château-double à Aix-en-Provence, d'une superficie de 235 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

- La lettre de Madame Odile Bonthoux du 1^{er} février 2019, Adjointe au Maire, déléguée au Foncier, portant demande de délégation au profit de la Ville d'Aix-en-Provence du droit de priorité sur le bien ci-dessus désigné.

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité peut être exercé par les communes, par les établissements publics de coopération intercommunale titulaire du droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de priorité dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale ;

Article 1 :

Le droit de priorité est délégué à la commune d'Aix-en-Provence s'agissant d'une emprise de 235 m² de la parcelle cadastrée CR 50 sise 2 boulevard du château-double à Aix-en-Provence appartenant à l'Etat.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/190/D

Autorisation d'occupation temporaire du port de pêche de Saumaty consentie à la SARL Seaworks

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole ;
- L'arrêté n°19/001/CM du 14 janvier 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Dominin Rauscher, chargé de l'administration métropolitaine ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire port de pêche de Saumaty consentie avec la SARL Seaworks.

PREAMBULE

Par délibération n° 77/056/SC du 19 février 1977, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a adopté la convention par laquelle le Port Autonome de Marseille autorisait la Ville à occuper le domaine public maritime, au lieu-dit « Saumaty ».

Par délibération n° FCT 011-587/12/CC du 26 octobre 2012, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé la gestion en régie du Service Public industriel et commercial du Marché d'Intérêt National de Saumaty.

Par délibération n° FCT 017-087/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé les tarifs applicables à la régie du Port de Saumaty.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

Par délibération n° DEV 002-1413/15/CC du 23 octobre 2015, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé la création de l'opération financière visant à engager un projet de restructuration du port de Saumaty.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la SARL Seaworks à occuper temporairement le port de pêche de Saumaty ;
- Qu'à cette fin, une convention portant autorisation occupation temporaire a été conclue avec la SARL Seaworks.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire consentie à la SARL Seaworks pour une durée estimée à un an.

Article 2 :

Cette convention est soumise aux paiements :

- d'une indemnité d'occupation d'un montant de 8 568.20 euros HT ;
- de charges afférentes aux locaux mis à disposition d'un montant prévisionnel de 4 717.34 euros HT.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe du MIN Saumaty, sous politique F330, nature 7588, 7087.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/191/D

Autorisation d'occupation temporaire du port de pêche de Saumaty consentie à la SARL Carbone

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté n°19/001/CM du 14 janvier 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, chargé de l'administration métropolitaine ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire port de pêche de Saumaty consentie avec la SARL Carbone.

PREAMBULE

Par délibération n° 77/056/SC du 19 février 1977, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a adopté la convention par laquelle le Port Autonome de Marseille autorisait la Ville à occuper le domaine public maritime, au lieu-dit « Saumaty ».

Par délibération n° FCT 011-587/12/CC du 26 octobre 2012, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé la gestion en régie du Service Public industriel et commercial du Marché d'Intérêt National de Saumaty.

Par délibération n° FCT 017-087/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de Communauté de Marseille-Provence-Métropole a approuvé les tarifs applicables à la régie du Port de Saumaty.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

Par délibération n° DEV 002-1413/15/CC du 23 octobre 2015, le Conseil de Communauté de Marseille-Provence-Métropole a approuvé la création de l'opération financière visant à engager un projet de restructuration du port de Saumaty.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la SARL Carbone à occuper temporairement le port de pêche de Saumaty ;
- Qu'à cette fin, une convention portant autorisation occupation temporaire a été conclue avec la SARL Carbone.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire consentie à la SARL Carbone pour une durée estimée à un 1 an.

Article 2 :

Cette convention est soumise aux paiements :

- d'une indemnité d'occupation d'un montant de 11620.88 euros HT ;
- de charges afférentes aux locaux mis à disposition d'un montant prévisionnel de 4 717.34 euros HT.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe du MIN Saumaty, sous politique F330, nature 7588, 7087.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Mars 2019

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2018130550170

N° SIREN du maître d'ouvrage
 415750868

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
 IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500271

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13050 Lambesc

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 13-LAMBESC-PREMIERE PIERRE
 11 BOULEVARD GAMBETTA
 13410 Lambesc



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

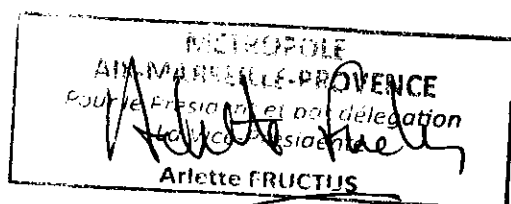
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

| Financements | Montants | Quotités |
|--|-------------------|---------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 29 400,00 | 8,52% |
| Subvention EPCI | 31 458,00 | 9,11% |
| Sous-total Subventions | 60 858,00 | 17,63% |
| II - Partie Prêts | | |
| 1%. | 0,00 | 0,00% |
| Prêt CDC foncier | 92 780,00 | 26,88% |
| Prêt CDC logement | 191 507,00 | 55,49% |
| Sous-total Prêts | 284 287,00 | 82,37% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 0,00 | 0,00% |
| Sous-total Fonds Propres | 0,00 | 0,00% |
| Total du Financement (I + II + III) | 345 145,00 | |

Aide : PLUS

| Financements | Montants | Quotités |
|--|-------------------|---------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 0,00 | 0,00% |
| Subvention EPCI | 53 568,00 | 7,09% |
| Sous-total Subventions | 53 568,00 | 7,09% |
| II - Partie Prêts | | |
| 1%. | 105 000,00 | 13,90% |
| Prêt CDC foncier | 203 132,00 | 26,88% |
| Prêt CDC logement | 154 483,00 | 20,44% |
| Sous-total Prêts | 462 615,00 | 61,22% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 239 472,00 | 31,69% |
| Sous-total Fonds Propres | 239 472,00 | 31,69% |
| Total du Financement (I + II + III) | 755 655,00 | |

Aide : Totalisation

| Financements | Montants | Quotités |
|-----------------------------------|-------------------|---------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 29 400,00 | 2,67% |
| Subvention EPCI | 85 026,00 | 7,72% |
| Sous-total Subventions | 114 426,00 | 10,39% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 345 990,00 | 31,43% |
| Prêt CDC foncier | 295 912,00 | 26,88% |
| 1%. | 105 000,00 | 9,54% |
| Sous-total Prêts | 746 902,00 | 67,85% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 239 472,00 | 21,75% |

| | | |
|-------------------------------------|--------------|---------|
| Sous-total Fonds Propres | 239 472,00 | 21,75% |
| Total du Financement (I + II + III) | 1 100 800,00 | 100,00% |
| Coût de l'opération / dépassement | 1 100 800,00 | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 981 962,89 €

| | | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| Aide : PLUS | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 6 | 338,61 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|---|---|--------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLUS » | 6 | 338,61 m² |
| Assiette * | : | 674 078,00 € |
| Taux de subvention | : | 0,00 % |
| SUBVENTION | : | 0,00 € |

| | | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| Aide : PLA-I | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 3 | 154,66 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|--|---|--------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLA-I » | 3 | 154,66 m² |
| Assiette * | : | 307 884,89 € |
| Taux de subvention | : | 9,55 % |
| SUBVENTION | : | 29 400,00 € |

TOTAL DE LA DECISION

| | | |
|-------------------------|----------------------------|-------------|
| Nombre de logements : 9 | Surface utile : | 493,27 m² |
| Assiette : 981 962,89 € | SUBVENTION : | 29 400,00 € |
| | Taux moyen de subvention : | 2,99 % |

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

| | |
|--|----------------|
| Charge foncière H.T. | 294 373,20 € |
| Coût du bâtiment ou des travaux | 689 570,80 € |
| Prestations intellectuelles et frais | 16 268,00 € |
| Prix de revient H.T. | 1 000 212,00 € |
| Montant de la TVA | 100 588,00 € |
| Prix de revient TTC | 1 100 800,00 € |
| Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU) | 2 231,64 € |

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550030

N° SIREN du maître d'ouvrage
061800140

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT

26 r colbert
10 Rue Sainte-Barbe

13002 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500307

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : 13/ 15 rue de l'ARC
REHABILITATION IMMEUBLE ENTIER CREATION 5 PLUS
13 15 RUE DE L'ARC
13001 Marseille - 1er arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT (n° SIREN : 061800140).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 51 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 13 FEV. 2019

Mentine Vassal
Présidente

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|-------------------|----------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 51 000,00 | 5,60% |
| Subvention Département | 45 532,00 | 5,00% |
| Subvention Commune | 25 000,00 | 2,75% |
| Subvention EPCI | 90 000,00 | 9,88% |
| Autres | 105 000,00 | 11,53% |
| Sous-total Subventions | 316 532,00 | 34,76% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 377 714,00 | 41,48% |
| Prêt CDC foncier | 46 331,00 | 5,09% |
| Sous-total Prêts | 424 045,00 | 46,57% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 170 056,00 | 18,67% |
| Sous-total Fonds Propres | 170 056,00 | 18,67% |
| Total du Financement (I + II + III) | 910 633,00 | 100,00% |
| Coût de l'opération / dépassement | 910 633,00 | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 529 812,09 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

319,40 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

5

319,40 m²

Assiette * : 529 812,09 €

Taux de subvention : 9,63 %

SUBVENTION : 51 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5 Surface utile : 319,40 m²

Assiette : 529 812,09 € SUBVENTION : 51 000,00 €

Taux moyen de subvention : 9,63 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 51 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 89 100,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 665 102,72 €

Décision No : 20181305500307

Page : 4/5

| | |
|--|--------------|
| Prestations intellectuelles et frais | 80 543,50 € |
| Prix de revient H.T. | 834 746,22 € |
| Montant de la TVA | 75 886,78 € |
| Prix de revient TTC | 910 633,00 € |
| Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU) | 2 851,07 € |

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/194/D

Délégation du droit de préemption urbain à la SPLA Pays D'Aix Territoires pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AB 206 sise 39 Cours Mirabeau 13100 Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence en date du 23 juillet 2015 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 25 janvier 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AB 206 sise 39 Cours Mirabeau 13100 Aix-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale ;
- Que cette parcelle se situe dans le périmètre prioritaire d'Aix-en-Provence défini par la convention de concession de revitalisation de l'agglomération Aixoise signée entre la commune d'Aix-en-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires le 5 février 2016.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AB 206 sise 39 Cours Mirabeau 13100 Aix-en-Provence, secteur Augustins Carmes du Plan de Sauvegarde et de mise en valeur de la Commune d'Aix-en-Provence.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Mars 2019

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550018

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500259

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13211 Marseille - 11e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

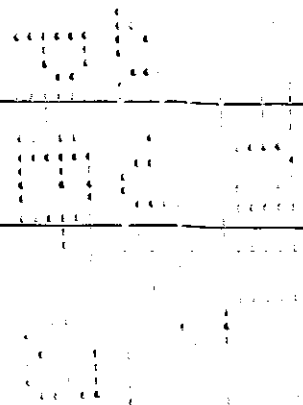
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 13-MARSEILLE-LA POMME
Avenue Emmanuel Allard
13011 Marseille - 11e arrondissement



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

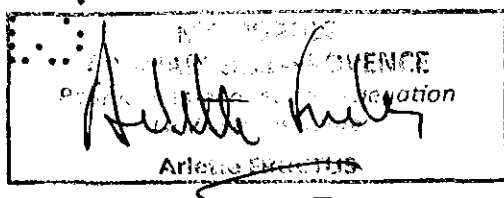
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|------------|----------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 58 800,00 | 6,50% |
| Sous-total Subventions | 58 800,00 | 6,50% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 452 799,00 | 50,02% |
| Prêt CDC foncier | 203 656,00 | 22,50% |
| 1%. | 122 146,49 | 13,49% |
| Sous-total Prêts | 778 601,49 | 86,01% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 67 859,16 | 7,50% |
| Sous-total Fonds Propres | 67 859,16 | 7,50% |
| Total du Financement (I + II + III) | 905 260,65 | |

Aide : **PLUS**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|--------------|----------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 0,00 | 0,00% |
| Sous-total Subventions | 0,00 | 0,00% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 855 173,00 | 52,73% |
| Prêt CDC foncier | 396 576,00 | 24,45% |
| 1%. | 237 853,51 | 14,67% |
| Sous-total Prêts | 1 489 602,51 | 91,85% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 132 140,84 | 8,15% |
| Sous-total Fonds Propres | 132 140,84 | 8,15% |
| Total du Financement (I + II + III) | 1 621 743,35 | |

Aide : **Totalisation**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|--------------|----------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 58 800,00 | 2,33% |
| Sous-total Subventions | 58 800,00 | 2,33% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 1 307 972,00 | 51,76% |
| Prêt CDC foncier | 600 232,00 | 23,75% |
| 1%. | 360 000,00 | 14,25% |
| Sous-total Prêts | 2 268 204,00 | 89,76% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 200 000,00 | 7,91% |
| Sous-total Fonds Propres | 200 000,00 | 7,91% |
| Total du Financement (I + II + III) | 2 527 004,00 | 100,00% |
| Coût de l'opération / dépassement | 2 527 004,00 | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 737 869,29 €

| | | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| Aide : PLUS | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 12 | 712,88 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|---|----|----------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLUS » | 12 | 712,88 m² |
| Assiette * | : | 1 148 206,88 € |
| Taux de subvention | : | 0,00 % |
| SUBVENTION | : | 0,00 € |

| | | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| Aide : PLA-I | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 6 | 366,10 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|--|---|--------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLA-I » | 6 | 366,10 m² |
| Assiette * | : | 589 662,41 € |
| Taux de subvention | : | 9,97 % |
| SUBVENTION | : | 58 800,00 € |

TOTAL DE LA DECISION

| | | |
|---------------------------|----------------------------|--------------------|
| Nombre de logements : 18 | Surface utile : | 1 078,98 m² |
| Assiette : 1 737 869,29 € | SUBVENTION : | 58 800,00 € |
| | Taux moyen de subvention : | 3,38 % |

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

| | |
|---------------------|--------------------|
| SUBVENTION : | 58 800,00 € |
|---------------------|--------------------|

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

| | |
|--|----------------|
| Charge foncière H.T. | 558 665,00 € |
| Coût du bâtiment ou des travaux | 1 495 033,00 € |
| Prestations intellectuelles et frais | 242 578,00 € |
| Prix de revient H.T. | 2 297 276,00 € |
| Montant de la TVA | 229 728,00 € |
| Prix de revient TTC | 2 527 004,00 € |
| Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU) | 2 342,03 € |

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550061

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500168

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

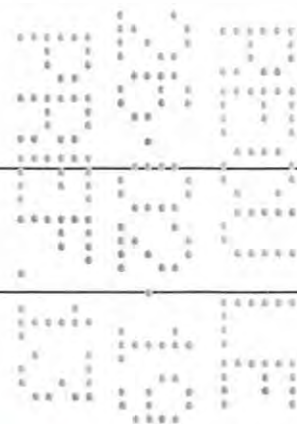
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : CHATEAUNEUF LES MARTIGUES - LES VIGNES
avenue des anciens combattants
13220 Châteauneuf-les-Martigues



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 12 logements PLUS
 - 4 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

| Financements | Montants | Quotités |
|---|--------------|----------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 0,00 | 0,00% |
| Subvention Département | 0,00 | 0,00% |
| Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM | 36 000,00 | 2,57% |
| Sous-total Subventions | 36 000,00 | 2,57% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC foncier | 475 943,00 | 34,02% |
| Prêt CDC logement | 253 497,00 | 18,12% |
| 1%. | 150 000,00 | 10,72% |
| Prêts Autres | 84 000,00 | 6,00% |
| Sous-total Prêts | 963 440,00 | 68,86% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 399 739,00 | 28,57% |
| Sous-total Fonds Propres | 399 739,00 | 28,57% |
| Total du Financement (I + II + III) | 1 399 179,00 | |

Aide : PLAI

| Financements | Montants | Quotités |
|---|------------|----------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 39 200,00 | 7,18% |
| Subvention Département | 35 000,00 | 6,41% |
| Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM | 12 000,00 | 2,20% |
| Sous-total Subventions | 86 200,00 | 15,79% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC foncier | 162 011,00 | 29,69% |
| Prêt CDC logement | 86 291,00 | 15,81% |
| 1%. | 50 000,00 | 9,16% |
| Prêts Autres | 28 000,00 | 5,13% |
| Sous-total Prêts | 326 302,00 | 59,79% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 133 246,00 | 24,42% |
| Sous-total Fonds Propres | 133 246,00 | 24,42% |
| Total du Financement (I + II + III) | 545 748,00 | |

Aide : Totalisation

| Financements | Montants | Quotités |
|---|------------|----------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Département | 35 000,00 | 1,80% |
| Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM | 48 000,00 | 2,47% |
| Subvention Etat | 39 200,00 | 2,02% |
| Sous-total Subventions | 122 200,00 | 6,28% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 339 788,00 | 17,47% |

| | | |
|--|---------------------|----------------|
| Prêt CDC foncier | 637 954,00 | 32,80% |
| Prêts Autres | 112 000,00 | 5,76% |
| 1%. | 200 000,00 | 10,28% |
| Sous-total Prêts | 1 289 742,00 | 66,31% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 532 985,00 | 27,40% |
| Sous-total Fonds Propres | 532 985,00 | 27,40% |
| Total du Financement (I + II + III) | 1 944 927,00 | 100,00% |
| Coût de l'opération / dépassement | 1 944 927,00 | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 379 282,26 €

| | | |
|--------------------------|----------------------------|----------------------|
| Aide : PLUS | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 12 | 628,23 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|---|----|----------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLUS » | 12 | 628,23 m² |
| Assiette * | : | 1 029 007,33 € |
| Taux de subvention | : | 0,00 % |
| SUBVENTION | : | 0,00 € |

| | | |
|--------------------------|----------------------------|----------------------|
| Aide : PLA-I | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 4 | 213,85 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|--|---|--------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLA-I » | 4 | 213,85 m² |
| Assiette * | : | 350 274,93 € |
| Taux de subvention | : | 11,19 % |
| SUBVENTION | : | 39 200,00 € |

TOTAL DE LA DECISION

| | | |
|---------------------------|----------------------------|-------------|
| Nombre de logements : 16 | Surface utile : | 842,08 m² |
| Assiette : 1 379 282,26 € | SUBVENTION : | 39 200,00 € |
| | Taux moyen de subvention : | 2,84 % |

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

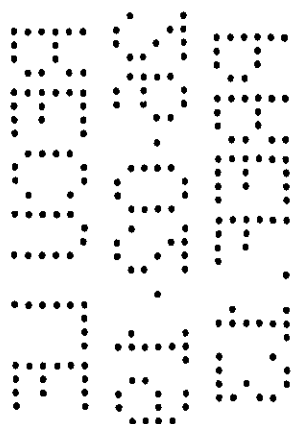
| | |
|--------------|-------------|
| SUBVENTION : | 39 200,00 € |
|--------------|-------------|

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

| | |
|--------------------------------------|----------------|
| Charge foncière H.T. | 619 544,00 € |
| Coût du bâtiment ou des travaux | 885 063,00 € |
| Prestations intellectuelles et frais | 265 519,00 € |
| Prix de revient H.T. | 1 770 126,00 € |
| Montant de la TVA | 174 801,00 € |
| Prix de revient TTC | 1 944 927,00 € |

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550193

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500169

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : CHATEAUNEUF LES MARTIGUES - LES VIGNES_PLS
avenue des anciens combattants
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT.008.1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

| Financements | Montants | Quotités | Taux |
|--|------------|----------|-------|
| I - Partie Subventions | | | |
| Subvention Etat | 0,00 | 0,00% | |
| Sous-total Subventions | 0,00 | 0,00% | |
| II - Partie Prêts | | | |
| CDC foncier PLS | 217 173,00 | 25,90% | 1,86% |
| CDC - PLS (ou PLI ou PSLA) | 124 099,00 | 20,00% | 1,86% |
| Prêt complémentaire CDC | 119 223,00 | 19,21% | 1,86% |
| Prêts Autres | 35 000,00 | 5,64% | |
| 1%. | 80 000,00 | 12,89% | |
| Sous-total Prêts | 575 495,00 | 92,75% | |
| III - Partie Fonds Propres | | | |
| Fonds propres | 45 000,00 | 7,25% | |
| Sous-total Fonds Propres | 45 000,00 | 7,25% | |
| Total du Financement (I + II + III) | 620 495,00 | 100,00% | |
| Coût de l'opération / dépassement | 620 495,00 | | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

5

Surface utile

263,05 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

263,05 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

263,05 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

197 922,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

282 746,00 €

Prestations intellectuelles et frais

84 824,00 €

Prix de revient H.T.

565 492,00 €

Montant de la TVA

55 003,00 €

Prix de revient TTC

620 495,00 €

Décision No : 20181305500169

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 50 05
01 7344

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550156

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade
22, Allée Ray Grassi
CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500229

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13098 Saint-Mitre-les-Remparts

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

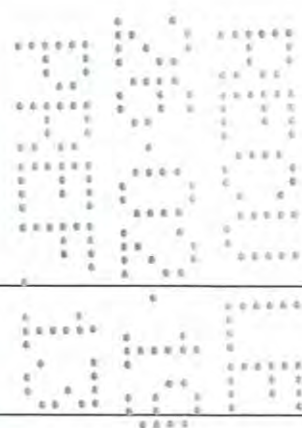
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
fontaine du Loup
bd de la fontaine du Loup
13920 Saint-Mitre-les-Remparts



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

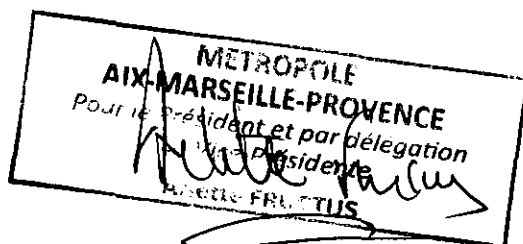
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 22 FEV. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|-------------------|---------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 39 200,00 | 4,72% |
| Subvention Commune | 58 333,00 | 7,03% |
| Sous-total Subventions | 97 533,00 | 11,75% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 333 567,00 | 40,18% |
| Prêt CDC foncier | 240 361,00 | 28,95% |
| 1%. | 40 000,00 | 4,82% |
| Sous-total Prêts | 613 928,00 | 73,95% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 118 762,00 | 14,30% |
| Sous-total Fonds Propres | 118 762,00 | 14,30% |
| Total du Financement (I + II + III) | 830 223,00 | |

Aide : **PLUS**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|-------------------|---------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 0,00 | 0,00% |
| Subvention Commune | 58 333,00 | 8,48% |
| Sous-total Subventions | 58 333,00 | 8,48% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 219 413,00 | 31,91% |
| Prêt CDC foncier | 251 044,00 | 36,51% |
| 1%. | 40 000,00 | 5,82% |
| Sous-total Prêts | 510 457,00 | 74,24% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 118 762,00 | 17,27% |
| Sous-total Fonds Propres | 118 762,00 | 17,27% |
| Total du Financement (I + II + III) | 687 552,00 | |

Aide : **Totalisation**

| Financements | Montants | Quotités |
|-----------------------------------|---------------------|---------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Commune | 116 666,00 | 7,69% |
| Subvention Etat | 39 200,00 | 2,58% |
| Sous-total Subventions | 155 866,00 | 10,27% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 552 980,00 | 36,43% |
| Prêt CDC foncier | 491 405,00 | 32,38% |
| 1%. | 80 000,00 | 5,27% |
| Sous-total Prêts | 1 124 385,00 | 74,08% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 237 524,00 | 15,65% |

| | | |
|--|--------------|---------|
| Sous-total Fonds Propres | 237 524,00 | 15,65% |
| Total du Financement (I + II + III) | 1 517 775,00 | 100,00% |
| Coût de l'opération / dépassement | 1 517 775,00 | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 876 366,90 €

| | | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| Aide : PLUS | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 4 | 282,00 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|---|---|--------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLUS » | 4 | 282,00 m² |
| Assiette * | : | 447 709,18 € |
| Taux de subvention | : | 0,00 % |
| SUBVENTION | : | 0,00 € |

| | | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| Aide : PLA-I | Nombre de logements | Surface utile |
| Logements « Collectif » | 4 | 270,00 m² |
| Logements « Individuel » | | |

| | | |
|--|---|--------------|
| Totaux pour le financement des logements « PLA-I » | 4 | 270,00 m² |
| Assiette * | : | 428 657,72 € |
| Taux de subvention | : | 9,14 % |
| SUBVENTION | : | 39 200,00 € |

TOTAL DE LA DECISION

| | | |
|-------------------------|----------------------------|--------------------|
| Nombre de logements : 8 | Surface utile : | 552,00 m² |
| Assiette : 876 366,90 € | SUBVENTION : | 39 200,00 € |
| | Taux moyen de subvention : | 4,47 % |

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

| | |
|--|----------------|
| Charge foncière H.T. | 490 442,00 € |
| Coût du bâtiment ou des travaux | 863 560,00 € |
| Prestations intellectuelles et frais | 28 373,00 € |
| Prix de revient H.T. | 1 382 375,00 € |
| Montant de la TVA | 135 400,00 € |
| Prix de revient TTC | 1 517 775,00 € |
| Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU) | 2 749,59 € |

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 199 / D

MARSEILLE
26-02-19
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550157

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENÇAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500230

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13098 Saint-Mitre-les-Remparts

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

fontaine du Loup -4PLS

Bd de la Fontaine du Loup

13920 Saint-Mitre-les-Remparts

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

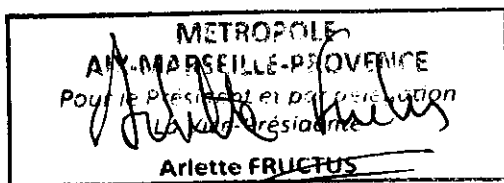
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 FEV. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

| Financements | Montants | Quotités | Taux |
|--|-------------------|----------------|-------|
| I - Partie Subventions | | | |
| Subvention Etat | 0,00 | 0,00% | |
| Subvention Commune | 58 333,00 | 6,99% | |
| Sous-total Subventions | 58 333,00 | 6,99% | |
| II - Partie Prêts | | | |
| CDC foncier PLS | 268 849,00 | 32,22% | 1,86% |
| CDC - PLS (ou PLI ou PSLA) | 156 694,00 | 18,78% | 1,86% |
| Sous-total Prêts | 425 543,00 | 51,00% | |
| III - Partie Fonds Propres | | | |
| Fonds propres | 350 521,00 | 42,01% | |
| Sous-total Fonds Propres | 350 521,00 | 42,01% | |
| Total du Financement (I + II + III) | 834 397,00 | 100,00% | |
| Coût de l'opération / dépassement | 834 397,00 | | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

302,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

302,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

302,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

| | |
|--|--------------|
| Charge foncière H.T. | 269 933,00 € |
| Coût du bâtiment ou des travaux | 475 293,00 € |
| Prestations intellectuelles et frais | 14 649,00 € |
| Prix de revient H.T. | 759 875,00 € |
| Montant de la TVA | 74 522,00 € |
| Prix de revient TTC | 834 397,00 € |
| Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU) | 2 762,90 € |

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
01.50.25
01.73.49

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550128

N° SIREN du maître d'ouvrage

635880495

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.E.M.I. SALON-DE-PROVENCE

321 r de l'adjudant chef champion

BP 163

13300 Salon-de-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500296

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13103 Salon-de-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération :

Nostradamus

89 boulevard Nostradamus

13300 Salon-de-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.E.M.I. SALON-DE-PROVENCE (n° SIREN : 635880495).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 115 869,50 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

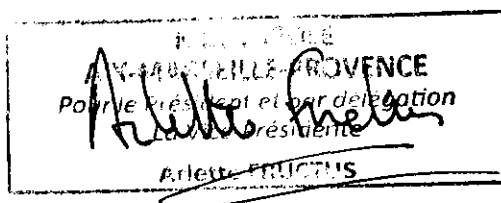
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 22 FEV. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

| Financements | Montants | Quotités |
|--|-------------------|----------------|
| I - Partie Subventions | | |
| Subvention Etat | 115 869,50 | 25,00% |
| Subvention EPCI | 52 000,00 | 11,22% |
| Sous-total Subventions | 167 869,50 | 36,22% |
| II - Partie Prêts | | |
| Prêt CDC logement | 130 000,00 | 28,05% |
| Sous-total Prêts | 130 000,00 | 28,05% |
| III - Partie Fonds Propres | | |
| Fonds propres | 165 608,50 | 35,73% |
| Sous-total Fonds Propres | 165 608,50 | 35,73% |
| Total du Financement (I + II + III) | 463 478,00 | 100,00% |
| Coût de l'opération / dépassement | 463 478,00 | |

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 603 333,93 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

217,60 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

13

217,60 m²

Assiette * : 603 333,93 €

Taux de subvention : 19,20 %

SUBVENTION : 115 869,50 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile : 217,60 m²

Assiette : 603 333,93 €

SUBVENTION : 115 869,50 €

Taux moyen de subvention : 19,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 115 869,50 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 60 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 333 926,00 €

Prestations intellectuelles et frais 32 963,00 €

Prix de revient H.T. 426 889,00 €

Montant de la TVA 36 589,00 €

Prix de revient TTC 463 478,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 129,95 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.